

49 | 2023

Les lieux du politique en Europe médiane (XIX^e-XX^e siècles)

Matthieu Boisdrón (dir.)



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/10566>

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Matthieu Boisdrón (dir.), *Histoire Politique*, 49 | 2023, « Les lieux du politique en Europe médiane (XIX^e-XX^e siècles) » [En ligne], mis en ligne le 01 février 2023, consulté le 24 mai 2023. URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/10566>

Ce document a été généré automatiquement le 24 mai 2023.



Creative Commons - Attribution - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International - CC BY-SA 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>

SOMMAIRE

Dossier

Les lieux du politique en Europe médiane (XIX^e-XX^e siècles) : introduction

Matthieu Boisdrón

Un lieu du politique entre féodalité et modernité : la diète hongroise avant 1848 représentée par les voyageurs français

Géza Szász

Les lieux du fascisme triestin. Histoires et architectures politiques dans une zone de frontière

Iris Pupella-Noguès

Le château républicain de Masaryk. La formation de l'espace et des institutions dans le nouvel État tchécoslovaque indépendant

Jakub Štofanič

Des « nids » et autres lieux de mobilisation politique du fascisme roumain

Traian Sandu

Le manuel scolaire comme lieu d'expression du politique ? L'exemple du traité de Trianon et de l'Union d'Alba Iulia dans les manuels scolaires hongrois et roumains (1945-1990)

Jérémy Floutier

Sources

Une source pour l'histoire contemporaine : le Département archives de la Direction des ressources et de l'information scientifique de Sciences Po

Odile Gaultier-Voituriez

Dossier

Les lieux du politique en Europe médiane (XIX^e-XX^e siècles) : introduction

Sites of Politics in Central Europe (19th-20th centuries): introduction

Matthieu Boisdrón

- 1 L'autonomisation des pays d'Europe centrale, orientale et balkanique, établie au moment de l'effondrement des systèmes politiques communistes puis de la dissolution de l'Union soviétique, leur confère depuis ce moment une capacité politique relativement inédite dans leur histoire, si l'on excepte les premières (et courtes) indépendances expérimentées dans les années 1920 et 1930, en raison de la dissolution des empires centraux après la Première Guerre mondiale. Avec l'élargissement de l'Union européenne en 2004, puis le retrait du Royaume-Uni de cette même organisation en 2020, l'espace politique européen, initialement très atlanto-centré, s'est progressivement mais résolument décentré vers l'Est. Longtemps tenus pour quantité négligeable en raison de leurs faiblesses économique et démographique¹, les pays d'Europe centrale, orientale et balkanique, qui sont devenus à la fois des marchés convoités sous l'effet du rattrapage économique et des zones de production attractives en raison de leurs faibles coûts salariaux, ont parallèlement, progressivement et pleinement investi le jeu politique et diplomatique européen, quitte à désormais parfois le bousculer depuis Budapest ou Varsovie. L'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, puis le statut de candidats à l'Union européenne accordé le 24 juin de cette même année à l'Ukraine et à la Moldavie, sont venus confirmer le rôle essentiel que cette région joue aujourd'hui et qu'elle est indéniablement amenée à jouer à l'avenir.

L'Europe médiane ou le dépassement de la dialectique centre/périphérie

- 2 L'espace considéré souffre d'abord de l'incertitude et de la multiplicité des définitions dans lesquelles on le tient, selon que l'on parle d'Europe centrale, d'Europe orientale, d'Europe de l'Est, d'Europe danubienne, de pays d'Europe centrale et orientale (PECO), d'Europe du Centre-Est ou même d'*East Central Europe* ou de *Mittleuropa*. Si les Balkans – parfois dissociés de cet ensemble – apparaissent comme mieux localisés, car circonscrits à la péninsule de l'Europe du Sud-Est, ses frontières restent elles aussi discutées dans leur partie septentrionale notamment. Cet espace est donc construit mentalement à partir du moment où s'opère la division de l'Europe en sous-ensembles géographiques, un processus finalement assez récent qui ne remonte guère au-delà du XVIII^e siècle².
- 3 Tracer les contours d'une aire géographique offre surtout un moyen commode pour tenter de définir des populations et des sociétés complexes à saisir, au risque bien souvent de les essentialiser. L'Europe centrale, orientale et balkanique est en effet, sur le plan ethno-culturel, particulièrement diverse. Elle l'est d'ailleurs à toutes les échelles, de la plus petite – celle du pays ou de l'État –, à la plus grande – celle du village, de la ville ou du quartier. Les catégorisations, tentatives de délimitations et conceptualisations auxquelles se sont essayés, aux XIX^e et XX^e siècles, divers géographes, historiens et érudits allemands³, français⁴, mais aussi de nombreux intellectuels la région⁵ disent souvent davantage de leurs propres biais et de ceux d'une époque productrice de stéréotypes ou d'injonctions nationalistes et/ou idéologiques⁶. Ainsi, les notions françaises d'Europe de l'Est, d'Europe centrale et orientale ou d'Europe centre-orientale⁷ n'ont que peu d'équivalents avec leurs pendants germaniques. *Mittleuropa*, *Zentraleuropa* et *Ostmitteleuropa* sous-entendent davantage l'espace dans lequel s'exerce l'influence allemande. Les termes retenus sont par ailleurs systématiquement connotés, le plus souvent négativement en français et en anglais s'agissant de l'Europe de l'Est, de l'Europe orientale ou de l'Europe balkanique. Si, dans le vocable des acteurs locaux qui préfèrent parler d'Europe du Centre-Est⁸, de *Zwischeneuropa*, d'Europe du milieu ou de l'entre-deux, la description de cette réalité se veut plus objective, celle-ci n'est pas non plus exempte de partis pris. Ainsi, l'*Intermarium* (*Międzymorze*), qui envisageait dans l'entre-deux-guerres l'établissement d'une entité géopolitique reliant, selon les différentes versions de ce projet, les territoires compris entre l'Adriatique et la mer Noire et/ou entre la Méditerranée et l'Adriatique, reflétait les tendances d'une conception plus spécifiquement polonaise, affranchie des tutelles allemande et russe et même destinée à s'en prémunir. L'Europe centrale, orientale et balkanique prise dans son ensemble ne possède donc pas de limites géographiques claires et reconnues⁹.
- 4 Pour autant, si elle constitue un espace hétérogène, multiconfessionnel, multilinguistique et donc multiculturel, l'Europe centrale, orientale et balkanique possède aussi des héritages, notamment des trajectoires partagées et des dynamiques propres bien identifiables qui ont conduit certains historiens à retenir une approche aréale macro-régionale et à développer le concept d'Europe médiane. L'expérience du multiculturalisme constitue en effet un caractère essentiel de la région quand bien même les modifications des frontières intervenues à partir du début du XX^e siècle et les recompositions nationales brutales suscitées par et après la Seconde Guerre mondiale

ont contribué à amoindrir ce trait¹⁰. Parmi les grandes expériences collectives qu'il identifie, l'écrivain tchéco-français, opposant et transfuge, Milan Kundera cite notamment l'absence d'expansion coloniale, la présence de frontières mouvantes, l'inexistence d'une souveraineté continue et des influences extérieures fortes¹¹.

- 5 Longtemps considérée comme une marge, que ce soit au sein des empires monarchiques multi-ethniques du XIX^e siècle centrés sur Berlin, Vienne, voire Constantinople, ou à l'ère de la guerre froide polarisée par Moscou¹², cette région a progressivement retrouvé sa place dans une historiographie dynamique et renouvelée qui, grâce aux apports de l'histoire transnationale¹³, globale ou connectée, a perçu et mis en avant sa dimension de carrefour¹⁴, aidée en cela par l'intégration européenne et atlantiste intervenue à partir des années 1990¹⁵. Sous le nom plus générique et plus englobant d'Europe médiane, qui permet d'échapper à l'assignation périphérique, cet espace est schématiquement installé de la Baltique à l'Adriatique, entre les aires culturelles germanique et russe¹⁶.

Les mutations de l'Europe médiane pendant la période contemporaine : vers une nouvelle modernité politique ?

- 6 Le choix de la longue durée par l'extension du champ d'étude aux XIX^e et XX^e siècles permet de mettre en lumière les grandes inflexions chronologiques qui soumettent le politique et ses conditions d'organisation et de représentation à diverses mutations essentielles. L'émergence d'une société civile, c'est-à-dire d'une organisation civique établie à côté des cadres sociaux de l'activité économique, artisanale ou commerciale, mais également distincte de la sphère publique de l'État comme de la sphère privée, est un processus politique et historique qui se répand progressivement en Europe à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Ce modèle duquel émerge progressivement, au XX^e siècle, sur des bases établies au XIX^e siècle, quelques timides expériences de démocratisation, notamment dans l'entre-deux-guerres, est par la suite fortement concurrencé par les totalitarismes et se trouve, depuis la transition intervenue au début des années 1990, en voie de dépassement, sous l'effet des transformations des relations entretenues entre l'État et les sociétés impulsées par le phénomène dit des « révolutions néo-conservatrices » qui touchent les pays de la zone¹⁷.
- 7 Cette nouvelle modernité politique précède, tout en les accompagnant, le développement du fait national, la démocratisation des sociétés, mais aussi l'émancipation progressive des populations. Par ailleurs, si l'Europe médiane a longtemps été considérée comme un espace unanimement livré aux passions identitaires¹⁸, les comportements politiques apparaissent bien plus complexes, notamment lorsque l'on agrandit l'échelle de l'analyse aux individus ou à des groupes plus restreints. Ainsi, le développement du concept d'« indifférence nationale » a permis de révéler les résistances longues à toute forme d'assignation nationale et est venu fortement nuancer l'idée d'une Europe toute entière prise d'une fièvre nationaliste à laquelle échappent en effet, on le sait désormais, de larges pans des sociétés contemporaines¹⁹.
- 8 Ces phénomènes complexes se déploient à proximité immédiate des acteurs. Ils sont donc pour cette raison mieux observables « à hauteur d'homme ». Pour affiner

l'analyse, ils peuvent et doivent être spatialisés à une plus grande échelle que régionale ou nationale. Les « lieux » où ils s'élaborent et à partir desquels ils se diffusent – échelle la plus grande sans pour autant être trop restrictive ou limitative – peuvent de la sorte constituer une porte d'entrée pertinente.

Qu'est-ce qu'un « lieu du politique » ?

- 9 Dans cette situation, comment définir ce que serait un « lieu du politique » ? La présence de la préposition « du » tend à conférer au simple « lieu politique » un rôle davantage déterminé, et de ce fait à l'affranchir d'une forme de neutralité induite par la nature inerte de tout espace indéterminé. Ce sont bien en effet les modalités de l'investissement dudit espace et son assignation à une fonction – un processus qui relève de choix conscients et qui est donc le fruit d'un contexte – qui lui confèrent cette dimension. Dans une acception davantage anthropologique qu'historique, le lieu du politique peut être compris hors de l'État comme une structure institutionnelle de toute nature, construite spatialement ou à la rigueur symboliquement, au sein duquel convergent des idéologies, mais aussi des pratiques²⁰.
- 10 Ainsi, à l'époque contemporaine, c'est-à-dire à partir de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle, on assiste à un déplacement du politique depuis les cours et les palais princiers, royaux et impériaux vers d'autres lieux qui, à leur tour, produisent du politique. Le lent phénomène de démocratisation et d'émancipation des sociétés européennes – de façon nuancée et non homogène – tout au long des XIX^e et XX^e siècles et l'évolution – d'ailleurs non exempte de retours en arrière – vers des sociétés relativement plus acéphales conduisent à un éclatement sensible des espaces du politique et à des circulations nouvelles, du centre vers les périphéries et du sommet vers la base²¹. La pluralisation des lieux du politique est donc source d'une intense politisation de couches de plus en plus larges des populations et contribue à l'établissement progressif, au XIX^e et au XX^e siècles, de ce que Gabriel Tarde et Jürgen Habermas ont respectivement qualifié de « l'ère des publics » et de « l'espace public », c'est-à-dire d'une sphère publique comme un espace d'affrontements encadré et d'apaisement des radicalités grâce, notamment, au développement de lieux de débats dédiés (presse ou assemblées).
- 11 Aussi, les lieux par essence politiques que peuvent être les enceintes parlementaires ou les sièges des gouvernements – tels par exemple le parlement hongrois à Budapest (*Országház*), la « maison du Peuple » (*Casa Poporului*) ou palais du Parlement (*Palatul Parlamentului*) à Bucarest, le palais Koniecpolski et le palais du Belvédère à Varsovie, le palais Grassalkovitch et le château de Bratislava (*Bratislavský hrad* ou *Pozsonyi vár*) ou encore le château de Prague (*Pražský hrad*) – n'épuisent pas à eux seuls la définition de ce que sont les lieux du politique. Les sociétés et les clubs, les congrès et sièges des partis politiques ou des syndicats, les salles de presse des rédactions des journaux, les enceintes sportives, la rue ou les places de village, les écoles et universités..., tous ces lieux tendent à s'affirmer comme des espaces de revendication, de mobilisation, d'animation et de production d'une intense activité politique.

Le « lieu » comme outil de réinvestissement historiographique

- 12 S'intéresser au « lieu » est utile et fécond puisque l'analyse à cette échelle permet de dépasser le débat étroit sur les limites régionales de l'Europe médiane évoqué plus haut. De l'autre côté du spectre, il offre aussi la possibilité de faire éclater le cadre national qui enferme encore souvent une historiographique centre-européenne où le renouveau de l'histoire politique – irrigué par la sociologie, l'anthropologie ou encore la science politique – n'a finalement qu'assez peu pénétré, à l'exception notable de l'examen des enjeux de mémoire, qui reste néanmoins étroitement associé à la construction des identités nationales et à leur promotion à des fins souvent politiques²².
- 13 L'étude des « lieux du politique » offre ainsi l'opportunité de diversifier les approches disciplinaires, d'investir d'autres champs de l'histoire que la seule histoire politique – telle l'histoire matérielle –, et d'opérer des comparaisons entre les pays, les époques et donc les contextes. En passant par les lieux, on entre de plain-pied dans une histoire des sociabilités qui offre immédiatement la possibilité de toucher du doigt une histoire sociale du politique.
- 14 Considérant que le lieu porte une charge symbolique et confère une autorité et une légitimité à la parole publique, que sa configuration concrète et matérielle fait sens, celui-là a d'abord été considéré dans sa dimension institutionnelle. Pour autant, le territoire du politique et de ses acteurs n'en est pas moins mouvant et offre la possibilité de démultiplier les approches, ce à quoi cherche à s'employer ce dossier.

La mise en perspective du « lieu »

- 15 Au regard de la spécificité de la zone géographique considérée dans ce dossier, peut-on observer ou identifier une ou des singularités des lieux du politique qui s'inscrivent dans cet espace ? La manière dont ils sont investis par les contemporains revêt-elle ces mêmes caractères ? Au-delà des représentations ou des clichés véhiculés par les observateurs ou commentateurs venus d'Europe occidentale, peut-on distinguer, et dans l'affirmative à quelle échelle, une cohérence régionale ou infrarégionale dans l'usage des lieux du politique par les acteurs ?
- 16 Afin d'éclairer ces questionnements, les articles du dossier ont pour objet, d'une part la dimension strictement spatiale de l'expression des cultures et sociabilités politiques de la région – à travers les assemblées délibérantes et leurs animateurs aux échelles nationale et locale, les modalités de l'appropriation et de la mobilisation de l'espace (notamment urbain), les conférences et grands congrès nationaux –, et d'autre part les représentations, les idéologies ou encore les pratiques induites par l'investissement de structures toujours institutionnelles, mais de nature plus diverses. Le choix et l'ordonnement des articles ont par ailleurs comme ambition de traiter de divers ensembles ethnoculturels de la région (hongrois, roumain, slovène, tchèque) et de mettre en évidence les grandes scissions chronologiques et la profondeur du champ d'analyse qu'apportent les diverses temporalités que l'on peut distinguer : le premier XIX^e siècle, les indépendances de l'entre-deux-guerres, et enfin les expériences fasciste puis communiste.

- 17 Ainsi, Géza Szász, professeur à l'Université de Szeged, propose un article consacré à la Hongrie d'avant 1848 qui s'intéresse aux mutations intervenant au cours d'un premier XIX^e siècle marqué par l'amorce de la pluralisation des lieux du politique. Il s'y emploie en montrant de quelle façon ont été perçus par les voyageurs étrangers – notamment français – les débats au sein des assemblées de niveau inférieur que sont les diétines des comitats, entre simples descriptions de ces lieux de réunion et jugements de valeur sur le fond de ces échanges monopolisés par une élite aristocratique locale. L'auteur relève d'abord que ces assemblées locales suscitent l'intérêt et l'attention des observateurs extérieurs. Si les clichés ne sont naturellement pas absents de ces descriptions, l'examen de l'activité de ces lieux particuliers participent d'une meilleure et d'une plus fine identification de la Hongrie de l'ère des réformes comme une entité politique engagée sur le chemin d'une forme d'émancipation.
- 18 Jakub Štofanič, chercheur à l'Institut Masaryk et professeur à l'Université Charles de Prague, investit pour sa part un lieu du politique construit de toute pièce dans le contexte des indépendances intervenues en Europe médiane après la Première Guerre mondiale, à travers l'étude du château de Prague. Symbole de la souveraineté de la Tchécoslovaquie, son aménagement constitue à lui seul une allégorie de la construction nationale du nouvel État indépendant. Il n'est toutefois pas exempt d'une forme de confiscation idéologique et partisane par son promoteur, le président de la République Tomáš Masaryk, qui en fait aussi le centre d'un réseau d'influence et de pouvoir personnel.
- 19 Traian Sandu, professeur agrégé à l'Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 et Iris Pupella-Noguès, doctorante à l'Université Paris-Est et à l'Université de Trieste, s'intéressent pour leur part à l'expérience fasciste qui, du début des années 1920 à la fin de la Seconde Guerre mondiale, imprègne largement l'ensemble de la région. Traian Sandu procède à l'examen de plusieurs des lieux du politique emblématiques du fascisme roumain, en premier lieu le « nid », c'est-à-dire cette cellule locale aux effectifs souvent réduits et dotée d'une certaine autonomie qui anime et structure la Garde de Fer de Corneliu Zelea Codreanu, puis les camps de travail et enfin les sièges du mouvement. S'intéressant à l'organisation concrète de ces lieux, l'auteur donne à voir comment le mouvement fasciste roumain théorise son action grâce aux espaces de mobilisation qu'il investit. Iris Pupella-Noguès étudie quant à elle la structuration de l'espace dans la ville de Trieste afin de réaliser une histoire politique de l'architecture fasciste dans une ville frontière mise au service de l'irréductibilisme italien. Constatant qu'il est malaisé de définir une architecture authentiquement fasciste, l'auteure montre surtout son évolution au service de la recherche de l'adhésion des masses à un projet politique. Ce dernier – et notamment l'italianisation du territoire qu'il porte en lui – suscite toutefois de fortes résistances locales.
- 20 Enfin, Jérémy Floutier, doctorant à l'Université de Szeged et à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, centre son propos sur la Hongrie et la Roumanie de l'après Seconde Guerre mondiale. Il procède à un pas de côté en s'affranchissant du lieu dans sa dimension spatiale afin de s'intéresser à un lieu du politique sensiblement différent : les manuels scolaires publiés dans ces deux pays pendant la période communiste, de 1945 à 1990. Il montre comment deux pays communistes, « frères » et néanmoins rivaux, utilisent les manuels scolaires comme un outil de production privilégié de la mémoire nationale, mais aussi d'un discours politique fluctuant, mis au service d'un récit idéologique et d'un agenda nationaliste²³.

- 21 Au regard des textes qui le composent, ce dossier doit être considéré comme une invitation à poursuivre les investigations autour de questionnements seulement esquissés, voire non traités ici, tels celui des minorités ou encore du genre. Certaines pistes de recherches actuellement explorées ou en cours d'exploration pourraient certainement venir alimenter cette réflexion sur la spatialisation de l'action politique par l'investissement de certains lieux ou espaces régionaux. Citons simplement, à titre d'exemples, sans exclusive ni souci d'exhaustivité, l'activisme des organisations féministes d'Europe centrale et orientale dans l'entre-deux-guerres²⁴ ou encore l'histoire par l'image du syndicat *Solidarność* au sein des chantiers navals de Gdańsk dans la Pologne communiste des années 1980²⁵.

NOTES

1. Le 17 février 2003, à Bruxelles, dans le contexte de la crise diplomatique sévère opposant les États-Unis à la France à l'égard de la posture à tenir vis-à-vis de l'Irak, le président de la République française, Jacques Chirac, avait affirmé que les pays européens candidats à l'adhésion qui s'étaient solidarisés avec Washington s'étaient « comportés avec une certaine légèreté », n'avaient pas eu « un comportement bien responsable », n'avait pas été « très bien élevé[s] » et avaient en fin de compte « manqué une bonne occasion de se taire ».

2. Sur le cheminement intellectuel qui conduit à la distinction entre Europe de l'Ouest et Europe de l'Est, voir Larry Wolff, *Inventing Eastern Europe. The Map of Civilization on the Mind of the Enlightenment*, Stanford, Stanford University Press, 1994. Voir aussi l'introduction et le premier chapitre dans Marie-Madeleine de Cevins (dir.), *Démystifier l'Europe centrale. Bohême, Hongrie et Pologne du VII^e au XVI^e siècle*, Paris, Passés composés, 2021.

3. Joseph Partsch, *Central Europe*, Londres, William Heinemann, 1903 ; Friedrich Naumann, *Mitteleuropa*, Berlin, Reimer, 1915 ; Robert Sieger, Albrecht Penck, « Zwischeneuropa? », *Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, n° 3, 1916, p. 177-180 ; Klaus Zernack, *Eine Einführung in seine Geschichte*, Munich, Beck, 1977 ; Werner Conze, *Ostmitteleuropa. Von der Spätantike bis zum 18. Jahrhundert*, Munich, Beck, 1992.

4. Auguste Himly, *Histoire de la formation territoriale des États de l'Europe centrale*, 2 vol., Paris, Hachette, 1876 ; Élisée Reclus, *Nouvelle géographie universelle. La terre et les hommes*, t. I : *L'Europe méridionale (Grèce, Turquie, Roumanie, Italie, Espagne et Portugal)*, t. III : *L'Europe centrale (Suisse, Austro-Hongrie, Allemagne)*, Paris, Hachette, 1876-1878.

5. Oskar Halecki, « L'histoire de l'Europe orientale. Sa division en époques, son milieu géographique et ses problèmes fondamentaux », dans *La Pologne au V^e Congrès international des sciences historiques, Bruxelles, 1923*, Varsovie, Comité national polonais, 1924, p. 73-94 ; du même auteur « Qu'est que l'Europe Orientale ? », *Bulletin d'information des sciences historiques en Europe Orientale*, n° 6, 1934, p. 82-93 ; Czesław Miłosz, *Une autre Europe*, Paris, Gallimard, 1964 ; Jenő Szűcs, *Les trois Europes*, préface de Fernand Braudel, Paris, L'Harmattan, 1985 ; István Bibó, *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1986 ; Jerzy Kłoczowski, *East Central Europe in the historiography of the countries of the region*, Lublin, Institute of East Central Europe, 1995.

6. Une utile mise au point sur ces débats peut être lue sous la plume de Jörg Hackmann, « The end of “East Central Europe” and the return of “Europe in-between” », *Baltic Worlds*, 2021, n° 1-2, p. 33-43.

7. Antoine Marès, « La vision française de l'Europe centrale du XIX^e au XX^e siècle », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, 7, 1991.
8. Voir notamment l'ouvrage collectif franco-polonais paru l'année du cinquième élargissement de l'Union européenne : Marie-Elizabeth Ducreux, Daniel Beauvois, Henryk Samsonowicz, Jerzy Kloczowski, Piotr Wandycz, Natalia Aleksion (dir.), *Histoire de l'Europe du Centre-Est*, Paris, Presses universitaires de France, 2004.
9. La question a sans surprise été puissamment repoussée au moment de l'effondrement du système communiste. Voir notamment Karel Bartosek, « La renaissance de l'Europe centrale », *La Nouvelle Alternative*, n° 8, 1987 ; le numéro spécial de la revue *Daedalus*, « Eastern Europe... Central Europe... Europe », vol. 119, n° 1, hiver 1990 ; Violette Rey, « Après l'Europe de l'Est ? », *L'Espace géographique*, vol. 19-20, n° 1, 1990, p. 79-90.
10. Tony Judt, *Après-Guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2007 ; Timothy Snyder, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, 2012.
11. Cité par Joanna Nowicki, « Les différences de réalités et de perceptions entre Européens de l'Est et de l'Ouest », dans Antoine Arjakovsky (dir.), *Histoire de la conscience européenne*, Paris, Éditions Salvator, Collège des Bernardins, 2016.
12. Nous nous permettons ici de renvoyer à Matthieu Boisdrion, Krisztián Bene (dir.), *Marges impériales en dialogue. Échanges, transferts, interactions et influences croisés entre les espaces postcoloniaux francophones et la périphérie soviétique européenne dans la seconde moitié du XX^e siècle*, Codex / Pécsi Tudományegyetem, 2022.
13. Paul Gradwohl (dir.), *L'Europe médiane au XX^e siècle. Fractures, décompositions - recompositions - surcompositions*, Prague, CEFRES, 2011.
14. Antoine Marès aime à considérer l'Europe médiane comme un « sismographe » de l'histoire européenne. Pour une synthèse, voir notamment Paul Gradwohl, Antoine Marès, « Enjeux historiques de l'approche de l'Europe médiane », *Monde(s)*, vol. 14, n° 2, 2018, pp. 7-30. Voir aussi Antoine Marès, Alain Soubigou, *L'Europe centrale dans l'Europe du XX^e siècle*, Paris, Ellipses, 2017.
15. Catherine Horel, *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne, 1815-2004*, Paris, Beauchesne, 2009. Voir aussi Michel Foucher, *Fragments d'Europe*, Paris, Fayard, 1993.
16. Il regrouperait donc, à grands traits, la Finlande, les trois pays Baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), le Bélarus, la Pologne, l'Ukraine, la Tchéquie, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Moldavie, la Bulgarie, les pays des Balkans occidentaux (Macédoine, Albanie, Monténégro, Kosovo, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Croatie et Slovénie) et la Grèce.
17. Maurice Barbier, *La modernité politique*, Paris, Presses universitaires de France, 2000 ; Frédéric Zalewski, Jérôme Heurtaux (dir.), *Introduction à l'Europe post-communiste*, Bruxelles, De Boeck, 2012 ; Frédéric Zalewski (dir.), « Révolutions conservatrices en Europe centrale et orientale », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 47, n° 4, 2016.
18. Antonela Capelle-Pogacean, « Minorités et citoyenneté en Europe médiane », dans Jean-Claude Scholsem (dir.), *Les minorités, un défi pour les États*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2012, p. 157-172.
19. Tara Zahra, « Imagined Noncommunities: National Indifference as a Category of Analysis », *Slavic Review*, 2010, 69/1, pp. 93-119. Voir aussi Morgane Labbé, *La nationalité, une histoire de chiffres. Politique et statistique en Europe centrale (1848-1919)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.
20. Voir notamment : John Agnew, « Les lieux contre la sociologie politique », *Espaces Temps*, n° 43-44, 1990, dossier dirigé par Jacques Lévy : « Pouvoir, l'esprit des lieux. Visiter l'espace du politique », pp. 87-94 ; Mariella Pandolfi, Marc Abélès, « Présentation : politiques jeux d'espaces », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 26, n° 1, 2002, pp. 5-9 ; Astrid von Busekist, *Penser la politique. Enjeux et défis contemporains*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018 et notamment le chapitre 3 « Les lieux du politique », p. 65-97.

21. Pour une réflexion anthropologique plus large et désormais classique sur la place attribuée aux acteurs dans la hiérarchie politique au sein d'une société acéphale à travers le prisme du système politique des Ochollo en Éthiopie méridionale, voir Marc Abélès, *Le lieu du politique*, Paris, Société d'ethnographie, 1983.
22. Antoine Marès (dir.), *Lieux de mémoire en Europe médiane*, Paris, Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), 1999 ; Daniel Baric, Jacques Le Rider, Drago Roksanđić (dir.), *Mémoire et histoire en Europe centrale et orientale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010 ; Małgorzata Pakier, Joanna Wawrzyniak, *Memory and change in Europe: Eastern perspectives*, New York, Oxford, Berghahn books, 2016.
23. À l'initiative de la Société française d'histoire politique (SFHPo), et avec l'appui de plusieurs partenaires scientifiques et académiques, une journée d'étude intitulée « Les lieux du politique en Europe centrale, orientale et balkanique, 1790-1990 » a été organisée le vendredi 20 mai 2022 à la maison de la recherche de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), rue de Lille, à Paris avec l'appui de l'EA 2291 de Paris 3 Sorbonne Nouvelle « Intégration et coopération dans l'espace européen » (ICEE), le Centre de recherche Europes-Eurasie (CREE) de l'Inalco, le Centre interuniversitaire d'études hongroises et finlandaises (CIEH-CIEFI), la Société française pour les études russes et est-européennes en sciences sociales (SFERES) et le GDR « Connaissance de l'Europe médiane ». Le dossier de ce numéro d'*Histoire@Politique* rassemble quelques-unes des contributions présentées lors de cette manifestation scientifique. À celles-là ont été adjoints d'autres textes, plus spécifiquement collectés dans le cadre du présent dossier.
24. Maria Bucur, Katerina Dalakoura, Krassimira Daskalova, Gabriela Dudeková Kováčová, « Special Forum: The Little Entente of Women: Transnational Feminist Networks and National Politics in Interwar Europe », *Aspasia*, vol. 16, n° 1, juin 2022.
25. Ania Szczepańska, *Une histoire visuelle de Solidarność*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2021.

RÉSUMÉS

Ce dossier consacré aux lieux du politique dans l'Europe médiane des XIX^e et XX^e siècles entend questionner, sur la longue durée, les modalités de politisation des espaces. Il interroge la pluralisation progressive de ces « lieux du politique » ainsi que les formes et les évolutions de leur appropriation par les acteurs, au regard des grandes scissions chronologiques qui structurent l'histoire contemporaine de la région considérée.

Dedicated to the sites of politics of Central Europe in the 19th and 20th centuries, this special issue will investigate how spaces are politicized over the long term. It will also examine the progressive pluralization of these “sites of politics,” as well as the form and evolution of their appropriation by various actors, with regard to the major chronological moments that punctuated the contemporary history of the region in question.

INDEX

Keywords : Central Europe, sites of politics, 19th century, 20th century, society

Mots-clés : Europe médiane, lieu du politique, politique, XIXe siècle, XXe siècle, sociétés

AUTEUR

MATTHIEU BOISDRON

Matthieu Boisdron est docteur de Sorbonne Université (2020) et chargé d'enseignement à Nantes Université. Ses recherches portent sur l'histoire politique de la France au XX^e siècle et l'histoire des relations internationales européennes à la même période, notamment celle de l'Europe centrale, orientale et balkanique. Auteur de plusieurs ouvrages et articles sur la région, il a récemment codirigé la publication de deux dossiers spéciaux de revues : « S'allier à l'Est. Militaires et diplomates face aux fluctuations du système européen (1917-1938) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 288, 2022/4, et « Repenser la Petite Entente. Acteurs et pratiques d'une coalition du temps de paix », *20&21. Revue d'histoire*, n° 152, 2021/4. Ainsi que celle de l'ouvrage collectif *Marges impériales en dialogue. Échanges, transferts, interactions et influences croisés entre les espaces postcoloniaux francophones et la périphérie soviétique européenne dans la seconde moitié du XX^e siècle* (2022).

Un lieu du politique entre féodalité et modernité : la diète hongroise avant 1848 représentée par les voyageurs français

A Place of Politics between Feudalism and Modernity: the Hungarian Diet before 1848 Represented by French Travelers

Géza Szász

- 1 Depuis le dernier tiers du XIX^e siècle, les décennies ayant précédé la révolution de mars 1848 sont considérées dans l'historiographie hongroise comme une période d'effervescence politique sans précédent, entraînant les débuts d'une vraie vie politique et la formation de l'opinion publique. Cette période, couramment appelée « l'ère des réformes », demeure, avec ses figures, ses initiatives, ses succès et ses échecs, une référence absolue, non seulement dans la recherche et dans l'enseignement de l'histoire du collège à l'université, mais aussi dans les discours politiques¹. Généralement placée entre 1825 (irruption du comte István Széchenyi sur la scène politique) et mars-avril 1848 (la victoire de la révolution du 15 mars et la création du premier ministère responsable), elle est intimement liée aux concepts du renouveau du sentiment et de la langue nationaux, des programmes libéraux de réformes (politiques, sociales, économiques et juridiques) et de la première cristallisation d'idéologies politiques concurrentes².
- 2 Ces débuts de politique et d'opinion publique modernes se font dans des cadres tant formels qu'informels, associés à des lieux concrets. Ces derniers vont leur conférer à la fois une réalité matérielle et une possibilité d'identification fonctionnelle.
- 3 En ce qui concerne les cadres « formels » ou, pour utiliser un terme cher aux orateurs hongrois de l'époque, « constitutionnels » (c'est-à-dire ancrés dans la tradition juridique), dans la Hongrie d'avant 1848, dite aussi *féodale*, la vie politique s'organise principalement dans le cadre de deux types d'assemblées : la *diète*, organe de représentation à vocation nationale ; les *diétines* des comitats, structures régionales.

Quant aux « structures parallèles » ou cadres informels comme les casinos ou les courses des chevaux, nouveautés des années 1830, elles constituent des cadres de rencontre et de discussion en principe sans contrôle gouvernemental. Leur création (le plus souvent sur initiative du comte István Széchenyi) intègre le mouvement de renouveau national ou des programmes de modernisation. Le chercheur commettrait tout de même une erreur en ignorant la plus importante (et, sans doute, la plus ancienne) de ces structures, les réunions informelles de la noblesse des comitats autour de la table d'un grand seigneur, lieux et moments décisifs dans la formation de la ligne politique d'un comitat³.

- 4 Cependant, de tous ces lieux formels ou informels, dans les sources de langue française disponibles, la diète occupe indiscutablement la première place. Si la correspondance diplomatique, soucieuse de relater des informations confidentielles, non censurées et circulant en dehors de la sphère publique, privilégie, pour des raisons que l'on comprend aisément, les lieux informels (mais reste en même temps inaccessible au lecteur moyen)⁴, les deux autres groupes, la presse et les récits des voyageurs, plus accessibles au lectorat contemporain et susceptibles de véhiculer une image influençant plus directement la perception et la représentation de la Hongrie au sein de l'opinion française, consacrent un espace non négligeable aux nouvelles provenant des lieux formels et/ou relatant d'activités s'y déroulant. Or, la diète est le lieu formel par excellence : avant les années 1840 et la naissance d'une véritable presse politique, elle constitue l'unique moyen légal de parler et de faire politique, et se présente comme un vrai temple de la liberté d'expression (à condition que les discours n'en sortent pas en version imprimée). Si la place que la presse française lui accordait fut déjà étudiée dans le détail (avec, entre autres, l'analyse de l'acheminement de l'information, des thématiques et de la représentation⁵), l'image diffusée par les voyageurs, en principe témoins avertis et juges impartiaux, n'a jusqu'à présent pas fait l'objet d'articles ou de livres.
- 5 Parmi tous les instruments de la connaissance de l'étranger des années 1830-1840, du fait de l'expérience (directe ou indirecte) du voyageur, par la longueur des représentations et leur degré d'accessibilité élevé, les *récits de voyage* publiés sous forme de livre ou parus (souvent par chapitres) dans les grandes revues parisiennes comme la *Revue des Deux Mondes*⁶, constituent le moyen le plus propice pour fournir des informations détaillées assorties d'une approche personnelle. Ils permettent en outre de tirer des conclusions pertinentes. Par un heureux concours de plusieurs facteurs (paix européenne, développement des moyens de transport, éveil de l'intérêt pour les peuples « opprimés » d'Europe centrale), la période étudiée constituait un véritable « âge d'or » des voyages en Hongrie (dont le territoire couvre une très grande partie de l'Europe centrale), entraînant aussi la multiplication des récits⁷. De cette production importante, nous avons sélectionné, en fonction de leur impact supposé, quatre textes considérés comme majeurs, à savoir ceux du maréchal Marmont, du comte de Dëmïdoff, d'Édouard Thouvenel et de Xavier Marmier. Du fait du statut de leurs auteurs, tous membres de l'élite, voire considérés comme des « célébrités », ils sont censés être connus et appréciés par le public de l'époque (et ils le sont vraiment !), et donc contribuer sérieusement à la formulation de l'image de la Hongrie en France et dans celle-ci à la représentation des diètes.
- 6 Cet article a pour objectif d'explorer ce domaine peu connu en se concentrant sur la perception et la représentation de deux aspects de la diète : les lieux proprement dits

(bâtiments, locaux, intérieurs visités ou entrevus par les voyageurs), et les moyens par lesquels on y fait politique (débat, sujets de discussion, acteurs). Dans l'intérêt d'une meilleure identification de la diète hongroise et d'une comparaison avec ses « homologues » centre-européens, voire occidentaux, une courte mise en perspective historique précèdera l'analyse proprement dite. Nous prévenons le lecteur que l'objectif principal de cet article ne consiste pas à déconstruire les clichés des observateurs occidentaux. Les récits de voyage qui constituent notre corpus seront utilisés avant tout pour avoir des descriptions. On souhaite présenter les lieux et les événements à travers le regard étranger. Les textes des voyageurs venus en Hongrie dans le cadre d'un parcours plus grand, comprenant soit l'Orient soit l'Europe centrale, servent de témoignages. C'est exactement le rôle qu'ils ont rempli à leur époque : instruire le public et le faire voyager. On sera ainsi plus près de l'image que le lecteur français ou francophone des années 1830-1840 pouvait se faire de la vie politique hongroise.

La diète, une institution médiévale au XIX^e siècle ?

- 7 Le mot *diète*, version francisée du latin *diaeta* (en hongrois : *diéta*), désigne dans les sources d'avant 1848 une sorte d'États généraux à deux chambres, dépositaire d'une certaine représentation nationale, partenaire « constitutionnel » du gouvernement impérial et royal siégeant à Vienne et, de temps à autre, organe et théâtre de l'opposition au régime d'« absolutisme de cabinet » incarné par le chancelier Metternich. Si certains de ses attributs, comme voter le nombre des appelés du contingent, réussissent à s'inscrire dans la durée, la diète fait indiscutablement partie de l'histoire du pouvoir législatif en Hongrie, son rôle, sa dénomination et sa composition ayant considérablement évolué depuis le Bas Moyen Âge.
- 8 Les origines de la diète remontent au dernier tiers du XIII^e siècle⁸. Sous le règne du roi Béla IV (1235-1270), dans un pays encore en pleine reconstruction après l'invasion des Mongols en 1241-1242, une première assemblée générale (*communis congregatio*) est organisée près d'Esztergom, une des capitales⁹, avec la participation des représentants des couches sociales qui seront identifiées plus tard comme la petite et la moyenne noblesse. Ses objectifs se situent encore très loin d'une volonté de gouverner le pays : une liste de plaintes et de revendications d'ordre fiscal est remise au roi. Dans le décret royal qui y répond, Béla agréé plusieurs propositions, et prescrit que deux ou trois nobles de chaque comitat participent au *jour de la loi* à Székesfehérvár (autre capitale) tenue le 20 août¹⁰.
- 9 Si, après ces débuts prometteurs, l'initiative de créer un organe représentatif d'une partie de la noblesse, interlocuteur du pouvoir royal, ne sera pas plus particulièrement retenue au cours des cent cinquante années à venir, quelques éléments, dont l'onomastique, marquent une prise de conscience progressive de la petite et moyenne noblesse désireuse de se démarquer des grands seigneurs. Des assemblées réunies en 1290 et 1298, destinées à limiter les excès des grands barons, se désignent respectivement comme « *parlamentum publicum* » et « *parlamentum generale* »¹¹. Pourtant, la fixation du statut de l'institution et sa montée en puissance datent de la première moitié du XV^e siècle. S'épanouissant d'abord sous le règne du roi (plus tard empereur) Sigismond de Luxembourg (1382-1437), elle est régulièrement convoquée à partir de 1445. À côté de la noblesse, les villes royales peuvent aussi se faire représenter et,

dans un contexte de succession des dynasties européennes sur le trône hongrois, elle reçoit aussi le droit (d'abord réel, plus tard formel) d'élire le roi¹². Certes, malgré les scènes tumultueuses du XV^e siècle (Mathias Corvin, âgé de 16 ans, est élu roi en 1458, près de Pest, par quelque trente mille gentilshommes venus de province et commandés par son oncle Mihály Szilágyi)¹³, les prérogatives et le fonctionnement de la diète hongroise ne seront pas les mêmes que ceux de la diète de Pologne (*sejm*) plus tard. Après 1526, dans un contexte de perte de souveraineté et de succession des membres de la dynastie des Habsbourg sur le trône hongrois jusqu'en 1918, la présence personnelle des nobles est supprimée au profit d'un système de délégation (*deputatio*), et l'élection du roi devient progressivement une pure formalité. Dès 1608, la composition bicamérale est consacrée : une chambre haute des barons et des prélats (appelée aussi *Chambre des Magnats* dans les sources du XIX^e siècle) se distingue d'une chambre basse où siègent les « députés » de la moyenne et de la petite noblesse, des chapitres et des villes¹⁴.

- 10 Le lieu de réunion est en principe la capitale de la Hongrie. Ainsi, avec les partages du pays consécutifs à la défaite de Mohács face aux Turcs en 1526, et l'occupation ottomane de Buda en 1541, le siège de la diète est transféré à Pozsony (Presbourg, aujourd'hui Bratislava, capitale de la Slovaquie)¹⁵, qui devient par cet acte la capitale politique du Royaume de Hongrie, sans disposer de poids économique ou social, car le Roi siège à Vienne¹⁶.
- 11 L'institution de la diète, haut lieu de la « constitutionnalité » hongroise, est aussi largement instrumentalisée dans les conflits politiques et militaires, ce qui va aller jusqu'à la convocation d'assemblées concurrentes de la diète « légitime », fidèle aux Habsbourg. Ainsi, pendant la guerre d'indépendance du prince François II Rákóczi (1703-1711), une série de diètes est convoquée sur les terres contrôlées par l'armée de Rákóczi, dont celle de 1707, à Ónód, prononce la déchéance de l'empereur Joseph I^{er} (1705-1711) du trône hongrois¹⁷.
- 12 Au XVIII^e siècle, la diète subit directement l'impact de l'évolution de la ligne gouvernementale de Vienne oscillant entre humbles sollicitations (comme la demande d'aide militaire de l'impératrice Marie-Thérèse au début de la guerre de Succession d'Autriche¹⁸) et interdictions de siéger, souvent sous un et même règne¹⁹. Ses activités et compétences reflètent et la position du cabinet impérial et la prise de conscience des niveaux inférieurs, dont celui des *comitats*. Ces derniers, loin d'être démocratiques au sens actuel du terme puisque ne comprenant que les membres de la noblesse (celle-ci constituant d'ailleurs dans certains comitats de l'Est jusqu'à 7-10 % de la population), se représentent comme de vrais lieux d'autonomie et de la liberté de la parole. Si l'on se penche sur leurs débats et délibérations, on constate un net durcissement de la ligne politique de la noblesse hongroise à partir de 1790, début du « renouveau national »²⁰. Leurs *diétines* deviennent le théâtre de l'affirmation de la moyenne et, parfois, de la petite noblesse.

Voyageurs français venus en Hongrie

Lieux du politique : la ville-siège

- 13 Comme nous l'avons dit plus haut, la diète hongroise « officielle » se tenait à Pozsony, de la fin du Moyen Âge jusqu'au printemps 1848. Ce fait a conféré à cette ville située

près de la triple frontière linguistique hongroise, slovaque et allemande, le statut de « capitale politique » au détriment de Pest-Buda, devenues au début du XIX^e siècle la plus grande ville de Hongrie. À la veille de la révolution de mars 1848, les villes jumelles comptaient 100 000 habitants, alors que Pozsony en avait près de 40 000. Ne disposant pas de véritable poids démographique ou économique, dans les récits de voyage, la ville est intimement associée, voire assimilée, à sa fonction politique. Autrement dit, à part la mention de quelques curiosités, la diète et le couronnement royal constituent les seuls éléments évoqués à propos de la ville. Dans cette logique, la ville est décrite comme une localité sans réelle importance. Le jugement du maréchal Marmont, formulé lors de son voyage de 1831, est sans équivoque :

« Presbourg est la première ville de Hongrie, sur la frontière d'Autriche. Son importance résulte de ce que sa proximité de Vienne l'a fait choisir pour le lieu du couronnement des rois de Hongrie, et pour la résidence habituelle de la diète. Cette ville n'a rien de remarquable ; quoique assez belle, elle participe du caractère de toutes les villes de ce pays ; rien n'y est complet, et, au premier coup d'œil, son état d'imperfection révèle tout ce qui lui manque²¹. »

- 14 Cette opinion ne sera pas contredite par les autres. Presque quinze ans plus tard, Xavier Marmier, quoique plus disert sur le paysage bâti, réduira aussi Pozsony à sa fonction politique, quitte à la démarquer du reste de la Hongrie :

« C'est à Presbourg que la diète hongroise s'assemble ; c'est à Presbourg qu'on couronne les rois ; cependant Presbourg n'a pas encore la physionomie d'une vraie ville hongroise. Elle est habitée en grande partie par des Slovaques et des Allemands. Les fervents patriotes hongrois, les fiers Magyars refusent même de la reconnaître pour leur capitale. À leurs yeux elle a le grand défaut d'être trop près de Vienne, d'être trop exposée par là à l'influence du gouvernement autrichien, et ils demandent instamment que le siège de la diète soit désormais établi à Pesth²². »

- 15 Le phénomène d'attribuer à une ville une fonction particulière et fixer ainsi sa représentation ne se limite pas à Pozsony. Chez les auteurs que nous avons étudiés, Komárom, ville-forteresse, aura un caractère exclusivement militaire, Esztergom, siège de l'archevêque primat de la Hongrie, religieux ou ecclésiastique. Pest, lieu d'épanouissement d'un premier « capitalisme » hongrois, donnera l'occasion de parler d'économie et de société, alors que le passage à Mohács, près de laquelle se déroula en août 1526 la bataille dont l'issue (défaite catastrophique de l'armée hongroise contre les Turcs) a marqué la fin du « grand royaume de Hongrie », sert de prétexte pour méditer sur le passé douloureux du pays²³. Ce procédé d'uniformisation rend certes possible une meilleure identification de certaines localités ; mais il aboutit aussi à la formation des clichés²⁴.

Lieux du politique : bâtiments, locaux, intérieurs

- 16 Se rendre à (ou passer par) Pozsony implique-t-il la visite des locaux de la diète ? Si oui, ces locaux dépassent-ils le statut de simple curiosité, pour pousser le voyageur à des observations d'ordre politique ? Avant de chercher une réponse à cette question centrale, quelques remarques s'imposent.
- 17 Premièrement, si tous les voyageurs passent par Presbourg et font mention de sa fonction politique en tant que siège de la diète, tous ne se sentent pas obligés de visiter ses locaux. Ceci vaut principalement pour le maréchal Marmont, pourtant le seul des voyageurs étudiés à traverser la Hongrie par temps de diète (en 1834 – mais, cette fois,

il ne passe pas par Pozsony). Néanmoins, lorsque cette visite se réalise, sa description nous permet d'enregistrer les impressions visuelles.

- 18 Deuxièmement, la lecture des textes nous convainc que les voyageurs avaient une image préconçue de la diète : ils la percevaient comme l'expression du faste d'un pays féodal, à mi-chemin entre barbarie et modernité. Cette perception, résultant sans doute des descriptions de première ou, surtout, de seconde main, fournies par les précédents voyageurs ou par les livres d'histoire (et relatives plus au couronnement des rois qu'à la diète même), confrontée à une réalité plus sobre, produit chez certains auteurs un choc salutaire. Le contraste les pousse apparemment à s'interroger.
- 19 Le comte de Démidoff, aristocrate d'origine russe installé à Paris, qui traverse la Hongrie en 1837, est le premier à faire cette expérience. Si la perception de la ville de Pozsony est chez lui on ne peut plus schématique, la visite des locaux – vides – de la diète génère un discours qui semble relever du pathétique :

« Bien que Presbourg, depuis l'année 1790, ait restitué à Bude son ancien titre, elle a conservé dans ses murs le siège de la puissance législative et l'appareil des antiques institutions de la Hongrie. Cette proximité de l'action dirigeante est naturellement favorable à l'Autriche, et tout en rendant à Bude le rang de capitale, que lui assignait son importance, le gouvernement impérial a néanmoins maintenu à Presbourg les deux assemblées dont les délibérations ont à Vienne un prompt retentissement. À voir cette maison modeste, ces salles sans aucun style, sans aucun caractère que celui de la plus vulgaire bourgeoisie, où, pour tout ornement, vous trouvez de grands bancs en bois, tout couverts de taches d'encre faites d'hier, vous vous croyez dans une vaste classe de quelque collège. L'on serait tenté de juger, à ce peu de façons, qu'il existe un contraste choquant entre l'apparence misérable de cette chambre politique, et cette pompe de costumes, de sabres, d'éperons et de prérogatives dont s'entoure la noblesse ; on pourrait craindre que cette simplicité exagérée ne fût un signe d'indifférence ou de mépris pour le sanctuaire des lois ; mais il faut dire aussi que sous cette simplicité quelque peu brutale, se montre, parmi ces législateurs si mal logés, un profond sentiment des fonctions qui leur sont confiées : le respect pour la loi, qui remplit cette enceinte, en a bientôt couvert toute la nudité²⁵. »

- 20 Édouard Thouvenel, le seul des auteurs à poursuivre une carrière politique après son voyage en Hongrie²⁶, se rend en Europe centrale très jeune, en 1838, à l'âge de 20 ans. S'agissant sans doute d'un voyage initiatique, son texte nous impressionne par l'abondance des détails politiques.
- 21 Chez Thouvenel, après la perception habituelle de la ville de Pozsony, on rencontre une démarche différente de celle de Démidoff. Se rendant aux locaux de la diète (appelés « *Landhaus* »), le voyageur est choqué par le contraste entre la simplicité des salles et la réputation féodale de la diète²⁷. Une fois le choc digéré, il poursuit sa réflexion dans deux directions. D'un côté, son imagination aidant, il essaie de « remplir les salles de vie », en représentant leurs fonctions et en suggérant l'ambiance qui y règne pendant les sessions. Ce procédé presque « romanesque » n'a pas d'équivalent dans les autres récits.
- 22 Dans un second temps, il compare la diète et le Parlement de la monarchie de Juillet : la diète hongroise est jugée plus digne et respectueuse. La richesse de cette description justifie ici une citation plus longue :

« Presbourg (en latin *Posonium*, et en hongrois *Posony*) n'est point la ville influente du royaume. Les Hongrois ne la regardent point comme leur capitale ; ils la trouvent trop rapprochée de Vienne. [...] Toutefois, ce n'est pas sans intérêt que l'on visite le *Landhaus*, c'est-à-dire le modeste palais de l'un des plus vieux

parlements de l'Europe. Les salles où se réunissent les représentants de la nation sont de la plus grande simplicité ; elles ne ressemblent en rien aux lieux des séances de nos chambres, elles n'ont ni tribune, ni gradins, ni tentures de soie. Une longue table, recouverte d'un tapis vert, tient lieu de l'espace d'estrade où, chez nous, prennent place le président et les secrétaires. Le palatin, qui préside de droit l'assemblée des magnats, s'assied à l'une des extrémités de cette table ; les évêques catholiques et ceux du rite grec, non uni, viennent ensuite ; derrière eux sont les fauteuils réservés aux barons. Dans les deux chambres, ou, pour me servir de l'expression hongroise, dans les deux *tables*, les membres parlent et votent de leurs places. Le scrutin secret et la tribune sont deux usages parlementaires que rejettent les mœurs encore chevaleresques de la Hongrie, le premier, comme indigne de gens de cœur armés de leurs épées, le second, comme inutile dans des débats qui ne dégénèrent jamais en tournois de paroles, et où les orateurs écoutés avec le plus d'attention ne sont pas toujours les plus adroits faiseurs de phrases, mais les militaires illustres, les administrateurs habiles, les économistes distingués, tous suivant leur spécialité.

La diète est si généralement considérée, les plaisanteries parfois spirituelles, souvent grossières, dont nos représentants sont devenus les inépuisables sujets, sont tellement éloignées de l'esprit des Hongrois, que l'on ne songe pas plus à s'indigner qu'à rire de l'étrange métamorphose subie, durant les intervalles des sessions, par la chambre des députés. Cette enceinte vénérée devient une salle de bal ou de concert. Le chef d'orchestre monte avec fierté à la place du palatin, et il a beau varier de mille manières le ton de son instrument, personne ne compare au talent flexible du musicien le caractère du président de la diète²⁸. »

- 23 À propos de la description schématisée de la ville de Pozsony, nous avons déjà cité Xavier Marmier. Ce voyageur, le dernier à publier un récit de voyage relatif à la Hongrie sous forme de livre avant le Printemps des peuples, s'est aussi rendu dans les locaux de la diète. Le passage consacré à cette visite s'inscrit bien dans la tradition des descriptions ; sauf que Marmier pousse à l'extrême la simplicité des lieux :

« Après avoir visité les ruines du château et la cathédrale, je demandai où était le palais de la diète. On me montra, au milieu d'une rue tortueuse, une maison d'une assez simple apparence. Une vieille femme qui nettoyait le rez-de-chaussée, déposa son balai à la porte et me conduisit au premier étage, où se tiennent les séances : deux grandes salles occupées par des tables étroites, huit rangées de chaises recouvertes en cuir ; à l'entrée quelques banquettes pour des auditeurs privilégiés, une tribune où le public entre librement sans billet ; point de tapis, point de dorure ni de ciselure. Dans l'une de ces salles siège la chambre haute ou, pour me servir de l'expression hongroise, la table des magnats présidée par le palatin. Dans l'autre, celle des députés. Là il n'y a pas d'estrade pour l'orateur. Les tables sont disposées de telle sorte que tous les membres de la chambre peuvent très-aisément se voir. Chacun d'eux parle de sa place et vote de sa place ostensiblement, la fière sincérité hongroise n'admettant pas l'usage du scrutin secret²⁹. »

Lieux du politique : débats houleux ?

- 24 Le lieu du politique qu'est une salle de la diète resterait bien sûr un ensemble inanimé (et son étude inachevée) si l'on ne pouvait pas se le représenter comme un intérieur rempli d'hommes, de prises de parole et de controverses, donc de débats. Si la description qu'en font les voyageurs, qui ne sont pas des témoins oculaires ou auriculaires des discussions, paraît perpétuer un manque sur ce point, leurs textes comblent paradoxalement cette lacune.

- 25 Pour y parvenir, le lecteur doit considérer le récit de voyage écrit sous forme de mémoire comme un texte aux connexions rhizomatiques ; c'est-à-dire chercher les divers éléments éparpillés dans les différents chapitres, et les traiter comme des éléments d'un système référentiel « caché » mais existant pour reconstituer l'image.
- 26 Le livre d'Édouard Thouvenel en fournit un exemple parfait. Si le voyageur décrit les locaux de la diète dans le premier chapitre, consacré au récit de son voyage entre Vienne et Pest, la diète en activité est représentée dans le chapitre suivant, qui s'occupe des villes de Pest et Buda. La raison de ce choix est très simple : le projet du premier pont fixe sur le Danube, entre Pest et Buda, conduisant à une abrogation partielle des privilèges fiscaux de la noblesse (un péage *pour tous* ayant été prévu) a suscité de vifs débats à la longue diète de 1832-1836. La description qu'en donne le voyageur renseigne le lecteur et sur l'importance du sujet et sur le fonctionnement de la diète. En même temps, une courte remarque concernant la France – où le problème des privilèges n'existe plus –, placée au début de la présentation, permet aux compatriotes de l'auteur de se conforter dans une sorte de supériorité démocratique :
- « Le comte Istvan Széchenyi proposa [...] d'établir un pont de pierre et de soumettre les nobles comme les paysans à un droit de péage pour subvenir aux frais de construction. Ce moyen, qui, chez nous, paraîtrait si simple, devait heurter vivement les idées de l'aristocratie hongroise ; c'était pour la première fois porter atteinte à un de ses privilèges, qui consiste à ne point payer d'impôts. Elle comprit parfaitement qu'il s'agissait assez peu du pont de Pesth, et que l'audacieuse proposition de M. de Széchenyi était grosse d'une révolution. Elle voulut résister. La *seconde table*, c'est-à-dire la chambre élective [la chambre basse], fidèle au principe populaire de sa puissance, adopta le projet du comte avec joie. La cour de Vienne, intéressée à détruire les restes d'indépendance et de fierté seigneuriales, qui subsistent encore chez la noblesse hongroise, eut l'adresse de faire aussi triompher le projet à la *première table* [la chambre des Magnats]. Il peut paraître étrange que l'alliance du parti libéral avec M. de Metternich ait remporté cette victoire de la raison sur l'entêtement, du droit sur l'abus. À cette nouvelle, le *judex curiæ*, chef suprême de la justice, versa des larmes et s'écria : "*Que lui, du moins, ne passerait jamais sur ce pont fatal, dont l'érection devait signaler la ruine de la noblesse*"³⁰. »
- 27 Quelques pages plus bas, mais encore dans le même chapitre, les scènes sur la diète sont de retour. Il est ici question de la promotion de la langue hongroise (au détriment du latin et des langues des nationalités non magyares), sujet débattu depuis des décennies, signe de l'épanouissement d'un sentiment national moderne³¹, désigné aussi sous l'expression magyarisme. Thouvenel met en scène le moment décisif, lorsque, lors de la diète de 1825-1827, après un beau discours du noble libéral Pál Felsöbüki Nagy (1777-1857 ; dans le texte : Paul Nagy), champion de la cause de la langue hongroise, le jeune comte István Széchenyi fait irruption dans le débat pour offrir une partie de ses revenus à la fondation d'une société savante (« Institut national », ancêtre de l'actuelle Académie des sciences) chargée de soigner la langue hongroise, probablement inspirée par l'exemple de l'Académie française.
- 28 La mise en scène par l'auteur du récit de voyage est, comme on le verra, parfaite. Il rend compte d'une histoire qui fait désormais partie de l'épopée nationale sur l'ère des réformes. Cependant, la théâtralité l'emporte sur l'exactitude : contrairement aux propos de Thouvenel, l'événement n'a pas eu lieu à la diète de 1832-1836 (la « dernière diète »), mais plusieurs années plus tôt :
- « La langue nationale, chose bizarre, était peu cultivée en Hongrie ; on écrivait, on parlait, on plaidait en latin. L'Autriche aurait bien voulu substituer l'allemand au hongrois ; mais ne pouvant y parvenir, elle avait pris le latin pour langue officielle.

L'esprit national s'est enfin réveillé, et l'homme dont le nom se retrouve toujours attaché aux projets vraiment utiles et patriotiques, le comte de Széchényi, contribua de toutes ses forces à faire passer une loi qui détrôna la langue de Cicéron au profit de celle d'Arpad³². La séance où fut prise cette résolution est une des plus belles de la dernière diète.

Les rares partisans de l'Autriche parlaient de l'illégalité de cette mesure. "S'il était vrai, répondit le député des comitats Nagy Paul, que la constitution proscrivît l'usage de notre langue, je dirais sans hésiter : Meure la constitution plutôt que notre nationalité !" M. de Széchényi vint ensuite... "Voilà, dit-il, un trait d'audace qui me confond ! Je me résigne enfin à faire cause commune avec ceux que depuis quinze ans j'appelle les calomnieurs de mon pays ! Oui, la Hongrie est ingouvernable, ils ont raison de le dire, et les bienfaits dont la comblent ses maîtres ne sont payés que par l'ingratitude ! Voilà dix millions d'hommes qui réclament le droit de s'exprimer dans leur langue, de faire des lois, intelligibles pour tous, et non des oracles sibyllins rendus dans un idiome mort et obscur ; quelle insolence !" L'orateur termina en souscrivant pour une somme de cent cinquante mille francs destinés à la fondation d'un institut national³³. »

- 29 On remarque ici deux éléments, d'ailleurs fidèlement rapportés. Premièrement, la question de la promotion de la langue hongroise est éminemment politique, ce qui explique sa présence à la diète. Et même à plusieurs diètes consécutives jusqu'aux années 1840. En deuxième lieu, une initiative personnelle va sauver la cause, ce qui l'entraîne désormais en dehors de l'espace politique prioritaire, la diète, dont l'action peut être bloquée par l'antagonisme entre le gouvernement de Vienne et les forces nationales. Pour l'auteur du récit de voyage, la théâtralité de la scène fournit une occasion idéale pour renseigner et divertir son lecteur – et figer une certaine image de la diète et de la vie politique hongroise.

Conclusion

- 30 Les exemples que nous venons d'évoquer nous permettent d'identifier quelques tendances et dans l'écriture des récits de voyage et dans la représentation des lieux du politique.
- 31 On remarque tout d'abord que l'évocation de la diète, sous une forme ou sous une autre, constitue un élément incontournable des récits de voyage de langue française des années 1830-1840. Cependant, en dépit d'une vision stéréotypée, dominée par le contraste entre la réputation de la noblesse hongroise et l'austérité des lieux, qui commence à se fixer, chacun des auteurs prend la liberté d'ajouter ou d'enlever des détails, de donner une couleur à son récit ou bien d'ignorer entièrement les locaux de la diète aussi bien que ses activités. Les discours sur les lieux se rejoignent ; les termes relatifs à la dignité et à la simplicité rehaussent la diète hongroise. Les locaux, même vides, suscitent respect et reconnaissance. Le lieu du politique peut donc conférer à l'institution cette admiration presque religieuse que nous ressentons parfois en pénétrant dans un hémicycle vide.
- 32 D'un autre point de vue, le lieu du politique exerce un impact sur son entourage géographique. Les représentations de la ville de Pozsony en fournissent peut-être le meilleur exemple. La ville est tellement assimilée à la diète que sa fonction politique, quoique réduite, déterminera le contenu de toutes ses descriptions. On voit que le lieu du politique fixe l'image de la ville.

- 33 La mise en scène des débats paraît orchestrée par le narrateur : elle donne indiscutablement « vie » aux salles vides. Somme toute, la diète est ce qu’une assemblée politique doit être : lieu d’affrontement d’idées et d’opinions. Néanmoins, un trait particulier est perceptible : à la diète hongroise, l’élan viril ou les astuces sont autant de clés du succès. Cet élément d’exotisme politique peut faire oublier au lecteur français des récits de voyage que, parfois, les décisions politiques sont prises de la même manière dans son propre pays.

NOTES

1. Au sujet de l’utilisation des références historiques dans les discours politiques en Hongrie, nous recommandons au lecteur l’étude de Catherine Horel, Catherine Horel, « L’histoire en Hongrie aujourd’hui à travers l’interprétation du régime Horthy », *Histoire@Politique*, n° 31, 2017, p. 46-54, <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2017-1-page-46.htm> [lien consulté le 11/04/2023].
2. Sur l’ère des réformes et ses antécédents, voir avant tout la synthèse de Charles Kecskeméti, *La Hongrie des Habsbourg*, tome II : de 1790 à 1914, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 23-151. Du même auteur : *La Hongrie et le réformisme libéral (1790-1848)*, Rome, Il Centro di ricerca, 1989.
3. On peut en voir un bel exemple dans la description d’un repas « entre nobles » dans un château de la Grande Plaine, auquel participa le maréchal Marmont. Auguste-Frédéric-Louis Vieesse de Marmont, *Voyage du maréchal duc de Raguse en Hongrie, en Transylvanie, dans la Russie méridionale, en Crimée, et sur les bords de la mer d’Azoff, à Constantinople, dans quelques parties de l’Asie-mineure, en Syrie, en Palestine et en Égypte*, t. I, Paris, Ladvocat, 1837, p. 66-67.
4. Cf. Centre des Archives diplomatiques de Nantes, Vienne 730 PO.
5. Géza Szász, *Réformes ou révolution ? L’image de la Hongrie d’avant 1848 au miroir de la presse française*, Szeged, Centre universitaire francophone, 2017, p. 73-140.
6. *Ibid.*, p. 31-57.
7. Pour l’histoire des voyages en Hongrie au XIX^e siècle, voir Catherine Horel, « De l’exotisme à la modernité : un siècle de voyage français en Hongrie (1818-1910) », dans Marie Payet, Ferenc Tóth (dir.), *Mille ans de contacts. Relations franco-hongroises de l’an mil à nos jours*, Szombathely, Berzsenyi Dániel Tanárképző Főiskola, 2001, p. 97-117 ; Catherine Horel, *De l’exotisme à la modernité : Un siècle de voyage français en Hongrie (1818-1910)*, Budapest, ELTE Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék, 2004 ; Géza Szász, *Le récit de voyage en France et les voyages en Hongrie (XVIII^e-XIX^e siècles)*, Szeged, JATEPress, p. 44-54 ; Catherine Horel, *De l’exotisme à la modernité : Un siècle de voyage français en Hongrie (1818-1910)*, Aubonne, Éditions de Bourg, 2018.
8. Pour une présentation générale de l’évolution du fonctionnement et de la composition de la diète du XIII^e au XIX^e siècle, voir avant tout l’article « rendi országgyűlés » (*États généraux*), dans Péter Bán (dir.), *Magyar történelmi fogalomtár* (Lexique d’histoire hongroise), t. 2, Budapest, Gondolat, 1989, p. 139-140.
9. Au XIII^e siècle, les villes d’Esztergom et de Székesfehérvár se sont partagé le rôle de la capitale, avant d’être rejointes au XIV^e par Buda.
10. Gyula Kristó, *Histoire de la Hongrie Médiévale*, tome I : *Le temps des Arpads*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2000, p. 146-147.

11. Sur ces deux assemblées organisées sous le règne d'André III (1290-1301), dernier descendant direct d'Árpád, pouvant être interprétées comme une tentative de gouverner avec les États, voir Gyula Kristó, *Histoire de la Hongrie Médiévale*, op. cit., p. 154-157.
12. Sur ces débuts de « l'État des ordres », voir avant tout Pál Engel, Gyula Kristó, András Kubinyi, *Histoire de la Hongrie médiévale*, tome 2 : *Des Angevins aux Habsbourgs*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 187-194.
13. Pál Engel, Gyula Kristó, András Kubinyi, *Histoire de la Hongrie médiévale*, op. cit., p. 211-213.
14. Péter Bán, *Magyar történelmi fogalomtár*, op. cit., p. 139.
15. En plus de trois siècles, seules quelques diètes échappent à cette règle : sous le règne des Habsbourg, Buda a accueilli les diètes en 1527, 1528, 1790-1792 et 1807 ; Besztercebánya (Banská Bystrica, Slovaquie) en 1542 et 1543 ; Nagyszombat (Trnava, Slovaquie) en 1545 et 1547, Sopron en 1622, 1625, 1634-1635 et 1681. Péter Bán, *Magyar történelmi fogalomtár*, op. cit., p. 140.
16. Dans la Principauté de Transylvanie, créée après le partage de 1541 et couvrant le sud-est du Bassin des Carpates, une diète à part, réunissant les « États de Transylvanie » va subsister jusqu'en 1848.
17. Sur l'histoire des institutions politiques hongroises aux XVI^e-XVIII^e siècles, voir surtout Jean Bérenger, *La Hongrie des Habsbourg*, tome 2 : *De 1526 à 1790*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010. Sur la diète d'Ónód, voir *ibid.*, p. 197-198.
18. Cette scène de rencontre entre la jeune souveraine, d'une beauté éblouissante, venue à la diète en compagnie de ses enfants de bas âge et les ordres hongrois virils, votant par acclamation l'aide militaire motivés par la pure « galanterie », immortalisée par des représentations picturales, demeure la plus mémorable représentation de la présence de la majesté royale. Cependant, les scènes de ce genre constituèrent plutôt l'exception. Si la présence royale (notamment pour l'inauguration et la clôture des diètes) n'était pas rare, elle ne pouvait pas évidemment embrasser l'ensemble des travaux des assemblées. Dès le XV^e siècle, le palatin (*comes palatinus*) principal dignitaire du royaume faisant fonction de vice-roi (nous sommes dans une monarchie élective !) représentait le souverain. Les échanges entre le Roi et la diète se faisaient le plus souvent par voie écrite, dans le cadre des adresses des députés et des rescrits royaux. Notons qu'à l'ère des Réformes, l'office du palatin fut occupé par des membres de la dynastie.
19. Encore sous le règne de Marie-Thérèse (1740-1780), inaugurant l'absolutisme éclairé en Autriche-Hongrie, de longues périodes de vacance de la diète peuvent être observées.
20. Cf. Charles Kecskeméti, *La Hongrie des Habsbourg*, op. cit., p. 24-33.
21. Auguste-Frédéric-Louis Viesse de Marmont, Cf. Auguste-Frédéric-Louis Viesse de Marmont, *Voyage du maréchal duc de Raguse en Hongrie, en Transylvanie, dans la Russie méridionale, en Crimée, et sur les bords de la mer d'Azoff, à Constantinople, dans quelques parties de l'Asie-mineure, en Syrie, en Palestine et en Égypte*, op. cit., p. 51.
22. Xavier Marmier, *Du Rhin au Nil : Tyrol. - Hongrie. - Provinces danubiennes. - Syrie. - Palestine. - Égypte. Souvenirs de voyages*, t. 1, Paris, Arthus Bertrand, s.d. [1846], p. 100-101.
23. Géza Szász, *Le récit de voyage en France et les voyages en Hongrie (XVIII^e-XIX^e siècles)*, op. cit., p. 137-145.
24. La survivance des clichés sur la Hongrie a été étudiée et documentée par Catherine Horel dans son livre de 2004. Voir Catherine Horel, *De l'exotisme à la modernité : Un siècle de voyage français en Hongrie (1818-1910)*, op. cit., p. 11-82.
25. Anatole de Demidoff, *Voyage dans la Russie méridionale et la Crimée par la Hongrie, la Valachie, et la Moldavie exécuté en 1837*, Paris, Bourdin, 1840, p. 46-47.
26. Après plusieurs missions diplomatiques, il deviendra ministre des Affaires étrangères, puis président du Sénat sous le Second Empire.
27. Édouard Thouvenel, *La Hongrie et la Valachie : Souvenirs de voyage et notices historiques*, Paris, Arthus Bertrand, 1840, p. 3-6.

28. Édouard Thouvenel, *La Hongrie et la Valachie : Souvenirs de voyage et notices historiques*, op. cit., p. 3-6.
29. Xavier Marmier, *Du Rhin au Nil : Tyrol. – Hongrie. – Provinces danubiennes. – Syrie. – Palestine. – Égypte. Souvenirs de voyages*, op. cit., p. 106-107.
30. Édouard Thouvenel, *La Hongrie et la Valachie : Souvenirs de voyage et notices historiques*, op. cit., p. 18-19.
31. *Ibid.*, p. 40-41.
32. La figure du grand-prince Árpád, à la tête de la fédération des tribus hongroises lors de la conquête du Bassin des Carpates à la fin du IX^e siècle, sert de référence dans beaucoup de textes littéraires de la période du renouveau national, y compris l'*Hymne* de Ferenc Kölcsey, devenu l'hymne national de la Hongrie.
33. Édouard Thouvenel, *La Hongrie et la Valachie : Souvenirs de voyage et notices historiques*, op. cit., p. 40-41.

RÉSUMÉS

L'ère des Réformes (années 1820 – années 1840) constitue dans l'histoire de la Hongrie une période d'effervescence politique sans précédent, et reste une référence absolue jusqu'à présent. La vie politique officielle d'alors s'organise principalement dans le cadre de deux types d'assemblées. La *diète*, siégeant, à intervalles plus ou moins longs, à Pozsony (Presbourg, aujourd'hui Bratislava, capitale de la Slovaquie), doit être considérée comme une sorte d'États Généraux à deux chambres, alors que les *diétines* des comitats ont réuni la noblesse locale. Dès les années 1830, les diètes se retrouvent dans de nombreuses sources de langue française (presse, correspondance diplomatique, récits de voyage). Après une mise en perspective historique et historiographique de la diète, l'article se propose de présenter la perception des voyageurs, susceptibles de fournir un témoignage personnel sur les lieux de réunion, accessible au public contemporain. Si tous les voyageurs ne se rendent pas dans les locaux de la diète, ceux qui les visitent remarquent la curieuse contradiction entre l'austérité des lieux et le faste féodal dont cette assemblée est réputée en Occident. En même temps, si aucun des voyageurs n'assiste aux séances, les auteurs s'efforcent de relater certains débats. Leurs représentations, dont seulement quelques éléments changent entre 1837-1838 (voyages du comte de Démidoff et d'Édouard Thouvenel) et 1845 (voyage de Xavier Marmier), permettent de figer une nouvelle *image* de la diète à travers ses lieux, et confèrent à leur siège, la ville de Pozsony, le statut de *ville du politique*. Le récit de certains débats fourni par le voyageur familiarise le public avec le fonctionnement d'un organe certes actif mais œuvrant dans un pays à la vie politique nettement en décalage avec l'Occident.

The era of the Reforms (1820s – 1840s) constitutes in the history of Hungary a period of unprecedented political effervescence, and remains an absolute reference until now. Official political life at the time was organized mainly within the framework of two types of assemblies. The diet, sitting, at more or less long intervals, in Pozsony (Pressburg, today Bratislava, capital of Slovakia) must be considered as a kind of two-chamber General States, whereas the dietines of the counties have brought together the local nobility. From the 1830s, the diets were the subject of numerous sources in the French language (press, diplomatic correspondence, travelogues). After a historical and historiographical perspective of the diet, the article proposes to present

the perception of travelers, likely to provide a personal testimony on meeting places, accessible to the contemporary public. If all travelers do not go to the premises of the diet, those who visit them notice the curious contradiction between the austerity of the place and the feudal splendor for which this assembly is famous in the West. At the same time, if none of the travelers attend the sessions, the authors endeavor to relate certain debates. Their representations, of which only a few elements change between 1837-1838 (travels of the Count of Démidoff and Édouard Thouvenel) and 1845 (travel of Xavier Marmier), make it possible to freeze a new image of the diet through its places, and gives their seat, the city of Pozsony the city status of the politician. The report of certain debates provided by the traveler familiarizes the public with the functioning of a body that is certainly active but working in a country whose political life is clearly out of step with the West.

INDEX

Mots-clés : Hongrie, diète, voyageurs français, années 1830-1840, représentations

Keywords : Hungary, diet, French travellers, 1830's-1840's, representations

AUTEUR

GÉZA SZÁSZ

Historien, né en 1967, Géza Szász est actuellement maître de conférences au Département de français de l'Université de Szeged. Enseignant l'histoire de civilisation française, ses recherches portent principalement sur l'histoire des relations franco-hongroises et la littérature des voyages. Membre fondateur du Centre de Recherches des Lumières franco-hongroises de l'Université de Szeged, il fait également partie du comité de rédaction de la revue d'histoire *Aetas*. Auteur de plus de deux cents publications, dont quatre livres, il est aussi traducteur d'ouvrages français dans le domaine des études politiques et de l'histoire culturelle.

Les lieux du fascisme triestin. Histoires et architectures politiques dans une zone de frontière

The Sites of Triestine Fascism. Political Architecture and History in a Border Zone

Iris Pupella-Noguès

- 1 Au début du XX^e siècle, aucun État n'a investi politiquement l'architecture autant que l'Italie fasciste. Dès les années 1920, la production architecturale fait partie de la politique du régime et façonne le paysage urbain d'une esthétique identifiable. L'architecture est un instrument de pouvoir à travers lequel est recherché le consensus des masses. Elle participe au processus de « totalitarisation » de la société afin de modifier les habitudes et la mentalité des Italiens. Comme l'a écrit Catherine Brice, « l'architecture a, dans cette stratégie de pédagogie totalitaire, une double fonction : d'abord elle représente le régime par des statues, des monuments, des constructions etc. (...) Mais elle est également le *lieu* de la politique, le lieu ou le cadre dans lequel se déroule la politique des masses¹ ».
- 2 À Trieste, l'architecture est utilisée pour « italianiser » les espaces publics urbains et les mentalités de tous les habitants. L'« italianisation » a ici un double objectif : il s'agit, d'une part, d'uniformiser une « culture italienne » apprise « de loin » par les italophones² et, d'autre part, de l'imposer comme une culture dominante, effaçant toutes les autres et opérant ainsi une dénationalisation des différentes communautés nationales présentes à Trieste. Les tensions entre communautés pour s'approprier l'espace public urbain remontent à la deuxième moitié du XIX^e siècle. Au tournant du siècle, elles se transforment en un besoin d'occuper et de marquer l'espace public urbain pour rendre visible sa présence politique dans le cœur de la cité.
- 3 Après la Première Guerre mondiale, Trieste, devenue italienne, incarne un point de départ pour une conquête de l'Istrie et de la Dalmatie (terres revendiquées par l'Italie et au cœur du mythe de la « victoire mutilée »), ainsi qu'une partie des territoires actuels de la Slovénie avec l'occupation et la création de la province de Ljubljana au

printemps 1941. Trieste constitue aussi pour les autorités italiennes, un rempart de protection et de défense de l'« italianité » contre les « Slaves »³ présents de l'autre côté de la frontière.

- 4 Dans cette perspective, le recours à l'architecture est une solution employée par le pouvoir et particulièrement par l'État fasciste. Le processus d'« italianisation » des espaces publics est initié dès la fin du XIX^e siècle où la municipalité triestine est détenue par un ensemble de libéraux et de nationalistes italiens, notamment au niveau de la toponymie urbaine (l'avenue « Giosuè Carducci » en 1907) ou encore avec des monuments dont celui dédié à Giuseppe Verdi (1906)⁴. Les artefacts réalisés par le régime à Trieste, dans leur esthétique, dans leur construction, dans la manière qu'ils ont d'être présentés aux habitants (dans la presse notamment) ou inaugurés (souvent en présence des plus grandes instances dirigeantes locales mais aussi nationales) ne sont pas seulement pour le régime un moyen de maintenir son pouvoir. Comme n'importe quel autre outil de propagande, ils sont aussi un instrument pour éduquer les masses. Néanmoins, et c'est d'autant plus important dans une zone de frontière, les productions architecturales, en fonction de la signification qu'ils portent et de leur réception, peuvent aussi être la source de conflits ou même le support pour l'expression d'une lutte contre le pouvoir qui les a construits. La littérature sur les architectures fascistes est importante. On peut citer l'ouvrage de l'historien de l'architecture Paolo Nicoloso⁵ ou encore celui d'Emilio Gentile qui s'est concentré sur la modélisation de la Rome fasciste et impériale⁶, jusqu'au livre récent de Giorgio Luccaroni publié en 2022.
- 5 L'article veut montrer qu'il existe une architecture fasciste de frontière au même titre qu'il existe un fascisme de frontière⁷. Andrea di Michele l'a, par exemple, démontré pour les artefacts du régime réalisés dans une autre ville annexée après la Première Guerre mondiale : Bolzano/Bozen⁸. Si, dans leur ouvrage, *Trieste, une identité de frontière*⁹, Angelo Ara et Claudio Magris ont souligné le caractère labile des appartenances communautaires et nationales des habitants dans cette région, le régime fasciste y a cristallisé les différentes identités et opéré une violente dénationalisation et un effacement symbolique et matériel – en particulier des lieux des Slovènes, population la plus importante à Trieste après les Italiens – des communautés non italiennes.

Trieste et sa région : espaces de frontières

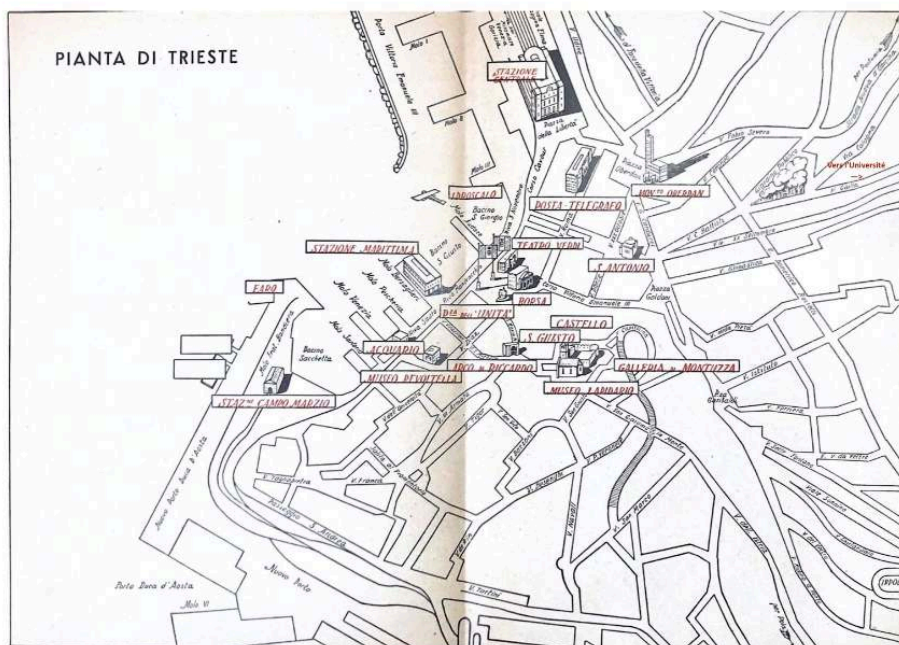
- 6 Pour Trieste, son *hinterland* et l'ensemble de la région nord de la mer Adriatique, le XX^e siècle est marqué par la mobilité des frontières causée par les négociations des différents traités pour les sorties de guerre mais aussi par des occupations et des annexions militaires.
- 7 Avant la Première Guerre mondiale, Trieste est la troisième ville de l'Empire austro-hongrois. Sa situation géographique et économique fait d'elle une ville cosmopolite qui bénéficie d'une importante croissance démographique. Elle était depuis 1719 un port franc, ce qui avait permis l'installation de nombreuses communautés politiques économiques et culturelles qui laissent leurs empreintes dans le paysage urbain. Dans la première décennie du XX^e siècle, la population de Trieste a augmenté de plus de 50 000 personnes. Selon le recensement réalisé par l'Empire en 1910¹⁰, Trieste comptait 229 510 habitants, dont plus de 98 000 habitants nés ailleurs (*anderswärts*)¹¹. Les

communautés majoritaires sont italiennes, slovènes et croates. Le même recensement compte 421 000 personnes de langue italienne et 480 000 de langues slovène ou croate. Les Italiens sont majoritairement installés dans les villes portuaires de la région alors que les Slovènes sont présents dans les campagnes et le Karst ainsi qu'à Trieste et Gorizia. Les Croates se trouvent surtout en Istrie. Mais les habitants de la région, grâce à l'important développement ferroviaire sont très mobiles¹².

- 8 À Trieste, les communautés ont cherché à former leurs propres paysages « nationaux » et ont influencé la topographie de la ville, par la création de monuments qui font office de « marquages nationaux » dans le paysage urbain. Pour la communauté slovène par exemple, si avant les années 1880, les institutions politiques sont surtout présentes dans les quartiers périphériques, l'arrivée de nombreux Slovènes à la fin du XIX^e siècle permet une appropriation institutionnelle de l'espace public urbain au centre-ville, avec l'installation de banques, de sociétés culturelles et de journaux dans le quartier « Thérésien » (en référence à Marie-Thérèse d'Autriche), quartier aménagé à la fin du XVIII^e siècle, situé entre le port et la gare¹³. Dans ce même quartier est inauguré en 1904 le *Narodni Dom* (que l'on pourrait traduire par « Maison nationale ») où toutes les principales institutions slovènes s'installent. Le bâtiment, conçu par Max Fabiani (né en 1865 à Kobdilj, alors sous l'Empire et mort en 1962 à Gorizia, formé à Vienne), devient le centre de la vie politique, économique et sociale pour les Slovènes de Trieste. Il incarne un bâtiment municipal alternatif sur lequel est même accroché le drapeau slovène.
- 9 Le 26 avril 1915, l'Italie signe le pacte de Londres avec le Royaume-Uni, la France et la Russie et entre en guerre contre l'Empire austro-hongrois, un mois plus tard, le 24 mai 1915. Le pacte de Londres permet à l'Italie d'entrer en guerre contre l'obtention de plusieurs territoires situés au niveau des versants sud des Alpes, ce qui comprend les régions du Sud Tyrol/Haut Adige et le Trentin, ainsi que les territoires qui correspondent à la région du littoral austro-hongrois – dont Trieste – et à la Dalmatie. Parallèlement, en mars 1918, les Slovènes du Littoral se déclarent en faveur de la constitution d'un État yougoslave au sein de l'Empire¹⁴. Le 1^{er} décembre, les Slovènes et les Croates s'unissent à la Serbie et naît le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes¹⁵. En s'associant à la Serbie, les Slovènes et les Croates s'asseyent donc à la table des vainqueurs lors des conférences de paix qui suivent la fin de la Première Guerre mondiale. La conférence de Paris s'ouvre le 18 janvier 1919 et les débats entre l'Italie et le Royaume SHS visant à l'élaboration de la frontière entre les deux pays sont vifs¹⁶. Aucun accord entre les deux pays n'est trouvé jusqu'en novembre 1920, avec la signature du traité de Rapallo où Fiume/Rijeka est considérée comme un État libre mais où plus de 400 000 Slovènes et 100 000 Croates sont aussi intégrés à l'intérieur des frontières italiennes.
- 10 Entre 1919 et 1922, Trieste et la région nord-Adriatique sont en proie à d'importants conflits. La création des Faisceaux de combat triestin dès avril 1919 composés de militants nationalistes, irrédentistes¹⁷, anti-communistes et surtout anti-« slaves », provoque une augmentation de la violence. Les locaux des journaux socialistes et communistes sont attaqués de manière récurrente par les fascistes, tout comme les sièges des associations slovènes et croates ; militants et membres de ces associations et partis politiques sont également régulièrement les victimes des squadristes fascistes. L'expédition de Fiume/Rijeka (située à moins de 100 kilomètres de Trieste) alimente le mythe de la « victoire mutilée » et de nombreuses manifestations de soutien sont

organisées à Trieste. Les violences atteignent leur acmé le 13 juillet 1920, où les fascistes mettent le feu au Narodni Dom de Trieste¹⁸. Cet incendie est un traumatisme pour toute la communauté slovène. Pendant le Ventennio, la frontière entre l'Italie et le Royaume SHS continue de bouger : en 1924, l'État fasciste avec le traité de Rome stipule l'annexion de la ville de Fiume/Rijeka. L'expansion italienne se poursuit jusqu'au printemps 1941 avec la création de la province de Ljubljana.

Illustration 1 : Plan de Trieste en 1937



Sources : Biblioteca dei Musei di Storia ed Arte di Trieste, FL Misc. 5067

© Biblioteca dei Musei di Storia ed Arte di Trieste

Les lieux du fascisme triestin : italianiser et fasciser la ville

- 11 À Trieste, la municipalité (dirigée par le Parti national fasciste depuis 1921) met en place un Plan régulateur dès 1924¹⁹. Ce plan se donne comme objectif d'assainir et de moderniser la ville, impliquant des destructions importantes du bâti. Il a aussi la volonté de donner à Trieste la capacité de ressembler à ses « villes sœurs », il faut donc « italianiser » son ensemble. Pour cela, les autorités locales, les architectes et les urbanistes décident de construire de nouveaux édifices mais aussi de souligner ou « déterrer » des lieux reconnus comme historiquement italiens²⁰. Les interventions du régime à Trieste sont multiples et s'opèrent à différentes échelles : de la destruction de quartiers au recours à la « statuomanie²¹ », en passant par l'ajout de faisceaux du licteur sur tous les bâtiments publics²².
- 12 Nous choisissons de mettre en regard les termes « appropriation » et « espace », car l'appropriation « symbolique/identitaire d'un lieu suppose sa pratique concrète,

régulière et démonstrative²³ ». Les artefacts fascistes créés par le régime à Trieste sont les marquages du pouvoir totalitaire. Bruno Zevi différencie ainsi l'architecture de la peinture et de la sculpture : « la peinture existe sur deux dimensions, même si elle en suggère trois ou quatre, la sculpture selon trois dimensions mais l'homme en reste extérieur. L'architecture, au contraire est comme une grande sculpture évidée, à l'intérieur de laquelle l'homme pénètre, marche, vit²⁴ », nous préférons le terme « espace » plutôt que « lieu » pour souligner l'aspect d'« expérience » d'un espace architectural, ce qui comprend automatiquement l'interaction entre le bâti et l'humain.

Phare de la Victoire : premier monument italien et fasciste de Trieste

Illustration. 2 : Le Phare de la Victoire à Trieste (novembre 2020)



© Iris Pupella-Noguès

- 13 L'idée d'ériger un phare naît dans la tête de l'architecte et irrédentiste triestin Arduino Berlam (Trieste 1880-Trecisimo 1946, formé à Milan) pendant la Première Guerre mondiale, juste après une victoire italienne pendant les batailles du Piave. L'emplacement choisi pour la construction est doublement symbolique : le phare est construit sur un ancien fort autrichien, le fort Kressich, et il se trouve dans le quartier Gretta, situé en périphérie et majoritairement habité par des Slovènes. Le phare « répond davantage à une volonté commémorative²⁵ » qu'à une nécessité d'avoir un phare (surtout situé si loin du port). C'est une architecture symbolique, en ligne avec la liturgie monumentale de l'après-guerre. Son apparence le lie à une esthétique typiquement italienne, ce qui accentue l'aspect nationaliste de l'œuvre. Les travaux commencent en 1923, au début du régime mussolinien qui fait changer les plans de la

statue représentant le marin et en propose une autre renvoyant à l'image de « l'homme nouveau »²⁶ développée par le régime. Une statue allégorique représentant la Victoire et l'encre du navire « Audace », nom du bateau italien entré dans le port de Trieste le 3 novembre 1918 marquant le début de l'occupation italienne de Trieste, complète l'appareil symbolique chargé de ce monument²⁷.

- 14 Le phare est inauguré le 24 mai 1927, jour de l'anniversaire pour la déclaration de guerre. L'inauguration, de résonnance nationale, est faite en présence du roi Victor Emmanuel III²⁸. En 1926, afin de renforcer la scénographie patriotique autour du Phare de la Victoire, le conseil municipal décide qu'il ne doit pas y avoir de nouvelles constructions autour du monument afin qu'il reste visible²⁹. En 1928, à la suite du décret-loi du 14 juin, n° 1430, qui stipule la pose du symbole du régime (le faisceau du lecteur) sur les bâtiments et monuments publics, l'emblème est ajouté sur les côtés de la statue du marin. Le phare, bien que visible dans toute la ville, reste en dehors des parcours des cérémonies fascistes car il est inaccessible : la route pour le rejoindre n'est construite – par manque de fonds – que dans les années 1930³⁰.

Recours aux figures martyres : célébrer Guglielmo Oberdan

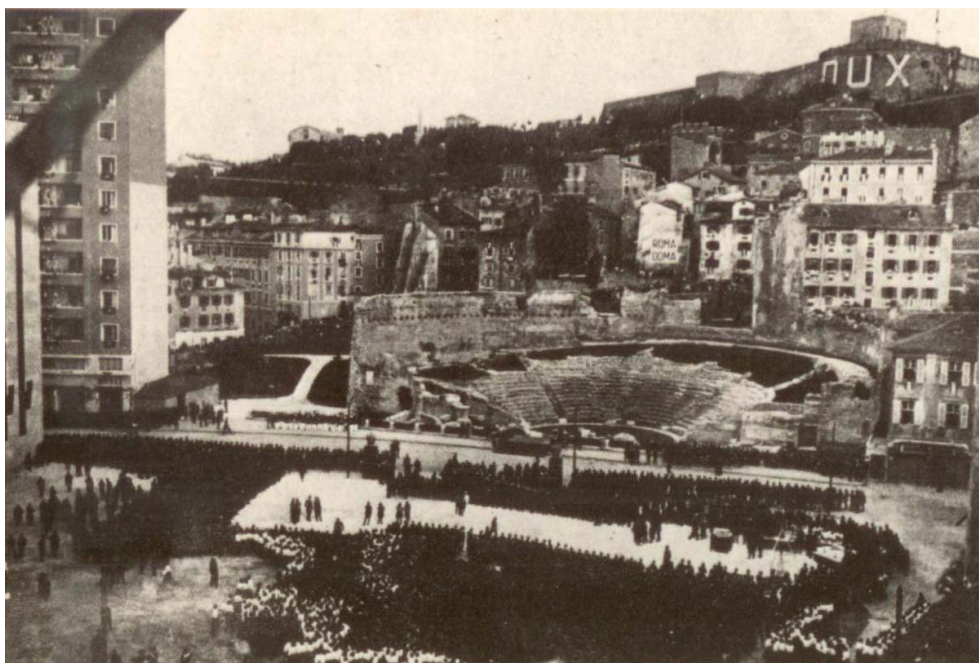
- 15 Comme à Trente et à Bolzano/Bozen avec Cesare Battisti³¹, le fascisme a recours à une figure « martyr » pour l'italianisation de l'espace public. À Trieste, il s'agit de Guglielmo Oberdan. Oberdan (Wilhelm Oberdank) est né à Trieste en 1858, d'un père inconnu et d'une mère slovène, Maria Oberdank. À Trieste et à Vienne, où il est étudiant, il fréquente les milieux italophones et rencontre la cause irrédentiste. Pour éviter de combattre sous les couleurs de l'Empire, il déserte et se rend à Rome. Avec d'autres irrédentistes, il fomente un attentat contre François-Joseph à Trieste mais il est arrêté et condamné pour désertion et haute trahison. Avant d'être fusillé en 1882, il est emprisonné dans une caserne se trouvant au centre de la ville. L'histoire de Guglielmo Oberdan est, par la suite, largement reprise par les irrédentistes nationalistes de Trieste mais aussi dans toute l'Italie, où de nombreuses places et institutions sont baptisées en son nom³².
- 16 Dès 1925, la municipalité de Trieste lance un concours d'architecte pour aménager la place, nouvellement nommée « place Oberdan ». Les projets prévoient de démolir l'ancienne caserne de l'armée autrichienne, tout en conservant la cellule où avait été enfermé Oberdan afin de le transformer en un « lieu de culte civique ». Les premiers bâtiments construits dans un style « Palladio », selon l'architecte de la Renaissance Andrea Palladio, sont celui de l'Istituto Nazionale Assicurazioni (Institut national des Assurances), inauguré en 1930 puis le Palais de la Telve (inauguré en 1931). Vient ensuite la Maison du Combattant, réalisée par un des principaux architectes triestins : Umberto Nordio (Trieste 1891-1971, formé à Milan). Le projet comprend le sanctuaire à Oberdan (dont le monument interne est réalisé par le sculpteur triestin, Attilio Selva), ainsi que le musée du Risorgimento. Dès 1923, un comité pour la construction d'un monument à Guglielmo Oberdan, composé des membres de l'élite politique nationaliste et fasciste triestine, est créé. Son objectif est de « doter la ville de Trieste d'un monument pour rappeler à la postérité Guglielmo Oberdan³³ ». C'est ce comité qui rassemble les fonds nécessaires à l'élaboration du monument et qui est en contact avec le sculpteur. La monumentale statue réalisée par Selva représente Guglielmo Oberdan nu entouré de deux statues ailées, allégories représentant la Liberté et la Patrie. Dans le

mémorial, aux côtés du monument ont été apposées des plaques avec les noms des Triestins décédés pendant la Première Guerre mondiale, la « révolution » fasciste, puis par ceux tombés pendant les guerres de colonisation en Afrique orientale et la guerre civile espagnole. Le musée consacré au Risorgimento existe depuis 1925 à Trieste, situé d'abord sur la colline San Giusto. Lors de son transfert en 1934 dans la nouvelle Maison du Combattant, ses collections sont « augmentées » pour se concentrer sur les « volontaires » juliens (c'est-à-dire ceux qui ont déserté l'armée austro-hongroise pour combattre aux côtés de l'Italie) et sur les étapes qui ont « permis » à Trieste de devenir italienne³⁴, soulignant ainsi que l'italianité à Trieste relevait d'une conquête qu'il fallait défendre au quotidien.

- 17 Le style de la Maison du Combattant – inaugurée le 29 avril 1934 en présence de Carlo Delcroix, président de l'Association nationale des mutilés et invalides de guerre et député du Parti national fasciste (PNF) et de Amédée de Savoie, duc d'Aoste – tranche par rapport aux autres bâtiments de la place par son esthétique beaucoup plus moderniste. Le début des années 1930 marque en effet un tournant dans les architectures fascistes. Un « clocher civil » est, par exemple, ajouté à la toute fin du projet (en 1934). À Trieste, ce « clocher civil » entre en compétition avec les autres institutions religieuses de la ville, la synagogue par exemple (la plus grande d'Europe), ainsi que les églises orthodoxes grecques et serbes qui sont situées à proximité de la place. Peu de temps après, commencent les travaux pour le siège de l'Organizzazione Nazionale Balilla (ONB). Le projet est pensé comme un *continuum* idéologique entre les deux bâtiments, le musée et le sanctuaire représentent l'histoire et la présence italiennes à Trieste à travers le martyr d'Oberdan, tandis que la Casa del Balilla sert de lieu d'éducation pour les jeunes visant à célébrer le régime³⁵.

« Roma è qui »³⁶ : Quartier de l'amphithéâtre romain et Université

Illustration 3 : Vue d'ensemble : château de San Giusto, amphithéâtre romain et cérémonie de la pause de la première pierre de la Casa del Fascio par Mussolini, septembre 1938



Sources : Rivista Mensile della Città di Trieste, 1938, n.7-8, p. 106

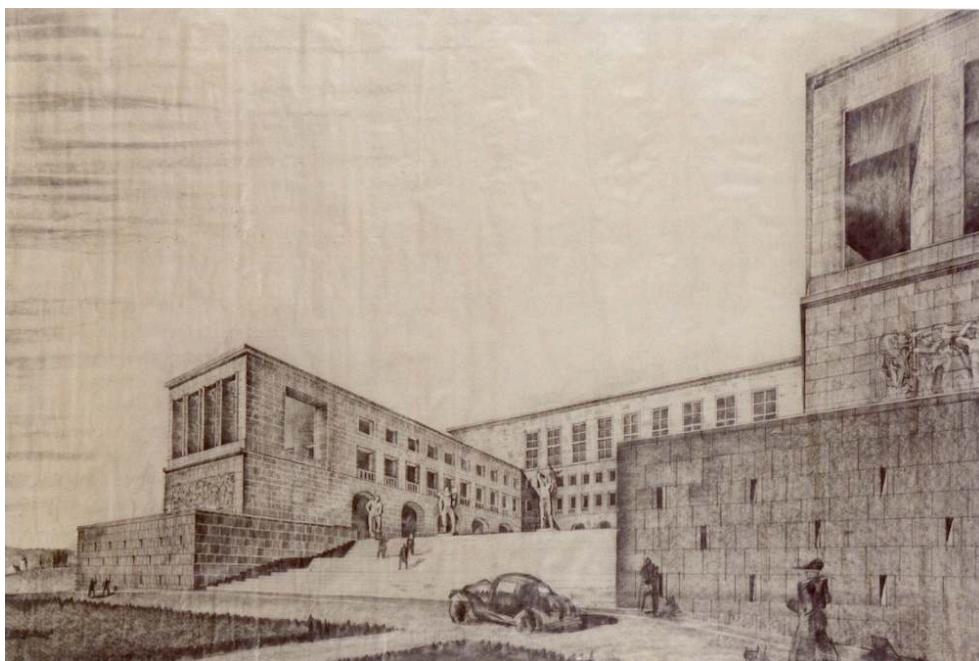
© Archivio Generale del Comune di Trieste

- 18 Le centre-ville de Trieste, de la place de l'Unité à la colline de San Giusto, est, après la place Oberdan, le deuxième important théâtre de restructurations urbanistiques et architecturales fascistes. Le 21 décembre 1933, Enrico Paolo Salem, le maire (*podestà*) de Trieste se rend au Palais de Venise de Rome pour présenter à Benito Mussolini le plan régulateur du quartier de *Città Vecchia* et les projets pour la Maison du Faisceau (*Casa del Fascio*). Le Duce est satisfait des projets et se réjouit de ce « coup d'éponge » sur le passé qu'ils permettent. Le plan de reconstruction de la vieille ville a une claire intention politique et répond au besoin de façonner le visage fasciste de la ville³⁷. À l'image de l'avenue de l'Empire (aujourd'hui avenue des Forums Impériaux) inaugurée en 1932 à Rome, le centre-ville de Trieste se dote également d'une « *via triumphalis* », l'avenue du Licteur (*corso Littorio*), qui passe devant l'amphithéâtre romain et la *Casa del Fascio* situés l'un en face de l'autre. Dans les projets, cette nouvelle avenue doit également accueillir tous les prochains cortèges et défilés organisés par le régime.
- 19 Le plan comprend, sur la colline de San Giusto, la construction d'un monument aux morts, réalisé par Attilio Selva (Trieste, 1888-Rome, 1970, formé à Milan, auteur également de statues au Forum Italic - ex Foro Mussolini - de Rome) et inauguré le 1^{er} septembre 1935 en présence du roi Victor Emmanuel III³⁸ ; la construction des sièges des *Assicurazioni Generali* et de la Banque de Naples, dessinés par l'un des architectes les plus prestigieux du régime, Marcello Piacentini - demandé expressément par Salem³⁹ - et inaugurés en 1935 ; la destruction d'une partie du quartier *Città Vecchia*, notamment pour les fouilles de l'amphithéâtre romain (en 1938-1939) et la construction de la *Casa del Fascio*.
- 20 L'amphithéâtre est connu des archéologues depuis la fin du XVIII^e siècle⁴⁰. Après l'instauration de l'Empire (1936), le régime entreprend des fouilles archéologiques dans de nombreuses villes. Ces fouilles à la recherche des traces romaines, des traces de

« romanité » ont l'objectif d'inscrire le régime – qui se place en héritier de l'Empire romain – dans l'« éternité ». À Trieste, ces fouilles autour de l'amphithéâtre ont un but politique : plus que souligner l'italianité, c'est la romanité de Trieste/*Tergeste* qui est mise en avant.

- 21 Juste en face, dans l'objectif de créer une continuité entre l'Empire romain et le régime fasciste est choisi l'emplacement pour construire la *Casa del Fascio*. Le concours est ouvert à tous les architectes du Syndicat des architectes fascistes, mais c'est le projet de deux Triestins, Raffaello Battigelli et Ferruccio Spangaro, qui est retenu⁴¹. Le projet reçoit de nombreuses critiques de la part notamment du sculpteur Attilio Selva qui le trouve « très laid⁴² ». Selon l'historien de l'architecture Paolo Nicoloso, la *Casa del Fascio*, proposée par Battigelli et Spangaro, fait allusion « à un monument militaire, un avant-poste du fascisme de frontière, plutôt qu'à une maison (*casa*) ouverte au peuple⁴³ ». La *Casa del Fascio* reflète en effet les changements politiques provoqués d'un côté par le tournant de 1938 (annonce des lois raciales et antisémites) et d'un autre côté par l'entrée en guerre. Elle est inaugurée en 1942.

Illustration 4 : Plan de l'Université de Trieste par les architectes Raffaello Fagnoni et Umberto Nordio, 1938



Sources : Raffaello Fagnoni, *Elaborati grafici in cartella*, 40
© Archivio di Stato di Firenze

- 22 C'est Benito Mussolini qui pose la première pierre de la *Casa del Fascio* en septembre 1938⁴⁴ alors qu'il est à Trieste. C'est lors de cette visite qu'il annonce le tournant raciste et antisémite du régime face à la plus grande communauté juive d'Italie. Mussolini, arrivé par bateau sur la place de l'Unité – comme l'armée italienne en 1918 –, fait son discours depuis un podium installé devant l'hôtel de ville, construit à la fin du XIX^e siècle sur les anciens murs de la ville auxquels l'ancien ghetto juif (aboli en 1771) était adossé. Mussolini pose également la première pierre de la future université de Trieste. Mises en scènes dans des cérémonies grandioses, ces poses de

premières pierres tendent à lier les réalisations du fascisme à la personne de Mussolini. Le Duce se présente ainsi comme l'architecte de la modernisation du pays.

- 23 Les plans pour l'université sont proposés par les architectes Raffaello Fagnoni (originaire de Florence) et Umberto Nordio (originaire de Trieste). Ce choix de prendre un architecte local et un non-local souligne l'importance qui est donnée à la résonance nationale de l'université de Trieste. Construite entre 1938 et 1954, elle est inaugurée le 24 mai, jour de la victoire italienne lors de la Première Guerre mondiale. L'université a toujours été pensée comme un rappel de l'italianité en termes défensifs par rapport à la Yougoslavie. Le bâtiment est projeté et réalisé dans les années où la connotation nationaliste de l'architecture est devenue une nécessité politique, étroitement liée à la glorification du nouvel Empire. Le magazine local qualifie l'université de « monument le plus beau et le plus italien de la nouvelle Trieste, celle de Mussolini⁴⁵ ». Son emplacement sur une colline artificielle domine la ville alors qu'elle tourne le dos aux montagnes du Karst et donc à la Yougoslavie voisine. Peu de temps après la visite de Mussolini à Trieste, est ajoutée une plaque à côté du monument aux morts de San Giusto qui reprend les premiers mots de son discours de septembre 1938 : « Rome est ici. »

Contestations de l'appropriation fasciste des espaces publics


- 24 À Trieste, ville de frontières, le régime fasciste s'est d'autant plus servi de l'architecture qu'elle lui a permis d'affirmer son projet de construction idéologique d'une identité capable de durer dans le temps. Mais ces architectures politiques fascistes, formes intenses des appropriations matérielles symboliques de l'espace public, ne se sont pas faites sans résistances. Un temps important dans les actes iconoclastes à l'encontre des artefacts du régime intervient en juillet 1943 à l'annonce de la fin du régime fasciste. À Trieste, les nombreux faisceaux du licteur apposés sur les bâtiments publics et les représentations de Mussolini⁴⁶ sont les principales cibles des mouvements sociaux célébrant la fin du régime⁴⁷. Le bas-relief droit de l'université dont une sculpture représente Mussolini est attaquée : le visage de l'ex-Duce est défiguré à coups de marteau. Mais la résistance au régime fasciste est présente pendant tout le *Ventennio* et se mesure soit par des actes qu'il est possible de lier à la résistance civile⁴⁸ avec la présence de graffitis sur les murs et monuments, de drapeaux rouges ou slovènes apposés sur des bâtiments ou des arbres ; soit par la présence d'une résistance armée, notamment à travers le mouvement TIGR (pour Trst, Istra, Gorica et Rijeka, villes revendiquées par la communauté slovène) et sa branche triestine « Borba » qui s'attaque notamment au Phare de la Victoire en janvier 1930⁴⁹.
- 25 À la suite des épisodes iconoclastes de juillet 1943 et après la circulaire du Préfet de Trieste qui ordonne que les insignes du Parti fasciste soient enlevés des bâtiments publics, la plupart des faisceaux du licteur (symbole de l'État italien pendant le régime fasciste) ont disparu des monuments de Trieste⁵⁰. Mais les édifices construits par le fascisme à Trieste sont restés tels quels et même immédiatement réinvestis après la fin du régime. La *Casa del fascio*, siège du PNF triestin des architectes Raffaello Battigelli et Ferruccio Spangaro, est devenue le quartier général de l'Allied Military Government dès la fin de la Seconde Guerre mondiale et c'est aujourd'hui l'hôtel de police. La *Casa*

del Combattente abrite toujours le musée du Risorgimento qui n'a pas changé depuis la fin du régime et est visitable en l'état⁵¹.

- 26 Mais, depuis 2015, les monuments investissent les grands débats de société. Les mouvements de décolonisation des espaces urbains, comme « *Rhodes must fall* » en Afrique du Sud ou le débat sur l'obélisque de Mussolini à Rome⁵², ont provoqué un regain d'intérêt des historiens et du grand public pour questionner l'influence des monuments dans l'espace public dans l'ensemble du monde occidental⁵³. Si à Bolzano/Bozen, des projets ont été lancés en collaboration avec des historiens locaux, des archivistes et des habitants pour historiciser les monuments de la période fasciste, à Trieste nous pourrions dire que les monuments se sont plutôt « fondus » dans le paysage urbain⁵⁴. Mais la création d'un master d'histoire publique, à l'Université de Trieste à l'automne 2020, particulièrement axé sur l'histoire publique dans un contexte de frontière, composé d'étudiants venant de toutes les régions d'Italie, permettra certainement de nouveaux questionnements sur la façon de transmettre l'histoire de la période fasciste à Trieste⁵⁵, à travers les monuments.

NOTES

1. Catherine Brice, « Architecture et homme nouveau dans l'Italie fasciste », dans Marie-Anne Matard-Bonucci, Pierre Milza, *L'homme nouveau dans l'Europe fasciste (1922-1945). Entre dictature et totalitarisme*, Paris, Fayard, 2004, pp. 279-300, p. 280.
2. Les italophones de Trieste ne sont pas un groupe homogène à Trieste, comme l'ont montré les travaux de Dominique Kirchener Riell, *Nationalists Who Feared the Nation: Adriatic Multi-Nationalism in Habsburg Dalmatia, Trieste, and Venice*, Stanford University Press, 2012 ; Pieter M. Judson, *L'Empire des Habsbourg. Une histoire inédite*, traduit par Johan Frédéricik Hel-Guedj, Paris, Perrin, 2021.
3. C'est ainsi que sont nommés de manière péjorative par les autorités italiennes les Slovènes et les Croates.
4. Borut Klabjan, « Nacionalizacija kulturne krajine severnega jadrana na začetku 20. stoletja: primer verdijevega spomenika v Trstu », dans *Acta Histriae*, 23, 2015.
5. Paolo Nicoloso, *Mussolini architetto. Propaganda e paesaggio urbano dell'Italia fascista*, Turin, Einaudi, 2008.
6. Emilio Gentile, *Fascismo di pietra*, Rome/Bari, Laterza, 2007.
7. C'est ce qu'a démontré Anna Maria Vinci dans l'article « Il fascismo al confine orientale. Appunti e considerazioni », *Geschichte und Region / Storia e regione*, 2011/20, n° 1, pp. 20-39.
8. Andrea di Michele, « Fascist Monuments on the Border. The case of Bolzano/Bozen, South Tyrol », dans Andrea di Michele, Filippo Focardi (dir.), *Rethinking Fascism. The Italian and German Dictatorships*, Berlin/Boston, De Gruyter, 2022, pp. 247-276.
9. Angelo Ara, Claudio Magris, *Trieste, un'identità di frontiera*, Turin, Einaudi, 2015 [1987].
10. « Statistiques professionnelles d'après les résultats du recensement du 31 décembre 1910, Littoral Adriatique et Dalmatie » [« Berufsstatistik nach den Ergebnissen der Volkszählung vom 31. Dezember 1910, Küstenland und Dalmatien »], dans *Österreichische Statistik*, édité par la Commission centrale de statistique impériale [k. k. Statistischen Central-Kommission] 3, 6 (1915).

11. Marina Cattaruzza, « L'emigrazione verso Trieste dalla metà del XIX secolo alla I guerra mondiale », dans *Quaderni Giuliani di Storia*, anno XLII, n° 2, juillet-décembre 2021, pp. 153-196, p. 157.
12. Voir, par exemple, Petra Kavrečič, « Parni stroj in turizem na Primorskem. Prometne poveza kot dejavnik turističnega razvoja na primeru Postojne in Portoroža do prve svetovne vojne », *Annales. Series Historia et Sociologia*, 17, 2007, 2, pour le développement ferroviaire dans les régions de Postojna et Portorož entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle qui favorise aussi le tourisme.
13. Marta Verginella, « Slovene Mapping of Urban Centres in the Austrian Littoral », dans Borut Klabjan (dir.), *Borderlands of memory: Adriatic and Central European perspectives*, Oxford  New York, Peter Lang, 2019.
14. Milica Kacin-Wohinz, Jože Pirjevec, *Storia degli sloveni in Italia: 1866-1998*, Venise, Marsiglio, 1998, p. 10.
15. Royaume SHS pour Srba, Hrvata i Slovenaca (en croate) ou Srbov, Hrvatov in Slovencev (en slovène), puis Royaume de Yougoslavie à partir de 1929.
16. Pour un compte rendu des débats, voir Raoul Pupo (dir.), *La vittoria senza pace. Le occupazioni militari italiane alla fine della Grande Guerra*, Roma-Bari, Laterza, 2014.
17. L'irrédentisme est une idéologie nationaliste née pendant le Risorgimento (processus unitaire italien). Le terme a été employé pour la première fois en 1877 par le Napolitain Matteo Renato Imbriani, qui lors des funérailles de son père utilisa dans son discours les termes de « terres irrédentes ». Le concept de « terres irrédentes » (non rachetées, non libérées), notamment pour la région de Trieste, avait été formulé quelques années auparavant – en 1863 – dans un texte écrit par Graziadio Isaia Ascoli (originaire de Gorizia) intitulé « Le Venezie ». Le texte, en soulignant l'« italianité » (par la langue, la culture et l'histoire) des régions de la Vénétie, du Littoral adriatique et du Trentin (regroupées dans le terme générique de « Vénéties »), souhaitait l'annexion de ces territoires à la future nation italienne. C'est dans ce texte que Ascoli, nomme la zone comprenant les villes de Gorizia, Trieste et l'Istrie, « Vénétie Julienne ». Ces termes rappellent la topographie de la Rome antique : « Venetia » et « Alpes Iuliae », territoires conquis par Jules César et Auguste. Le nom est ensuite repris par les autorités italiennes après l'annexion.
18. Pour l'histoire de l'incendie du Narodni Dom, voir le récent ouvrage de Borut Klabjan et Gorazd Bajc, *Ogenj, ki je zajel Evropo. Narodni dom v Trstu 1920-2020*, Ljubljana, Cankarjeva založba, 2021.
19. Archivio Generale del Comune di Trieste (AGCTs), Paolo Grassi, « Plan régulateur et plan d'expansion pour la ville de Trieste » [« Piano regolatore e di ampliamento della città di Trieste »], tapuscrit, 1924.
20. Alessandra Marin, « Piani regolatori per "una più grande Trieste" », dans Paolo Nicoloso, Federica Rovello (dir.), *Trieste 1918-1954. Guida all'Architettura*, Trieste, MGS Press, 2008.
21. Expression employée par Maurice Agulhon pour qui le phénomène renvoie à une « colonisation par les monuments de l'espace urbain ». Maurice Agulhon, « La statuomanie et l'histoire », dans *Ethnologie française*, 1978, tome 8, n° 2/3, pp. 145-172.
22. C'est à travers la formulation de trois décrets-lois que Benito Mussolini impose l'ajout du faisceau du licteur sur les bâtiments publics. En décembre 1925, tous les bâtiments ministériels doivent l'avoir sur leur façade ; le 12 décembre 1926, le faisceau est déclaré symbole de l'État italien et le 14 juin 1928, la circulaire de 1925 est étendue à tous les édifices publics.
23. Fabrice Ripoll, Vincent Veschambre, « L'appropriation de l'espace : une problématique centrale pour la géographie sociale », dans Raymonde Séchet, Vincent Veschambre (dir.), *Penser et faire la géographie sociale : contribution à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.
24. Bruno Zevi, *Apprendre à voir l'architecture*, Paris, Éditions de Minuit, 1959, pp. 10-11.

25. Irene Sardei, « Faro della Vittoria », dans Paolo Nicoloso, Federica Rovello, *Trieste 1918-1954. Guida all'Architettura*, op. cit., p. 99.
26. Pour une étude du concept de l'homme nouveau, voir Marie-Anne Matard-Bonucci, Pierre Milza (dir.), *L'homme nouveau dans l'Europe fasciste : 1922-1945 entre dictature et totalitarisme*, Paris, Fayard, 2004.
27. Borut Klabjan, « Erecting fascism: Nation, identity and space in Trieste in the first half of the Twentieth Century », dans *Nationalities Papers*, 2018, volume 46, numéro 6, pp. 958-975, p. 963.
28. « Il Saluto del Re a Trieste con la prima vivida luce del Faro », *Il Piccolo : edizione del Mattino*, mercredi 25 mai 1927.
29. AGCTs, Ufficio tecnico, 88/1920, Délibération du Conseil Municipal du 26 octobre 1926.
30. Irene Sardei, « Faro della Vittoria », dans Paolo Nicoloso, Federica Revello (dir.), *Trieste 1918-1954. Guida all'architettura*, op. cit., p. 103.
31. À Trente, le Mausolée à Cesare Battisti de l'architecte Ettore Fagioli est inauguré en 1935. À Bolzano/Bozen, le Monument à la Victoire – qui comprend également des bustes représentant Cesare Battisti, Fabio Filzi et Damiano Chiesa – de l'architecte Marcello Piacentini est inauguré en 1928. Les deux monuments sont inaugurés en présence du roi.
32. Marina Cattaruzza cite de nombreux exemples dans *L'Italia e il confine orientale (1866-2006)*, Bologne, Il Mulino, 2006, pp. 35-40.
33. Archivio di Stato di Trieste (ASTs), Prefettura della Provincia di Trieste, Gabinetto, 1923, b. 31, cl. 055 / prot. 3014, Statuts du Comité promoteur du Monument à Guglielmo Oberdan.
34. Massimo Baioni, *Risorgimento in camicia nera: studi, istituzioni, musei nell'Italia fascista*, Turin, Carocci, 2006, p. 82.
35. Lucia L. Krasovec, « Casa del Combattente », dans Paolo Nicoloso, Federica Rovello (dir.), *Trieste 1918-1954. Guida all'architettura*, op. cit., p. 152.
36. « Rome est ici. »
37. Paolo Nicoloso, « Architetture per la città fascista (1933-1939) », dans Paolo Nicoloso, Federica Rovello (dir.), *Trieste 1918-1954. Guida all'architettura*, op. cit., p. 47.
38. « Il Monumento dei Caduti di Trieste inaugurato dal Re Liberatore », dans *Il Piccolo della Sera*, 2 septembre 1935. Le Monument d'Attilio Selva fait d'ailleurs la couverture de la revue nationale *l'Illustrazione Italiana* du 8 septembre 1935.
39. Paolo Nicoloso, *Mussolini architetto. Propaganda e paesaggio urbano nell'Italia fascista*, Turin, Einaudi, 2011, [2008], p. 199.
40. Ireneo della Croce le mentionne dans *Historia antica e moderna: sacra e profana della città di Trieste* (1698), où il justifie l'autonomie de Trieste et de son territoire à l'égard de Vienne et de la Carinthie par son passé antique et de son statut de colonie romaine.
41. Irene Sardei, « Casa del Fascio », dans Paolo Nicoloso, Federica Rovello (dir.), *Trieste 1918-1954. Guida all'architettura*, op. cit., p. 219.
42. Archivio Centrale dello Stato (ACS), 1940-1945, Div. II, b. 20, lettre de Attilio Selva a Giuseppe Bottai, 22 mars 1938.
43. Paolo Nicoloso, « Architetture per la città fascista (1933-1939) », dans Paolo Nicoloso, Federica Rovello (dir.), *Trieste 1918-1954. Guida all'architettura*, op. cit., p. 53.
44. « Il Duce dà inizio ai lavori della nuova Casa del Fascio », *Il Piccolo della Sera*, 19 septembre 1938.
45. AGCTs, Rivista Mensile della Città di Trieste, n. 6, 1938.
46. Simona Storchi a, par exemple, étudié la statue de Mussolini à l'entrée du stade de Bologne, qui a été décapitée en juillet 1943, dans « Mussolini as Monument: The Equestrian Statue of the Duce at the Littoriale Stadium in Bologna », dans Stephen Gundle, Christopher Duggan, Giuliana Pieri (dir.), *The Cult of the Duce: Mussolini and the Italians*, Manchester, Manchester University Press, 2013, pp. 193-208.
47. ASTs, Prefettura della Provincia di Trieste, Gabinetto, 1943, b. 452 et 457.

48. Jacques Sémelin a étudié cet aspect de la résistance dans *Sans armes face à Hitler 1939-1945. La résistance civile en Europe*, Paris, Payot, 1998.
49. Borut Klabjan, « Erecting fascism: Nation, identity and space in Trieste in the first half of the Twentieth Century », art. cit., p. 963.
50. Nous pouvons recenser quelques exceptions, comme les faisceaux sur les porte-drapeaux de la place de l'Unité, réalisés par Attilio Selva et inaugurés en 1933, qui sont toujours visibles aujourd'hui. Ils ont même été restaurés en 2000. Pietro Comelli, « Rubata l'asta con l'alabarda dai pili di piazza Unità », *Il Piccolo*, 2 juillet 2006.
51. Voir à ce sujet Gaetano Dato, « Museo del Risorgimento e Sacrario Oberdan: rappresentazione storica e fonte per la storia dei musei », dans Irene Bolzon (dir.), *I Centocinquanta anni dello Stato Unitario Italiano*, Udine, RUE, 2012, pp. 99-105.
52. Joshua Arthurs, « The anatomy of controversy, from Charlottesville to Rome », *Modern Italy*, vol. 24, No. 2, 2019, pp. 123-138.
53. À ce titre, nous pouvons citer le récent ouvrage dirigé par Giulia Albanese et Lucia Ceci, *I luoghi del fascismo. Memoria, politica, rimozione*, Rome, Viella, 2022.
54. Voir le dossier de la revue *Mémoires en jeu / Memories at Stake*, « La mémoire se fond-elle dans le paysage ? / Does memory blend into the landscape? », n° 7, Été/Automne 2018.
55. Depuis 2007, l'Office de tourisme de Trieste propose une brochure sur les « Traces de l'architecture rationaliste » (<https://www.triestemetro.eu/itinerari/itinerario/20/itinerario-dell-architettura-razionalista>, lien consulté le 18/04/2023), où le terme « fasciste/fascisme » n'est mentionné que cinq fois et n'est jamais expliqué.

RÉSUMÉS

L'architecture a été utilisée de manière politique par le régime fasciste dans toute l'Italie, sans obtenir toutefois une uniformisation esthétique ; le régime n'a pas façonné toute la péninsule de la même manière. Nous allons voir que dans une zone de frontière comme Trieste, ville portuaire et cosmopolite appartenant à l'Empire austro-hongrois, avant de devenir italienne, l'architecture, l'urbanisme et les artefacts produits par le fascisme revêtent une signification politique spécifique lié au contexte de frontière. En mêlant histoire politique et histoire de l'architecture, l'article analyse quatre espaces modelés et construits par le régime fasciste qui représentent autant l'évolution architecturale que politique du régime à Trieste.

It is well known that architecture was used politically by the Fascist regime throughout Italy, without nonetheless achieving aesthetic uniformity; the regime was unable to shape the entire peninsula in the same way. We will see that in a border area such as the cosmopolitan port city of Trieste —which belonged to the Austro-Hungarian Empire before becoming a part of Italy— the architecture, urbanism, and artifacts produced by Fascism acquired a specific political meaning linked to the border context. By combining political history and architectural history, the article analyzes four spaces designed and erected by the Fascist regime in Trieste and which represent both the architectural and political evolution of the regime in that city.

INDEX

Mots-clés : fascisme, Trieste, frontière, architecture, urbanisme

Keywords : fascism, Trieste, border, architecture, urbanism

AUTEUR

IRIS PUPELLA-NOGUÈS

Iris Pupella-Noguès est doctorante contractuelle à l'Université de Paris-Est, en cotutelle avec l'Université de Trieste, sous la direction de Catherine Brice et de Tullia Catalan. Elle travaille sur l'appropriation des espaces publics urbains de Trieste pendant le fascisme (1919-1943). Elle a reçu la bourse de mobilité pour les thèses en cotutelle de l'Université Paris-Est (2020-2021), la bourse Vinci-Chapitre II de l'Université franco-italienne (2021-2022) et a été boursière de l'École française de Rome (2021 ; 2022). Elle a aussi eu l'occasion d'aborder plusieurs aspects de sa thèse dans des publications telles que « Vie et mort du Monument au poète Miroslav Vilhar de Postojna. 1906-1941 » (dans I. Candelieri, C. Daffonchio [dir.], *Confini e Sconfinamenti*, Trieste, EUT, 2022). Co-fondatrice de l'association La Boîte à Histoire, Iris Pupella-Noguès s'intéresse aussi à la *Public History* et a transposé quelques questionnements sur ses terrains de recherche, notamment à travers un article « Fascist monumentality in Bolzano and Trieste. Can Public History Help to Deal with it? » (dans *Filologie medievale e moderne*, dossier « Knowledgeescape. Insights on Public Humanities », 2021).

Le château républicain de Masaryk. La formation de l'espace et des institutions dans le nouvel État tchécoslovaque indépendant

*Masaryk's Republican Castle : Creating Space and Institutions in the New
Czechoslovak State*

Jakub Štofanič

- 1 Au moment de l'arrivée solennelle et triomphante à Prague de Tomáš Garrigue Masaryk, président tchécoslovaque, le 21 décembre 1918, il était déjà clair qu'il allait installer le siège de son pouvoir au château de Prague¹. De retour avec sa fille Olga après quatre années d'un exil consacré à la création d'une nouvelle République construite sur les ruines de la monarchie austro-hongroise, Masaryk, après avoir traversé le centre-ville de Prague avec son cortège, prête serment devant les membres de l'Assemblée nationale et les invite au château le lendemain, jour de son premier message présidentiel². L'espace du château de Prague était déjà étroitement lié à la tradition étatique. Depuis le Moyen Âge, il représente le centre du pouvoir dans le royaume de Bohême. Il est donc, sans surprise, investi d'un rôle important par le nouveau système républicain.
- 2 Cet article examine l'aménagement de l'espace du château de Prague pendant le mandat présidentiel de T. G. Masaryk (1918-1935) et ses interactions avec le débat politique et public de la période. Les changements apportés au château n'ont pas seulement été traités comme des sujets relevant de l'architecture, ils ont également revêtu une dimension symbolique et idéologique, potentiellement conflictuelle. Ces aménagements avaient comme ambition d'incarner à la fois les valeurs républicaines et de revendiquer un certain rapport à l'histoire et à la mémoire tchèques. Dans le même mouvement, l'espace du château a créé un cadre pour de nouvelles institutions et abrité des réseaux associés au président de la République.

- 3 Le rôle et l'importance de l'espace du château de Prague ont été discutés dès l'entre-deux-guerres par des journalistes, des responsables politiques et des intellectuels. Ces débats ont reflété le rapport à Masaryk et à son entourage : identification, loyauté, et désaccords. Après la Seconde Guerre mondiale, l'attention de l'historiographie et de la philosophie marxistes s'est concentrée sur la critique de la figure de Masaryk³. Les années 1990 ont apporté un retour aux cadres d'interprétation de l'entre-deux-guerres avec un fort accent sur le rôle politique⁴. La dimension spatiale du château et tous les aménagements intéressaient davantage l'histoire de l'architecture ou la conservation et la restauration de monuments historiques⁵.
- 4 L'interaction entre l'espace du château pragois, la politique ou l'idéologie est devenue un objet d'études à part entière au cours des deux dernières décennies⁶. Les auteurs ont porté davantage attention aux réalisations de l'architecte Jože Plečnik qui ont marqué le paysage du château pragois. Cet article tente d'aller au-delà de cette dimension et s'intéresse aux diverses parties de cet ensemble complexe qu'est le château : la cathédrale Saint-Guy, la rénovation de l'ancien palais royal et le rôle de la chancellerie située également dans les locaux du château. Basé sur des archives personnelles de T. G. Masaryk conservées à l'Institut Masaryk⁷, il propose une lecture différente qui privilégie l'étude des relations du président avec les architectes, les commentaires du président et la perception de son entourage.
- 5 Le château de Prague représente dans la période de l'entre-deux-guerres en Tchécoslovaquie un lieu politique exceptionnel. Contrairement à des désignations similaires comme « Schönbrunn », « Ballhausplatz », « Downing Street » ou l'« Élysée » et « Matignon », « le Château » n'est pas seulement une synecdoque dérivée de la fonction ou du lieu d'exercice d'un souverain ou d'un ministre, il est aussi celui d'un groupe d'experts et d'intellectuels professant des opinions liées au président T. G. Masaryk. Le « Château » n'a pas été défini comme un groupe de personnes strictement délimité et institutionnalisé, mais plutôt comme un réseau d'influence informel (politique, social et culturel), dont les membres étaient interconnectés tant par le soutien au premier Président tchécoslovaque, que par leurs propres intérêts économiques, professionnels ou sociaux. Ils ont non seulement participé à la formation du culte de Masaryk, mais ils sont également intervenus dans les affaires politiques, sociales et religieuses du pays.
- 6 Le cas du château de Prague ne fait pas exception en Europe centrale et orientale. Les changements géopolitiques intervenus après la Première Guerre mondiale dans de nombreux pays ont imposé la redéfinition de l'espace identifié au pouvoir étatique et la création de nouvelles traditions et significations symboliques. Des parallèles pourraient être trouvés à Vienne avec la Hofburg, à Budapest avec le château de Buda ou à Moscou avec le Kremlin.

Transformation et adaptation du château de Prague après 1918 : l'espace et la politique

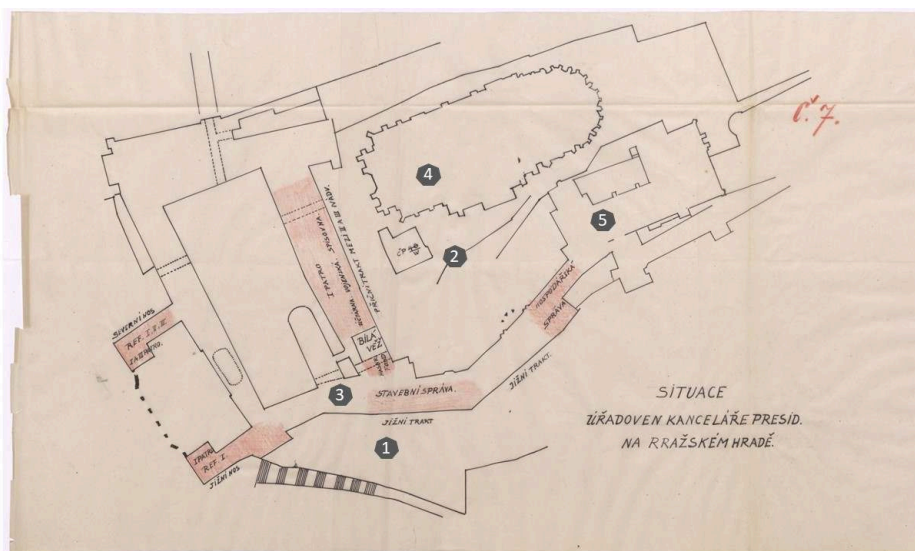
Le château comme chantier

- 7 Immédiatement après l'arrivée de T. G. Masaryk au château en 1918, il était évident que ce vaste complexe de bâtiments avait besoin d'une complète reconstruction. Les nouveaux résidents du château n'étaient pas seulement le président et son bureau,

mais aussi le présidium du Conseil des ministres et le ministère des Affaires étrangères et de l'Intérieur. Le recours au château résultait donc du manque de locaux convenables pour l'administration de la nouvelle République. Au début de 1919, le gouvernement alloue 2,2 millions de couronnes aux ajustements nécessaires. Les reconstructions ont commencé immédiatement et, en juin 1919, plus d'un million de couronnes était déjà réinvestis⁸.

- 8 Au cours de la décennie suivante, l'ensemble du complexe du château a été transformé en un vaste chantier parcouru par des maçons, des charpentiers, des plombiers, et administré par plusieurs architectes. Trois parmi eux ont influencé non seulement le paysage du château, mais aussi l'espace symbolique et les coulisses politiques et idéologiques de la nouvelle Tchécoslovaquie. Ces trois architectes appartenaient à la même génération, avaient passé leurs années de formation à Vienne et, même s'ils avaient des visions souvent différentes, ils ont contribué fortement à la formation de l'espace du château de Prague. Kamil Hilbert (1869-1933) était responsable de la phase finale de l'achèvement de la cathédrale Saint-Guy, Karel Fiala (1862-1939) a dirigé la reconstruction de l'ancien palais royal, et Jože Plečnik (1872-1957), d'origine slovène, est devenu l'architecte principal du château de Prague ; ce dernier a été fortement favorisé par le président T. G. Masaryk qui a cherché un grand nom de l'architecture pour la rénovation de château.
- 9 La relation entre ces deux derniers hommes est d'ailleurs intéressante. Plečnik qui, depuis 1911, enseignait à Prague, a été choisi pour mener des travaux au château en 1920 sur la recommandation d'un architecte tchèque renommé, Jan Kotěra (1871-1923), et de la société de l'art Mánes (le cercle artistique Mánes fondé en 1887 avec pour objectif d'organiser la vie et les échanges artistiques). Plečnik partageait les idées philosophiques et politiques de Masaryk. En outre, l'intérêt de Plečnik pour l'Antiquité correspondait parfaitement à la sensibilité humaniste de Masaryk et à son souhait de construire une nouvelle démocratie pour la Tchécoslovaquie. Sa nomination a aussi symbolisé l'idée d'une union des nations slaves (Jože Plečnik étant slovène) qui représenterait l'indépendance vis-à-vis de l'Empire austro-hongrois disparu⁹. Masaryk voulait faire du château un monument national. Plečnik était ainsi, selon lui, le seul architecte capable d'achever ces plans :
- « Le château et ses environs peuvent être transformés en quelque chose de mémorable, et je ne vois personne d'autre que vous qui serait capable de mener à bien cette tâche historique. C'est pourquoi l'idée me revient que vous devriez être à Prague¹⁰. »
- 10 Avec ce soutien, Plečnik a préparé et supervisé les transformations les plus visibles et les plus débattues du château de Prague jusqu'en 1935.
- 11 Dans les années 1920, de nombreux travaux étaient simultanément en cours : achèvement de la cathédrale ; recherches archéologiques approfondies ; construction de voies d'accès ; rénovation des intérieurs, des extérieurs, des jardins ; et modernisation des installations. Ces projets n'ont pas seulement créé de nouveaux espaces fonctionnels, ils ont également revêtu une dimension symbolique, reflétant les priorités, les conflits et les nouvelles visions de la République tchécoslovaque.

Illustration 1 : Le plan de château de Prague avec la distribution de bureaux, vers 1919



Légende : (1) Emplacement initialement prévu pour l'obélisque dans le jardin du sud ; (2) emplacement de l'obélisque en 1928 ; (3) appartement présidentiel ; (4) cathédrale saint Guy ; (5) ancien palais royal. Sources : Institut Masaryk et Archives, Académie des sciences de la République tchèque, Archives de l'Institut Masaryk, fonds TGM-R, n° R-2-2/c, boîte 370.

Agreement on the Provision of Digital Reproductions of Archival Documents, le 25 avril 2023.

L'obélisque et le souvenir de la guerre

- 12 Deux des projets les plus emblématiques réalisés au château sous l'œil protecteur du président Masaryk et de sa fille aînée Alice étaient l'obélisque et l'appartement présidentiel. L'obélisque a été personnellement commandé par le président pour servir de mémorial aux légionnaires tchèques et slovaques tombés pendant la Grande Guerre¹¹. L'aménagement de l'appartement présidentiel était nécessaire, car la disposition des chambres dans la partie baroque ne convenait plus ni aux besoins pratiques ni à ceux de représentation du XX^e siècle. L'obélisque incarnait un symbole hautement visible, public, dont la forme, le lieu et la signification ont plusieurs fois changé. L'appartement, en revanche, était largement à l'abri des regards du public, mais il impliquait de nombreuses questions sur la définition de l'espace privé et public, notamment celle du passage de la monarchie à la République¹².
- 13 La forme du mémorial aux victimes de la guerre n'a pas été fixée immédiatement et a d'abord dépendu des matériaux disponibles. La découverte d'un monolithe de granit non loin de Mrákotín (une petite ville à 150 km de Prague) a donné à Plečnik l'idée de créer un obélisque. Mais cet objet a également été l'objet de nombreuses controverses et de débats, surtout lors du déplacement du monolithe à Prague, en 1923, quand la pierre s'est brisée à la suite d'un accident¹³.
- 14 Le plan original de 1920 prévoyait l'érection de l'obélisque dans le jardin sud (nommé aussi Jardin du Paradis), qui s'ouvre vers le centre-ville pragoise¹⁴. La visibilité de ce monument devait être importante et soutenue par une inscription patriotique. Une des versions de l'inscription a d'ailleurs été réalisée par le président Masaryk lui-même. Celui-ci a souligné le sacrifice des soldats, mais aussi les valeurs pour lesquelles ils ont combattu : la république démocratique et la justice sociale, l'émancipation des peuples

opprimés et la régénération de l'humanité¹⁵. L'emplacement de l'obélisque devait également marquer l'entrée de l'appartement présidentiel, soulignant ainsi son importance dans l'espace du château. Masaryk avait aussi prévu que le mémorial contiendrait une lumière éternelle pour rappeler aux citoyens les sacrifices consentis par les légionnaires. Des variantes de l'obélisque ont par ailleurs été proposées, avec des symboles nationaux comme un lion de Bohême avec la croix slovaque. Les projets du mémorial ont combiné plusieurs éléments symboliques : l'ancienne forme égyptienne, la lumière éternelle chrétienne et les insignes du nouvel État. La mise en scène prévue pour cette partie du château était alors riche de symboles, de références historiques et même religieuses ou mystiques¹⁶.

- 15 De surcroît, cette configuration reflète un conflit politique qui émerge lentement dans la Tchécoslovaquie du début des années 1920 : une controverse relative aux mérites (*spor o zásluhy*). Au centre de cette querelle, on trouve la question de l'interprétation de la fondation de la Tchécoslovaquie en 1918. Au cours des cinq premières années d'existence de l'État indépendant, deux grandes lignes d'opinion se sont progressivement formées : l'une mettant l'accent sur le rôle essentiel de l'action de la résistance étrangère menée par T. G. Masaryk et mise en œuvre par les légionnaires ; tandis que l'autre mettait en évidence l'action des partis politiques tchèques actifs en Bohême et en Moravie, entrés en conflit direct avec les autorités austro-hongroises.
- 16 Un affrontement ouvert entre ces deux groupes éclate en 1924 après la publication d'un article rédigé par T. G. Masaryk, mais publié anonymement dans la revue d'opinion *Přítomnost* (« Présence »)¹⁷. L'auteur (Masaryk) présente comme décisives pour la libération de la nation l'action étrangère et celle des légionnaires. Cette publication suscite un vif débat, dans lequel tous les médias et personnalités importants de la vie politique et culturelle sont impliqués¹⁸. Les opinions présentées publiquement sur la fondation de la Tchécoslovaquie en 1918 ont cessé d'être une question historique et sont devenues un vecteur de lutte politique. De nombreux légionnaires ont obtenu des postes diplomatiques ou des fonctions dans l'armée tchécoslovaque et dans l'administration de l'État. L'importance de la tradition légionnaire s'est également manifestée entre 1929 et 1938 par des uniformes portés par des gardes du château de Prague. Ces uniformes copiaient ceux des divisions légionnaires russes, italiennes et françaises¹⁹.
- 17 Dans ce contexte, l'obélisque, situé en bonne place au sein du château avec son hommage à la mémoire des légionnaires, est clairement devenu partie prenante du débat politique et de la controverse. La destruction du premier monolithe a néanmoins contribué à apaiser ce conflit dans l'espace de château. De plus, les difficultés résultant de la conception et de l'excavation d'une pierre appropriée, ainsi que plusieurs changements fondamentaux dans sa conception ont considérablement retardé l'ensemble du processus. L'obélisque a de la sorte bientôt perdu sa position privilégiée et hautement visible. Au cours de l'année 1926, la commission responsable des travaux au château de Prague a discuté de sa localisation dans la troisième cour, reconstruite également par Plečnik. La commission a constaté que cet endroit était idéal pour l'installation de l'obélisque²⁰. Bien que toujours controversée, l'érection du monolithe dans la troisième cour du château à l'occasion du dixième anniversaire de la République en 1928 a pu être considérée comme un échec pour Jože Plečnik, T. G. Masaryk et Alice Masaryk. L'inauguration de l'obélisque est ainsi passée presque inaperçue dans l'atmosphère festive du moment. En 1928, un mémorial aux soldats morts depuis plus

de dix ans était un symbole moins puissant, d'autant plus que beaucoup d'autres monuments avaient été érigés sur l'ensemble du territoire national.

Illustration 2 : Les travaux de l'aménagement de la troisième cour du château de Prague ont été précédés de recherches archéologiques approfondies, vers 1925



Sources : Institut Masaryk et Archives, Académie des sciences de la République tchèque, Archives de l'Institut Masaryk, fonds TGM-F, n° 1925-2-14-002

Agreement on the Provision of Digital Reproductions of Archival Documents, 25 avril 2023

Illustration 3 : Les travaux de l'installation de l'obélisque dans la troisième cour de château de Prague, 1928



Sources : Institut Masaryk et Archives, Académie des sciences de la République tchèque, Archives de l'Institut Masaryk, fonds TGM-F, n° Odb8b-2

Agreement on the Provision of Digital Reproductions of Archival Documents, 25 avril 2023

L'appartement présidentiel et l'espace privé de T. G. Masaryk

- 18 L'appartement présidentiel a représenté pour Jože Plečnik un autre projet important mené au château pragois. Comme hébergement provisoire pour le président Masaryk avaient d'abord été choisies des salles impériales de réception au premier étage de château, très soigneusement dépouillées de toute décoration inappropriée. Le fils du président, Jan Masaryk, s'est vu mettre à disposition un petit appartement situé aussi dans le complexe du château²¹. Masaryk et sa fille Alice ont accordé beaucoup d'attention à la conception d'un nouvel appartement. Alice était extrêmement active et engagée sur ce sujet. L'appartement présidentiel était à la fois un espace de vie personnelle mais aussi un lieu de représentation. Les premières propositions d'aménagement ont été faites par l'architecte tchèque Jan Kotěra en 1921 mais elles ont été jugées insuffisantes, ce qui a permis à Jože Plečnik de présenter son propre projet. Kotěra et Plečnik étaient des amis très proches et cette situation a beaucoup affecté Plečnik. Les deux architectes étaient d'accord avec la décision antérieure du gouvernement d'aménager l'appartement présidentiel au deuxième étage de l'aile sud du château. C'était une partie baroque avec des intérieurs plutôt communs, reliés par un long couloir. Le projet de Plečnik a été accepté en 1922 et les travaux ont duré dix mois²².
- 19 L'appartement présidentiel a été relié aux jardins sud par un escalier et doté d'un vestibule d'entrée menant à la deuxième cour par un escalier bien ajusté et un

ascenseur. L'ensemble se composait d'un impluvium – salle d'entrée faisant référence aux villas romaines avec une petite fontaine –, de salons de réception et d'une salle à manger. La bibliothèque de Masaryk a été installée au cœur du dispositif. D'après Plečnik, le fumoir devait être doté d'une décoration qui lui donnerait un air féodal. En revanche, pour la conception du salon des dames, influencée par Alice, l'accent a été mis sur une décoration inspirée des broderies de Slovaquie. L'appartement présidentiel a été meublé avec du mobilier de haute qualité conçu par Plečnik et livré progressivement dans les années suivantes²³.

- 20 Selon Masaryk, les travaux au château, commençant avec la préparation réfléchie et appropriée, le choix du bon matériau et de la précision de l'exécution, devaient constituer un exemple et une inspiration pour toute la nation :

« Le but de ces exigences est de faire du château le siège du président démocrate. Toute la reconstruction du Château extérieur et intérieur doit être simple, mais artistiquement noble, symbolisant l'idée d'indépendance et de démocratie ! Dans le même esprit, l'entourage immédiat du Château doit être réglementé. La nation considère le Château comme une affaire nationale, et donc la transformation du Château, conçu et exécuté de manière monarchiste, en un Château démocratique, doit être prise en compte par moi et les présidents suivants, mais aussi par le gouvernement²⁴. »

- 21 La dimension démocratique de ces aménagements se manifeste aussi dans le projet de Plečnik de relier le château par un boulevard au bâtiment du nouveau parlement, dans le quartier Letná²⁵. Cependant, ni le boulevard ni le parlement n'ont jamais été construits.
- 22 L'agencement de l'appartement présidentiel reflète deux tendances, symbolique et politique : le rejet de l'héritage monarchique et la démocratisation de l'espace dans le château. L'émergence d'une nouvelle République tchécoslovaque ne signifiait pas seulement un changement des conditions administratives et économiques – l'indépendance était réalisée sous le signe de la séparation complète avec l'Autriche (*odrakouštění*). Dans les locaux du château, cela s'est manifesté par la modification des appartements impériaux ainsi que par les aménagements du nouvel appartement présidentiel. Plečnik a utilisé des formes modernes avec des références à l'Antiquité et aux traditions nationales tchécoslovaques. Alice Masaryková était très consciente du danger que la couche habsbourgeoise demeure et qu'elle ne soit que simplement recouverte au château par la couche bourgeoise²⁶. C'est pour cette raison qu'elle est restée très attentive aux reconstructions menées au sein du château et à ce que tous les aménagements soient longuement discutés.

La cathédrale et la laïcité en Tchécoslovaquie

- 23 À quelques dizaines de mètres du projet de Plečnik, se trouvent les chantiers de la cathédrale Saint-Guy et de l'ancien palais royal. Les deux ont influencé non seulement l'environnement du château, mais aussi des endroits importants pour l'interprétation de l'histoire et de la politique tchèques. La première pierre de la cathédrale a été posée le 21 novembre 1344 en présence du roi Jean de Luxembourg ainsi que de son fils, le futur roi de Bohême et empereur Charles IV. En 1419, la construction a été interrompue puis, en juin 1421, les Hussites ont dévasté la cathédrale, et en 1541, elle fut incendiée. Pendant des siècles, la cathédrale est restée inachevée. Ce n'est qu'en 1859 que l'association de l'Unité pour l'achèvement de l'église Saint-Guy a été fondée dans le but

de récolter des fonds pour la poursuite de la construction de la cathédrale et qu'ont commencé des travaux de construction et de rénovation²⁷.

- 24 L'inauguration de la cathédrale a eu lieu le 28 septembre 1929, à l'occasion du millénaire de saint Venceslas (un prince de la famille Przemysl, plus tard canonisé et devenu le principal patron de la Bohême). Cet événement a représenté la réconciliation entre la République tchécoslovaque et l'Église catholique. Les relations mutuelles étaient très tendues dès le début de la République en 1918 et ont traversé plusieurs crises (création de l'Église tchécoslovaque, célébrations de Jan Hus en 1925, et départ du nonce Francesco Marmaggi)²⁸. Directement localisée au sein du château, la cathédrale était le centre d'un conflit d'autorité : elle était soumise à l'archevêque mais se tenait au milieu du domaine administré par la chancellerie présidentielle. De nombreux petits désaccords entre ces deux institutions sont survenus. Le bureau présidentiel a revendiqué la tour de l'église où il envisageait d'installer un poste de sécurité. L'archevêché a demandé à plusieurs reprises des décorations florales pour les grandes fêtes, auxquelles les fonctionnaires ont répondu à contrecœur. Ces derniers ont également refusé l'organisation de messes en plein air dans la cour de château, la célébration pendant la fête du *Corpus Christi* ou d'autres processions²⁹.
- 25 Cependant, les célébrations millénaires de saint Venceslas ont été l'occasion d'une coopération presque exemplaire. Le président Masaryk a notamment pris part à l'événement. Le 26 septembre 1929, accompagné par l'évêque auxiliaire Antonín Podlaha, l'un des principaux organisateurs de l'Unité pour l'achèvement de l'église Saint-Guy en tant qu'historien et archéologue, le président tchécoslovaque a visité la cathédrale et le lendemain il a prononcé un discours solennel sur la place Venceslas. Les importantes célébrations ont permis l'inauguration de la cathédrale, l'organisation de feux d'artifice, une procession avec l'armure de saint Venceslas de Vyšehrad au château de Prague, et une réception pour les participants étrangers donnée par le maire de Prague³⁰. La cérémonie du 28 septembre 1929 s'est déroulée en deux parties : l'une officielle (laïque) et l'autre ecclésiastique. La représentation politique nationale, le corps diplomatique, les délégations des villes étrangères, les dignitaires de l'Église et de nombreux autres représentants de la vie politique et culturelle étaient présents. C'est à la foule rassemblée dans la troisième cour du château que le représentant du gouvernement tchécoslovaque, le ministre de l'Éducation nationale Anton Štefánek, s'est adressé en premier. Il a souligné l'importance de la tradition de saint Venceslas aussi pour les Slovaques. Puis, devant la cathédrale elle-même, Antonín Podlaha, l'évêque auxiliaire de Prague, en cette occasion vêtu seulement d'un costume, a pris la parole et prononcé un deuxième discours. L'apparition de Podlaha en civil et non en habit de prélat représentait une concession aux critiques des légionnaires et des libéraux. Après l'inauguration de la cathédrale (et donc la fin de la partie officielle), la cérémonie s'est poursuivie par une messe pontificale donnée par l'archevêque de Prague František Kordač. La célébration a culminé par le couronnement du crâne de saint Venceslas avec un diadème acheté par des Tchèques américains³¹.

Le palais royal et l'histoire tchèque

- 26 Le millénaire de saint Venceslas a aussi été célébré par l'organisation d'une exposition située dans la salle Vladislav (*Vladislavský sál*), dans l'ancien palais royal du château pragois. Cette exposition dans le plus grand espace cérémoniel de la partie médiévale a

attiré plus de 300 000 visiteurs³². Le complexe plan des bâtiments de l'ancien palais royal a subi après 1918 des reconstructions et des transformations extensives. Les travaux, dirigés par l'architecte Karel Fiala, commencent au début des années 1920. L'architecte Fiala souligne dès le début l'importance historique et la nécessité de protéger le patrimoine. Il critique l'approche de l'*Hofmistr* (« chambellan ») des Habsbourg, qui avait récemment transformé « la plupart des pièces en entrepôt pour les vieux inventaires inutiles de la pire espèce³³ ». Il insiste sur la valeur historique des locaux pour la nation tchèque et la nécessité de les mettre à la disposition d'un large public. S'il ne veut pas créer un musée, il tient à rappeler le sens originel de l'espace. Fiala met donc l'accent sur les locaux au rez-de-chaussée, qui étaient les chambres royales jusqu'à l'incendie de 1541, la salle Vladislav et la chambre des députés. La salle verte devait faire référence aux couronnements des rois tchèques. Les locaux de l'ancienne chancellerie étaient censés illustrer des événements de la deuxième défenestration de Prague, à la révolte de Bohême, la bataille de la Montagne Blanche et l'exécution des vingt-sept dirigeants du soulèvement des États de Bohême en 1621. Les propositions de l'architecte Fiala furent acceptées par l'administration du château avec une seule réserve. Un fonctionnaire responsable de la reconstruction a fait remarquer que le troisième étage de l'ancien palais royal serait un espace idéal pour l'emplacement du musée de T. G. Masaryk³⁴.

- 27 Au sujet de la rénovation de l'ancien palais royal, il est intéressant d'observer quelles parties du palais médiéval et quels héritages historiques ont été valorisés, et comment a été pensée l'intégration de l'image du président Masaryk au projet. Le projet de Fiala a ainsi mis en valeur l'époque médiévale avec des locaux symbolisant l'indépendance et la souveraineté du royaume de Bohême. Il a aussi souligné certains événements, comme le soulèvement des États de Bohême contre le pouvoir Habsbourg, qui occupe une place centrale dans la mémoire collective tchèque. Le musée dédié au président Masaryk et à la création de la République tchécoslovaque indépendante vient clôturer le projet. L'ensemble est parfaitement aligné sur les valeurs et l'idéologie portées par la République tchécoslovaque. L'histoire médiévale glorieuse, les épreuves sous le règne des Habsbourg sont dans cet espace visiblement achevées, couronnées et récompensées par la liberté recouvrée d'un État indépendant³⁵. Le symbolisme du château s'inspire considérablement de références à l'histoire tchèque, intègre finalement peu la Slovaquie et n'accorde qu'une place minimale aux minorités nationales.

Les bureaux de la chancellerie et les réseaux constitués autour du président

- 28 La transformation de l'espace s'est accompagnée par la construction de nouvelles institutions et l'établissement d'un réseau d'influence. La chancellerie présidentielle située à l'intérieur du château de Prague, à proximité de la résidence du président, était en effet une nouvelle institution républicaine créée par la loi du 5 décembre 1919³⁶. Elle est constituée de deux départements : une maison civile et une maison militaire, composées d'un personnel loyal à Masaryk. Ce dernier avait en effet tendance à s'entourer d'amis ou d'anciens étudiants. La personnalité la plus éminente du bureau du président était son chancelier, Přemysl Šámal, qui est resté en fonction sans interruption de 1919 à 1938. Il avait une grande autorité morale et un large réseau de relations. Il était en outre respecté en tant que principal représentant de la résistance anti-autrichienne locale (Maffie) qui, pendant toute la Première Guerre mondiale, a

assuré le lien entre la résistance en exil de Masaryk et la résistance nationale dans les territoires des Habsbourg³⁷.

- 29 Parmi les employés de chancellerie, il n'y avait presque pas de Slovaques (Anna Gašparíková-Horáková, archiviste privée de T. G. Masaryk, reste une exception), d'Allemands ou de Hongrois. La situation était alors très similaire à la représentation de ces groupes de citoyens dans l'espace du château.
- 30 La chancellerie présidentielle était censée servir le président et fournir le cadre nécessaire à l'activité politique et publique (organisation des visites ou des voyages), elle était également responsable de la gestion pratique du château de Prague et des autres résidences présidentielles (château de Lány non loin de Prague, ou château de Topolčianky en Slovaquie). La gestion et les rénovations étaient extrêmement coûteuses et controversées. L'administration du palais présidentiel a été accusée de réaliser des dépenses somptuaires et d'avoir une fascination pour le monarchisme. Ces attaques provenaient principalement du Parti national démocrate et des communistes. Jan Masaryk, fils du président et diplomate, voyait la cause des conflits dans le schéma de financement de la chancellerie. Imputées directement sur le budget de l'État, les dépenses étaient publiques, et ont fait l'objet de nombreuses critiques et de conflits politiques. Jan Masaryk proposa alors de placer le budget pour la gestion du château au sein d'un chapitre du budget du ministère des travaux publics. Cette solution n'a finalement pas été acceptée, car elle signifiait une perte d'autonomie et la subordination du château au ministère³⁸. Le financement du château continua donc de susciter les passions tout au long de période l'entre-deux-guerres ; encore aujourd'hui, il reste une question fortement débattue³⁹.
- 31 La chancellerie présidentielle était liée à un réseau informel d'influence, appelé dans l'historiographie « le Château ». Elle a profondément orienté diverses questions et décisions politiques. T. G. Masaryk a de la sorte utilisé son charisme et son influence personnelle, ainsi que les réseaux du « Château », pour échapper aux limitations constitutionnelles de son pouvoir présidentiel. La constitution de 1918 ne donnait au président que de faibles pouvoirs. Masaryk obtint leur renforcement par un amendement de mai 1919, confirmé par la constitution de 1920. Selon cette constitution, le président de la République représentait l'État à l'extérieur, acceptait et accréditait les ambassadeurs, convoquait et dissolvait l'Assemblée nationale, nommait et révoquait les ministres et fixait leur nombre, nommait les professeurs d'université, les juges et un large cercle d'officiers de l'État, et était également le commandant en chef de toutes les forces armées. Au-delà de ces pouvoirs, utilisant la position de père fondateur de la République, Masaryk a joué un rôle décisif lors de la formation des gouvernements, comme lors de leurs prises de décision les plus importantes⁴⁰. Dès 1922, le Château était l'un des deux centres de pouvoir extraconstitutionnels et dominait la culture politique tchécoslovaque. L'autre était un groupe tout aussi officieux de dirigeants parlementaires baptisés « les Cinq » (*Pětka*), fréquemment opposé au « Château »⁴¹.

Conclusion

- 32 Le château de Prague était une institution spécifique, dont la genèse est directement liée à l'expérience de vie de T. G. Masaryk en tant qu'intellectuel, réformateur et homme politique confronté à la réalité d'un jeune État nouvellement établi, dont les

traditions démocratiques commençaient seulement à se former. T. G. Masaryk a développé l'idée qu'une présidence forte pourrait être plus sensible à la volonté du peuple (créant ainsi une continuité avec l'image de l'empereur comme chef de l'État), et serait donc plus véritablement démocratique que le contrôle du Parlement par les partis politiques. Le château est ainsi devenu une chaire symbolique, un moyen pour la branche exécutive du gouvernement de contester ou de renverser le Parlement, sans réviser la constitution ni se diriger vers un autoritarisme manifeste. Avec la position extrêmement puissante de Masaryk, la République a rapidement obtenu et gardé les attributs d'une démocratie présidentielle⁴².

- 33 Le château a joué le rôle d'une instance intellectuelle. Il a été personnifié par T. G. Masaryk, qui était l'auteur principal d'un contenu ouvertement idéologique. Pour la mise en œuvre de ses plans, il a coopéré avec un large réseau d'experts et d'intellectuels. En même temps, ce groupe n'était pas homogène et était aussi traversé par des opinions différentes. Le « Château » n'a pas seulement travaillé dans des domaines tels que la santé publique, la philanthropie, la culture nationale, le soutien au développement de la science, il s'est aussi intéressé à la lutte contre la corruption, à la réalisation de ses propres plans économiques, et à l'émancipation de la société civile. Les membres de ce réseau informel ont tenté de capitaliser sur les découvertes des sciences sociales, mais aussi sur leurs propres visions d'une société idéale et du progrès⁴³. Leurs actions étaient bien sûr souvent en conflit avec d'autres personnes et institutions du nouveau régime.
- 34 Les travaux d'aménagement lancés pendant le mandat présidentiel de T. G. Masaryk ont eu pour objectif non seulement de refaçonner un espace symbolique mais aussi de créer un lieu de mémoire de la République puisant ses racines dans un fondement plus ancien que la création de la Tchécoslovaquie. Ils ont mis en œuvre des aménagements faisant référence à l'indépendance et à la souveraineté du royaume de Bohême ou au sacrifice de certains individus pour la nation (les dirigeants du soulèvement des États de Bohême en 1621, les légionnaires de la Première Guerre mondiale).
- 35 La partie privée de l'appartement présidentiel reflétait l'idée de rupture avec la monarchie et proposait une version républicaine du siège du chef de l'État. La dimension démocratique revendiquée dans tous les projets était paradoxalement peu visible dans le château réaménagé ou dans les nouvelles institutions. Le château comme un espace et la chancellerie comme une institution au service du président n'ont pas réussi à intégrer les différents éléments composant la nation (Allemands, Slovaques, Hongrois, Ruthènes). Le château a ainsi été dominé par des références tchèques et du personnel administratif supérieur recruté chez d'anciens collaborateurs ou amis du président Masaryk. Il se présentait comme un étendard de la démocratie et de la morale. Cependant, le président, avec ses collaborateurs et ses réseaux informels, a outrepassé les règles constitutionnelles à bien des égards, et a exercé son influence dans des domaines où il n'avait pas de pouvoirs directs. Bien que la Tchécoslovaquie soit formellement, après 1918, un régime de type parlementaire inspiré du modèle de la III^e République française, la personnalité de T. G. Masaryk et la manière dont il a défini et fait accepter sa fonction ont fortement contribué à la redéfinition du système politique de la première République tchécoslovaque vers un système semi-présidentiel⁴⁴.

NOTES

1. Cet article utilise les résultats d'une recherche réalisée dans le cadre du projet GAČR 22-15915S, "Château" dans le rôle de centre politique, administratif et intellectuel de la Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres (1918-1938).
2. Triumfální vjezd Masarykův do Prahy [L'entrée triomphale de Masaryk à Prague], *Lidové noviny*, 22 décembre 1918, n° 351, p. 1.
3. Václav Král, *O Masarykově a Benešově kontrarevoluční protisovětské politice* [À propos de la politique antisoviétique contre-révolutionnaire de Masaryk et Beneš], Praha, SNPL, 1953. Jan Pachta, *Pravda o T.G. Masarykovi* [La vérité sur T.G. Masaryk], Praha, Orbis, 1953. Karel Kosík, O sociálních kořenech a filosofické podstatě masarykismu [Sur les racines sociales et l'essence philosophique du masarykisme], *Filosofický časopis*, 1954, 2, n° 3, p. 196-215. Dragoslav Slejška, Masarykovská lžihumanita – ideologický nástroj buržoasní reakce [Les mensonges de Masaryk sur l'humanité – un outil idéologique de la réaction bourgeoise], *Filosofický časopis*, 1954, 2, n° 3, p. 215-229.
4. Antonín Klimek, *Boj o Hrad. Hrad a Pětka: vnitropolitický vývoj Československa 1918-1926 na půdorysu zápasu o prezidentské nástupnictví* [Bataille pour le Château. Hrad et Pětka : développement politique interne de la Tchécoslovaquie 1918-1926 dans le contexte de la lutte pour la succession présidentielle], Praha, Panevropa, 1996. Antonín Klimek, *Boj o Hrad. 2., Kdo po Masarykovi?: vnitropolitický vývoj Československa 1926-1935 na půdorysu zápasu o prezidentské nástupnictví* [Bataille pour le Château. Qui après Masaryk ? Développement politique interne de la Tchécoslovaquie 1926-1935 dans le contexte de la lutte pour la succession présidentielle], Praha, Panevropa, 1998.
5. Emanuel Poche, *Basilika sv. Jiří na Pražském hradě* [Basilique de St. Georges au Château de Prague], Praha, Odeon, 1974. Jiří Kovtun, Zdeněk Lukeš, *Pražský hrad za T. G. Masaryka* [Château de Prague pendant la présidence de T. G. Masaryk], Praha, Pražský hrad, 1995. Jan Frolík, Zdeněk Smetánka, *Archeologie na Pražském hradě* [Archéologie au château de Prague], Praha, Paseka, 1997. Taťána Petrasová, *Josef Mocker 1835-1899: stavitel katedrály* [Josef Mocker 1835-1899 : constructeur de la cathédrale], Praha, Správa Pražského hradu, 1999. Petr Chotěbor, Ivana Kyzourová, Petr Měchura, *Karel IV. a Pražský hrad: po stopách Karla IV. na Pražském hradě – Charles IV and Prague Castle: in the footsteps of Charles IV at Prague Castle*, Praha, Správa Pražského hradu, 2016.
6. Irena Žantovská Murray, "Our slav acropolis": language and architecture in the Prague castle under Masaryk, Montréal, McGill University, PhD Thesis, 2002. Milena Bartlová, *Budování státu: reprezentace Československa v umění, architektuře a designu – Building a state: the representation of Czechoslovakia in art, architecture and design*, Praha, UMPRUM, 2015. Bruce R. Berglund, *Castle and cathedral in modern Prague: longing for the sacred in a skeptical age*, Budapest, Central European University Press, 2017.
7. Archiv Ústavu T. G. Masaryka – Archiv ÚTGM (Archive de l'Institut T. G. Masaryk), conservés à l'Institut Masaryk et archives de l'Académie des sciences de la République tchèque, Gabčíkova 2362/10, Prague.
8. Archiv ÚTGM, fonds TGM-R, cart. 370, 10, Procès-verbal du 28 juin 1919, suivi dans l'exécution des travaux du château.
9. Noah Charney, *Eternal architect: the life and art of Jože Plečnik, modernist mystic*, Ljubljana, Museum and Galleries of Ljubljana: Totaliteta, 2017, p. 112-113.
10. Archiv ÚTGM, fonds TGM-R, cart. 370, 10, Lettre à Jože Plečnik adressé par T. G. Masaryk, le 29 mars 1923. Dans la lettre du 4 septembre 1924, Masaryk a répété son plein soutien et son admiration pour le travail de Plečnik au château.
11. La Légion tchécoslovaque était constituée de volontaires, principalement des Tchèques et des Slovaques, qui combattaient aux côtés des puissances de l'Entente pendant la Première Guerre

mondiale. Ils ont joué un rôle important dans la mémoire de la fondation de la Tchécoslovaquie en 1918. Voir par exemple Jan Michl, *Legionáři a Československo* [Légionnaires en Tchécoslovaquie], Prague, Naše Vojsko, 2009. Pour une synthèse en français, voir Antoine Marès, « Les légions tchécoslovaques, 1914-1919 », Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe, <https://ehne.fr/fr/node/12378> [lien consulté le 12/04/2023].

12. Irena Žantovská Murray, “*Our slav acropolis*”: *language and architecture in the Prague castle under Masaryk*, Montréal, McGill University, 2002, p. 98

13. Archiv ÚTGM, fonds TGM-R, cart. 370, 10, Rapport sur le monolithe, 29 septembre 1923.

14. *Ibid.*

15. Zdeněk Lukeš, Damjan Prelovšek, Tomáš Valenta, Josip Plečnik – architekt Pražského hradu [Josip Plečnik – architecte du château de Prague], Prague, Správa Pražského hradu, 1996, p. 290.

16. Irena Žantovská Murray, “*Our slav acropolis*”, *op. cit.*, p. 100-107.

17. [Tomáš Garrigue Masaryk] (chiffre L.). Knoflíček [Un petit bouton], *Přítomnost*, vol. 1, n° 10, 20 mars 1924, p. 145.

18. Richard Vašek, „*Račte to podepsat libovolnou šifrou.*“ *Prezident Masaryk jako anonymní publicista (1918-1935)* [“Voulez bien le signer avec n'importe quel pseudo” Le président Masaryk en tant que publiciste anonyme (1918-1935)], Prague, Academia – Masarykův ústav a Archiv, 2018, p. 85-95.

19. Karel Pichlík, Bohumír Klípa, Jitka Zabloudivová. *Českoslovenští legionáři: (1914-1920)* [Les légionnaires tchécoslovaques (1914-1920)], Prague, Mladá fronta, 1996, p. 254.

20. Archiv ÚTGM, fonds TGM-R, cart. 371, 11, Procès-verbal de la réunion de la Commission artistique pour la modification du château de Prague, tenue le 25 juin 1926.

21. Jakub Doležal, Martin Hakauf (dir.), *Veritas vincit: 100 let Kanceláře prezidenta republiky, 100 years of the Office of the President of the Republic*, Prague, Správa Pražského hradu, 2019, p. 27.

22. Archiv ÚTGM, fonds TGM-R, cart. 370, 10, Rapport sur l'avancement des travaux dans l'appartement du président, 7 octobre 1922.

23. Archiv ÚTGM, fonds TGM-R, cart. 370, 10, Disposition de l'appartement présidentiel, prof. Plečnik, 14 avril 1923.

24. Archiv ÚTGM, fonds TGM-R, cart. 371, 11, Notes de T.G. Masaryk concernant la reconstruction du château et de ses environs, 20 avril 1925, Lány.

25. Archiv ÚTGM, fonds TGM-R, cart. 371, 11, Rapport du 17 août 1925.

26. Irena Žantovská Murray, “*Our slav acropolis*”, *op. cit.*, p. 125.

27. Klára Benešová, *Katedrála sv. Víta v Praze: k 650. výročí založení* [Cathédrale de St.-Guy à Prague : à l'occasion du 650^e anniversaire de sa fondation], Prague, Academia, 1994.

28. Michal Pehr, Jaroslav Šebek, *Československo a Svätý stolec: od nepřátelství ke spolupráci (1918-1928)*. [La Tchécoslovaquie et le Saint-Siège : de l'hostilité à la coopération (1918-1928)], Prague, Masarykův ústav a Archiv Akademie věd ČR, 2012.

29. Bruce R. Berglund, *Hrad a katedrála v moderní Praze: touha po posvátnu ve věku skepse* [Castle and Cathedral: Longing for the Sacred in a Skeptical Age], Prague, Academia, 2021, p. 260.

30. Oslavy svatováclavského milenia. Otevření chrámu sv. Víta [Célébrations du millénaire de Saint Venceslas. Ouverture de l'église St. Guy], *Lidové noviny*, 30 septembre 1929, n° 491, p. 3.

31. Petr Placák, *Svatováclavské milénium: Češi, Němci a Slováci v roce 1929*. [Le Millénaire Saint-Venceslas : Tchèques, Allemands et Slovaques en 1929], Prague, Babylon, 2002, p. 25-59.

32. Antonín Podlaha, Antonín Šorm, *Průvodce výstavou Svatováclavskou na Hradě pražském: uspořádanou v jubilejním roce 1929* [Guide de l'exposition Saint Venceslas au Château de Prague : organisée l'année du jubilé 1929], Prague, nákladem Výboru Svatováclavského, 1929.

33. Archiv ÚTGM, fonds TGM-R, cart. 371, 11, Modifications de l'ancien palais royal, rapport, 22 février 1925.

34. Archiv ÚTGM, fonds TGM-R, cart. 371, 11, Modifications de l'ancien palais royal, rapport, 22 février 1925 et rapport, 18 mars 1925.

35. Jan Kapras, Bohumil Němec, František Soukup (dir.), *Idea československého státu* [L'idée de l'État tchécoslovaque], Prague, Národní rada československá, 1936.
36. Loi 654/1919 Sb.
37. Jan Hálek, Boris Moskovič, *Fenomén Maffie: český (domácí) protirakouský odboj v proměnách 20. století* [Le phénomène de la Maffie : la résistance tchèque (intérieure) antiautrichienne dans les changements du XX^e siècle], Prague, Academia, 2020.
38. Archiv ÚTGM, fonds TGM-R, cart. 370, 10, Proposition de Jan Masaryk concernant l'administration du château, 1922.
39. Jan Kubita, Vyžeňme prezidenty z Hradu a posaďme je do tramvají [Chassons les présidents du château et mettons-les dans les trams], *Hospodářské noviny*, 2 janvier 2023, <https://archiv.hn.cz/c1-67154490-vyzenme-prezidenty-z-hradu-a-posadme-je-do-tramvaji> [lien consulté le 7 janvier 2023].
40. Doležal, Hakauf (dir.), *Veritas vincit*, op. cit., p. 7-10.
41. Andrea Orzoff, *Battle for the castle: the myth of Czechoslovakia in Europe, 1914-1948*, New York, Oxford University Press, 2009, p. 57.
42. Andrea Orzoff, *Battle for the castle*, op. cit., p. 59.
43. Jan Patočka, *Česká vzdělanost v Evropě* [La culture tchèque en Europe], Prague, Václav Petr, 1939, p. 27-29.
44. Michel Perottino, « Les évolutions de la fonction présidentielle tchèque », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 39, n° 2, 2008, Dossier : « L'institution présidentielle dans les pays post-communistes », p. 53.

RÉSUMÉS

Le château de Prague représentait dans la Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres un lieu politique exceptionnel. Outre le fait qu'il était le siège de la présidence de la République et de nombreuses autres institutions de l'État, il reflétait des changements et des conflits idéologiques et symboliques. Cet article examine la dimension spatiale du château avec les modifications architectoniques et symboliques qui furent entreprises durant le mandat présidentiel de T. G. Masaryk (1918-1935). Il analyse les nouveaux espaces et monuments créés à l'intérieur du château en interaction avec la politique locale et l'opinion publique.

Prague Castle represented an exceptional political space during interwar Czechoslovakia. In addition to being the seat of the president and many other State institutions, it mirrored ongoing ideological and symbolical changes and conflicts. This article examines the spatial dimension of the Castle, reflecting on the architectonic and symbolic changes that occurred during the presidential term of T. G. Masaryk (1918-1935). It analyzes the new spaces and monuments created inside the Castle in connection with local politics and public opinion.

INDEX

Keywords : Prague Castle, Czechoslovakia, Masaryk (Tomáš Garrigue), Plečnik (Jože), architecture, politics

Mots-clés : château de Prague, Tchécoslovaquie, Masaryk (Tomáš Garrigue), Plečnik (Jože), architecture, politique, République tchèque

AUTEUR

JAKUB ŠTOFANÍK

Historien travaillant à l'Institut Masaryk de l'Académie des sciences de la République tchèque, Jakub Štofaniák est spécialiste de l'histoire sociale et culturelle de l'Europe centrale des XIX^e et XX^e siècles. Il est l'auteur de deux monographies et de nombreux articles. Il a notamment publié : avec Martin Jemelka, *Víra a nevíra ve stínu továrních komínů : náboženský život průmyslového dělnictva v českých zemích (1918-1938)* [La croyance émergente dans l'ombre des cheminées d'usine. La vie religieuse de la classe ouvrière industrielle dans les pays tchèques (1918-1938)] (Praha, Academia, 2020) ; *Medzi krížom a kladivom : recepcia sociálneho myslenia v katolíckej cirkvi v prvej polovici 20. storočia* [Entre croix et marteau, réception de la pensée sociale de l'Église catholique dans la première moitié du XX^e siècle] (Praha, Filozofická fakulta Univerzity Karlovy, 2017) ; avec Jan Hálek, « Interpreting the Creation of Czechoslovakia between 1948 and 1989. Shifts and Changes in the Politics of History and Memory » (dans *Soudobé dějiny* [Czech Journal of Contemporary History], vol. 29 / 3, 2022, p. 772-800); « Neo-Thomism in East-Central Europe », dans Wim Decock, Bart Raymaekers, and Peter Heyrman (ed.), *Neo-Thomism in Action. Law and Society Reshaped by Neo-Scholastic Philosophy, 1880-1960* (Leuven University Press, 2021, p. 96-119).

Des « nids » et autres lieux de mobilisation politique du fascisme roumain

Of “Nests” and Other Places of Political Mobilization in Romanian Fascism

Traian Sandu

Introduction : la cellule politique fasciste comme lieu spécifique de mobilisation

- 1 Au sein du complexe fasciste, la séparation entre corpus idéologique et pratique quotidienne spatialisée est artificielle, puisque la prétention du projet fasciste est de saisir la totalité de la personnalité dans ses plus intimes ressorts et actions. D’après les interprétations modernes de ce qui apparaissait il y a vingt ans comme un *new consensus*¹ – définissant le fascisme comme une révolution globale idéologiquement articulée reposant sur une pratique de mobilisation enthousiaste populiste qui promet une résurrection nationale sans les intermédiaires supposément corrompus des institutions bourgeoises –, le fascisme est une idéologie de l’action concrète au service d’une foi, d’une religion politique en vue de créer un homme nouveau et une société nouvelle. Dès lors, il est bien plus intéressant d’étudier davantage ce type de formation dans sa dimension plus populaire et ouverte de mouvement que dans celle de façade politique partisane, convenue et disciplinée, dont les lieux sont le siège du parti et le Parlement. Les lieux et les formes de politisation – recrutement, endoctrinement, mobilisation et action – y sont plus spécifiques et ont attiré l’intérêt aussi bien des chercheurs des générations passées, qui leur ont consacré des sections de leurs monographies², que des jeunes chercheurs, qui y ont trouvé matière à une approche souvent culturaliste³. La présente étude s’appuie sur la littérature existante, mais aussi sur les archives roumaines originales et sur les mémoires et articles des principaux protagonistes. Elle emprunte la voie d’une spatialisation concrète de l’idéologie à travers trois lieux diversement spécifiques : le « nid », qui est la cellule de base,

fortement ritualisée et adaptée aux particularités du fascisme roumain ; les camps de travail, une structure plus commune aux mouvements de jeunesse ; et enfin les sièges du mouvement, chacun avec ses traits caractéristiques.

- 2 La Légion de l'Archange Michel a été créée en 1927 par scission de la branche « jeune » de la Ligue de Défense nationale chrétienne – en roumain LANC. Si la dénomination italianisante de « légionnaires » se référait à la fois à la Rome antique et aux *legionari arditi* de d'Annunzio⁴, elle relevait aussi plus généralement des légions de volontaires de la guerre, enrôlés dans des formations paramilitaires extérieures aux armées officielles. Sa représentation sur la scène électorale, la Garde de Fer – et ses succédanés consécutifs à ses multiples dissolutions –, fondée en 1930, gardait sa dimension militariste euro-synchrone (avec l'imaginaire métallique des *Stalhelm*), mais abandonnait la référence religieuse qui l'ancrait dans l'espace moins développé des fascismes liés à la religion traditionnelle⁵. Le chef de cette formation était Corneliu Zelea Codreanu, un docteur en droit de l'Université de Grenoble trop jeune pour – et frustré de ne pas – avoir pu faire la guerre, mais qui en transféra l'esprit et les méthodes dans les diverses formations qu'il dirigea sous la dénomination explicite de « Capitaine »⁶.
- 3 Ce parti n'avait aucune chance d'être appelé au pouvoir par le roi. Il recrutait au sein d'une génération trop jeune et parmi des catégories trop modestes pour en imposer la légitimité ; il possédait aussi des méthodes trop violentes et directes pour s'intégrer au jeu politique, si obéré qu'il fût déjà par l'intrusion autoritaire royale. Sa légitimation renvoyait également à la catégorie wébérienne du charisme, opposée aux légitimations dynastiques et/ou bureaucratiques. Le charisme ne relève bien entendu d'aucune qualité « objective » et intrinsèque du sujet sur lequel se porte la fascination des masses, mais de sa capacité, géniale d'ailleurs, de concentrer sur sa personne et de manipuler les aspirations d'une grande partie de la société à un moment donné. Constantin Iordachi synthétise dans un chapitre convaincant les composantes du charisme de Codreanu à l'aune des théories du charisme politique. Il est fondé à la fois sur une révélation divine, une vie exemplaire conduite selon des valeurs éthiques, une aura mystique que dégageait sa présence, la promesse d'une vengeance contre les abus du système, sa propre conviction intime d'être l'élu, sa capacité à définir les buts à atteindre et enfin, la reconnaissance par la société⁷.
- 4 La mise en équation de ces divers contraintes et atouts conduisit Codreanu à adopter d'emblée des méthodes spécifiques de combat politique, dont les lieux sont devenus emblématiques.

Le nid, un cadre multifonctionnel

- 5 La principale structure d'accueil se trouvant au fondement du mouvement est le nid. Son rôle est composite, combinant fonctions de mobilisation, d'encadrement et de régulation. Tous les autres espaces et pratiques en dépendent, même si on peut les distinguer selon leur degré de complexité, qui détermine aussi l'importance de leur fonction. Remarquons immédiatement qu'il n'y a pas eu de distinction chronologique entre fonctions, l'accueil dans des cadres structurants accompagnant intimement la mobilisation. Il y eut néanmoins une évolution selon le public visé : l'élargissement du groupuscule au parti de masse appelait d'autres structures de socialisation politique.

- 6 Cette forte dimension instrumentale du fascisme, qui rêve de mobiliser politiquement la société grâce à des espaces restreints (le nid compte entre trois et treize membres) et à un rituel quasi religieux qui valorise le silence, peut aboutir à une réflexion sur les signes mis en œuvre par la Garde de Fer pour atteindre ses buts. Les analyses peuvent aller du discours (phrases parcimonieuses calquées sur les ordres militaires et centrées sur l'objet de l'action au détriment du sujet) à l'architecture (les légionnaires ont pris l'initiative de constructions publiques, notamment religieuses mais aussi civiles, travaux d'art ou foyers d'étudiants, dont le langage architectural s'adapte à la synchronie européenne en ville ou à la tradition paysanne « folklorique » à la campagne), en passant par le détournement du rituel religieux (appels aux morts, bénédiction des véhicules destinés à la propagande, processions d'enterrement ou des manifestations de rue avec les prêtres en tête, etc.). À l'inverse de l'adoption du rituel religieux par le fascisme ouvertement athée ou le nazisme païen, religion politique fasciste et religion traditionnelle en politique se télescopent et brouillent apparemment les cartes, en Roumanie comme en Hongrie ou en Croatie, où le fascisme revendique également une dimension spirituelle transcendante⁸. Le légionarisme ayant surgi dans une société agraire et traditionnelle, donc en retard sur les modèles plus sécularisés d'Italie et d'Allemagne, la spiritualité orthodoxe fait partie intégrante de la synthèse idéologique légionnaire davantage que les autres religions transcendantes chez ses congénères athées – le fascisme italien – ou païens – le nazisme. Le déplacement du sentiment religieux de la Sainte Trinité vers Corneliu Zelea Codreanu s'effectue donc à la fois plus aisément en pratique – en tant que néo-Messie qui utilise l'ancien Messie pour mobiliser les masses – mais aussi plus difficilement dans la distinction entre registres de sainteté : les paysans croient dans le néo-Messie en tant qu'il représente l'ancien, ou y croient-ils pour lui-même, pour sa propre valeur ? Bref, Codreanu doit à la fois instrumenter la religion transcendante et s'en débarrasser, ou plutôt en vampiriser l'aura – tout comme il doit révéler ouvertement la monarchie en faisant croire qu'il ne combat que le roi Carol II. La problématique du charisme appliquée à la massification de la politique dans les pays agraires passe donc par la substitution de la religion politique à la religion en politique officiellement affichée, et non par l'analyse de la dichotomie entre idéologie religieuse et pratiques violentes.

Le nid et comment y entrer

- 7 La propagation de l'onde charismatique du chef passe, au moment de la massification des troupes, par les structures d'encadrement dont il a su doter le mouvement lorsqu'il se trouvait à l'état de groupuscule. Très tôt, Codreanu imagina la cellule du nid, un espace polyvalent durable destiné à recevoir et à former les nouvelles troupes dans son esprit.
- 8 Avant même la création de la Légion, lors du processus de rupture avec la LANC, il avait prévu des « noyaux » qui annoncent les futurs nids. Le principe d'attraction de ces structures reste la circulation de l'amour qui irradie du chef :
- « Dans l'organisation il y a une discipline issue de l'amour et de la conviction, et non une discipline rigide et froide⁹. »
- 9 Le mécanisme est le même à plus petite échelle : un homme qui a subi la fascination du chef et qui possède un rayonnement local se livre à l'essaimage par la propagande

d'homme à homme et forme un nid dont il informe ensuite le centre dans une logique de bas en haut, en attendant la reprise en main par le centre.

- 10 Si avec la création de la Légion, Codreanu perdit le vivier de la LANC et dut réviser à la baisse ses prétentions numériques, la logique organisationnelle resta la même. Il choisit de manière apparemment paradoxale une organisation décentralisée et dont l'initiative provenait « d'en bas », s'effectuant par une sorte de sélection naturelle selon les aptitudes à diriger un « nid » informel de fidèles qui rappelait ses propos sur le chef « consenti » :

« Ce n'est pas moi qui nommais les chefs de "nid", parce que je le voulais moi ; celui qui, par ses propres mérites pouvait réunir, convaincre et conduire un groupe, s'élevait seul au rang de chef. [...] Le chef de nid est le pilier de l'organisation légionnaire. [...] Moi, je les consacrais chefs dans les situations auxquelles ils s'élevaient eux-mêmes, par leurs qualités et leurs aptitudes. Et c'est progressivement, en partant du chef de nid et en passant par des chefs du village, de l'arrondissement, de la ville et du département, que je suis arrivé à reconnaître le grade de chef de région, à peine en 1934, c'est-à-dire après 7 ans¹⁰. »

- 11 La médiocrité des communications en pays rural et dans les provinces récemment annexées mal reliées au nouveau centre bucarestois expliquent en partie ce choix décentralisateur. La faible alphabétisation et le manque de culture politique moderne valorisent également les solidarités locales et le rôle des coqs de village que Codreanu utilise, y compris l'organisation de l'espace en vallées. L'initiative et l'émulation, voire la compétition et, à échelle locale, le charisme, étaient à la base de l'organisation, maintenaient les militants sous tension, et développaient les qualités du chef de nid décrites dans la troisième partie du *Bréviaire du chef de nid*¹¹, un bref texte publié en 1933 définissant l'éthique et le comportement du légionnaire.

- 12 Les documents d'archives viennent toutefois troubler cette vision un peu passive et décentralisée, liée au sous-développement roumain. Ainsi, peu après la décision de massifier le mouvement de novembre 1929, par une circulaire adressée aux Fraternités de croix – associations de jeunesse entre 14 et 20 ans issues des rituels d'échange de sang entre « frères de croix » –, aux « citadelles » de femmes – les nids féminins – et aux « amis » de la Légion (formations externes de personnes plus âgées, socialement haut placées donc souvent soutiens secrets), Codreanu ordonne en ces termes militaires la création de nids :

« 1. Ayant en vue les forces matérielles et les forces humaines dont on dispose, j'ai décidé leur concentration sur un petit front, composé de six départements. [...] »

« 2. Dans ce département se créera dans le temps le plus bref des nids dans toutes les communes. Tous les nids ensemble formeront un bataillon de légionnaires. Le bataillon, qui doit avoir un effectif de 1 000 membres, défilera dans les rues en colonnes de marche par compagnies. »

« 3. La tenue – costume national dans les régions de montagne. Ailleurs, la tenue de campagne, vert kaki, militaire¹². »

- 13 La première impulsion – et comment pouvait-il en être autrement – vint donc du sommet et prit la double dimension de l'ingénierie sociale fasciste en pays rural, combinant donc organisation militaire de l'État moderne privatisée entre les mains du chef politique et adaptation aux spécificités locales dans les régions les plus arriérées. L'image de la massification à partir d'initiatives locales ne fonctionne pas pour les débuts et pour les intentions et la méthode première de Codreanu, volontariste et centralisée. L'organisation même du nid plaide dans ce sens, puisqu'à côté du chef et du trésorier, il comportait un « correspondant » chargé des échanges épistolaires et un

« courrier », qui faisait la liaison, surtout avec le centre¹³. Le récit de décantation relevant du darwinisme social que Codreanu en fait six ans plus tard dans *Pentru legionari / La Garde de fer* est en partie une reconstruction *ex post* en vue de donner l'impression d'une libre massification harmonieuse à partir d'une compétition entre élites locales, et en partie une réalité due à la véritable massification impossible à gérer à partir du centre. Les documents d'archive confirment en fait cette liberté assez grande laissée au début à l'initiative locale, ainsi que la préservation de l'anonymat des membres ; mais le *Bréviaire* institutionnalisa la pratique hiérarchisée des rapports hebdomadaires dans lesquels la dimension financière et l'activité de propagande étaient essentielles¹⁴. Une circulaire classée à l'année 1933 représente une énergique reprise en main des légionnaires « dans un terme de 48 heures » :

« Cette mobilisation dans les nids signifie le contrôle des forces légionnaires dans tout le pays. La Légion apparaîtra renouvelée et rajeunie¹⁵. »

- 14 La solution interprétative, que nous retrouverons dans le dualisme Légion / Garde de fer, réside dans la dialectique entre dynamique locale du mouvement populaire ouvert au tout-venant et sa reprise en main par le centre grâce au cadre d'un parti de militants. C'est encore le *Bréviaire* qui donne la clé de l'articulation entre charisme du chef local et obéissance volontaire, voire enthousiaste, au pouvoir central :

« La camaraderie, la confiance dans les chefs et la discipline se complètent en cela que les deux premières viennent d'en bas vers le haut, la troisième, la discipline, vient d'en haut vers le bas, ainsi l'unité est assurée, même lorsque les éléments d'en bas pourraient avoir d'autres avis ou même des avis contraires [...]. Que l'on n'oublie pas que la discipline volontaire est d'essence supérieure, car elle présuppose une renonciation à la personnalité et toute renonciation en vue d'un but grandiose est d'essence spirituelle supérieure¹⁶. »

- 15 Dans *Pentru legionari / La Garde de fer*, Codreanu énumère les qualités du nid consistant à faire travailler tous les membres, à résoudre les problèmes locaux en restant proche de la population, enfin à être polyvalent et à se transformer en unité de combat au besoin¹⁷. Sans ignorer ces qualités de cadre mobilisateur, voire son aptitude plus discutable de cadre militaire, cette structure permettait aussi de créer l'émulation et l'obéissance envers le chef suprême qui arbitrait et consacrait le chef local. Codreanu pouvait se féliciter que le système « cré[ât] un grand nombre de cadres » et que « l'effet d'une défection ou d'une trahison rest[ât] circonscrit¹⁸ » : chacun était responsable, mais seul le centre décidait.

- 16 Le nid tendait à remplacer les structures sociales traditionnelles – la famille, l'église et l'école –, comme la Légion remplaçait l'État, l'Église et l'école. Le nid devait comprendre entre trois et treize membres pour des raisons organisationnelles, mais aussi par rappel biblique de la Trinité et du nombre des apôtres avec le Christ. Pour le jeune en quête de son identité individuelle et sociale, il s'agissait d'un *compele intrare* plus subtil que la force, car il s'insinuait dans l'intimité du légionnaire par une prise en charge chaleureuse de l'ensemble de son être social et affectif au sein du groupe structuré comme une secte exclusiviste, intrusive et exigeante, mais aussi consolatrice :

« Faites de votre nid un refuge de consolation et de communion dans la joie. Une séance est réussie, lorsque chacun rentre chez soi débarrassé du poids de ses peines et plein d'une nouvelle confiance en son pays¹⁹. »

- 17 L'aspect cathartique et le vocabulaire religieux renvoyaient au soulagement de la communion et de l'absolution. La « séance » reprenait un vocabulaire thérapeutique correspondant au traitement de générations encore à la recherche de leur identité,

mais aussi à un type d'organisation où l'individu et son quant-à-soi n'avaient plus leur place, grâce à la fusion au sein de la communauté.

- 18 Deux cérémonies témoignent de l'abandon par les entrants de toutes autres déterminations morales, idéologiques et sociales : les épreuves initiatiques d'entrée – proches de celles des loges maçonniques – et les rituels religieux hebdomadaires. Les épreuves d'entrée furent mises en place dès 1926, dans le cadre des « noyaux » de l'aile jeune de la LANC. Entre plusieurs thèmes, dont celui de la capacité à donner son argent sans discuter et sans s'enquérir de son usage, voici la version la plus extrême de cette initiation placée sous le vocable « crois et ne cherche pas » :

« Dis-lui qu'il faut prendre le révolver, le couteau ou toute autre arme (ce qui ne sera pas) et qu'il faut tirer sur quelqu'un. Tu le lui dis avec un air de grande discrétion et tu exiges de lui la discrétion. Tu vois immédiatement ce qu'il te répond. S'il te répond qu'il est prêt à le faire, alors tu prétends qu'il se procure le révolver et qu'il te l'apporte pour que tu le voies, ou si c'est une femme tu exiges qu'elle t'apporte un poison que tu lui indiques²⁰. »

- 19 La prière commune, tenue à une heure fixe « dans le pays entier tous les samedis soir », devait « attirer les forces spirituelles » pour assurer la victoire²¹. Le *Bréviaire* est encore plus explicite à cet égard :

« Le nid réuni est une Église. En entrant dans le nid tu te dépouilles de toutes les questions mesquines et tu consacres une heure de tes pensées pures à la Patrie. [...] Là dans le nid s'élèveront les prières à Dieu pour la victoire de la Légion²². »

- 20 La cérémonie d'ouverture souligne cette politisation partisane du patriotisme et ce détournement politique de la foi religieuse au sein du serment déposé à Dieu, au *Căpitan*, aux morts de la Légion, à la résurrection de la Roumanie légionnaire et à l'engagement de ne jamais trahir la Légion – donc, sous-entendu, la Roumanie ressuscitée grâce à elle (point 10 du *Bréviaire*). L'appel du nom des morts débutant chaque réunion de nid, auquel les membres répondent « présent », était doublement conditionné : il combinait l'appel militaire des casernes de l'État moderne à la communion des saints et à l'évocation rituelle des morts à intervalle régulier en pays orthodoxe. Il s'effectue au nom des « martyrs » de la Légion, mais aussi, plus simplement, au nom de ceux qui étaient « morts dans la foi légionnaire », sans circonstances héroïques particulières, banalisant ainsi le légionarisme comme religion. Enchaînant immédiatement sur ce rituel spirituel, morbide et guerrier, le contenu des réunions nous plonge au contraire dans deux types de déterminations propres au fascisme : le quotidien jusque dans ses moindres détails et sa totale politisation.

Le nid, et comment le pratiquer : une idéologie « en situation »

« Un programme ne peut pas être une combinaison de théories prises dans les nuages. Il doit se fonder sur des réalités qui font mal, appartenant à notre peuple roumain. [...] Vous cherchez des programmes ? Ils se trouvent sur les lèvres des foules. Vous feriez mieux de chercher des hommes²³. »

- 21 L'élaboration idéologique dans un contexte d'articulation charismatique entre attentes de la société et offre politique du chef fasciste ne pourrait être mieux exprimée. Suivons donc Codreanu dans l'élaboration des cadres de cette idéologie interactive, faite d'échange entre sommet et base.

- 22 Le but premier du nid est d'arracher le légionnaire à son cadre familial : il lui fournit de nouvelles structures et des activités d'encadrement. Ainsi, l'homme nouveau qui se fabrique au sein du nid n'entretient qu'un rapport second avec les cadres traditionnels de la famille, de l'Église, de l'Armée et de l'État. Max Weber avait très tôt défini le groupement charismatique comme exclusif de tous les autres liens sociaux, et notamment familiaux.
- 23 La relation du légionnaire avec l'Église instituée et avec la religion traditionnelle est, malgré la façade, assez lointaine. Le légionnaire enchâsse la messe du dimanche matin dans une marche paramilitaire en compagnie de ses camarades de nid. Significativement, le *Bréviaire* ne la traitait que de façon fugace :
- « Le dimanche et les jours de fête les nids de toutes les catégories [...] doivent s'habituer à partir en marche. [...] »
- « Durant la messe, qu'ils s'arrêtent à l'église qu'ils trouvent sur le chemin. Qu'ils s'arrêtent chez leurs camarades des villages voisins. La marche est saine. La marche repose et refait le nerf et l'âme humains. Mais par-dessus tout, la marche est le symbole de l'action, de l'exploration, de la conquête légionnaires²⁴. »
- 24 Le dimanche n'est certainement pas le jour du Seigneur et sa matinée n'est que très accessoirement le moment de la messe. L'expérience mystique, la tension spirituelle, le légionnaire les a connues la veille, dans la séance du nid, à la fois église et école, école de l'Église fasciste sur terre. Le dimanche est le jour des travaux pratiques et de la détente sportive. Ceux-ci se déroulent accessoirement dans l'église traditionnelle, plus pour montrer aux chrétiens ordinaires la supériorité des croisés légionnaires bottés et en uniforme que pour vivre une impossible deuxième expérience spirituelle après celle de la veille.
- 25 Évidemment, cette règle connaissait de sérieuses inflexions en milieu rural, où la pratique religieuse des légionnaires contribuait à attirer des militants²⁵. Mais les témoignages confirment l'occupation paramilitaire dominicale en ville, parfois même à la campagne²⁶. Même lorsque Codreanu se contredit dans le *Bréviaire*, il le fait selon des modalités qui reviennent à la pratique de la religion politique :
- « Point 54.
[...]
[...] dans les séances du nid, qui se tiennent dans tout le pays le samedi soir, on fera des prières et on incitera tous les légionnaires pour que le lendemain, dimanche, ils aillent à l'église.
Notre patron est le Saint Archange Michel. On doit avoir son icône dans nos maisons, et dans les temps difficiles lui demander son aide et Il ne nous abandonnera jamais²⁷. »
- 26 La fidélité première revient, quel que soit le comportement le dimanche matin – paramilitaire ou fidéiste –, à la Légion et à son saint patron spécifique.
- 27 Le nid suppléait aussi les éventuelles carences ou rejets familiaux envers ses membres, même si la famille était simplement indifférente sans être hostile à la Légion. Comme tout légionnaire était également un prosélyte, il se devait d'entraîner ses proches : son choix politique était aussi un choix global qui ne pouvait pas les laisser indifférents. Le meilleur exemple, que tous les légionnaires se devaient d'imiter, était celui de Codreanu lui-même, qui finit par attirer son père dans la Légion dès 1930. Mais des instructions plus générales allaient dans ce sens, comme cette circulaire citée par la grande note de synthèse de janvier 1930 :

« Dans la famille, l'épouse doit convaincre son mari, le père son enfant, l'enfant sa mère. Tout ce qui est roumain doit être une seule âme²⁸. »

28 Le recrutement parmi les femmes et les jeunes renversait parfois les relations d'autorité au sein des familles, comme ces épouses ou ces enfants entraînant maris et pères dans la Légion. La mobilisation totalitaire jusque dans l'intimité aboutissait logiquement à l'endogamie légionnaire :

« je veux encourager les mariages des légionnaires avec les légionnaires, ayant au fondement de l'union, non pas la seule appréciation des beautés physiques, mais surtout celle des brillantes caractéristiques de l'âme légionnaire²⁹. »

29 Au printemps 1937, il avait aussi prévu une reprise en main des femmes légionnaires, car seulement une trentaine d'entre elles sous la direction de Nicoleta Nicolescu étaient « fanatiques, "désespérées" », tandis que la structuration idéologique des autres laissait à désirer, surtout une dernière catégorie que le *Căpitan* prévoyait de mettre « sous le contrôle d'une dame très sévère³⁰ » !

30 Malgré ce regard du chef sur la vie des nids, surtout des plus grands, ces derniers restaient tout de même les lieux du recrutement discret, de la vie quotidienne et de l'endoctrinement progressif des masses ; bref, de la dynamique de bas en haut. La reprise en main par la hiérarchie et l'ouverture publique sur la société en vue d'acquérir visibilité, popularité et discipline passaient par d'autres structures de socialisation politique, comme les grands camps de travail volontaire pour les militants et les sièges du parti et du mouvement pour le sommet de la hiérarchie partisane.

Des lieux plus vastes, mais moins nombreux : les camps de travail

31 Avant la création de la Légion en 1927, les camps de travail³¹ de la période de la LANC, tels que la briqueterie d'Ungheni en Moldavie et le potager attenant, étaient destinés à la construction du foyer culturel des étudiants de Iași et avaient connu un certain succès. Plusieurs raisons se combinaient dans cet engouement. Les élites paternalistes des grandes familles y trouvaient une activité sociale « saine », qui promouvait le milieu étudiant nationaliste au détriment des étudiants de gauche. La paysannerie aidait ainsi une œuvre dont pouvaient bénéficier les enfants qu'elle envoyait, avec de grandes difficultés, étudier en ville. Quant aux fonctionnaires, ils contribuaient à pallier la carence des investissements publics dans un pays sous-équipé. Enfin, comme le rappelle Codreanu, ces camps bâtissaient une éthique du travail³² et mobilisaient la bonne volonté gratuite de chacun dans un but de propagande en faveur de la fusion des Roumains de toutes les catégories sociales et de toutes les provinces, notamment nouvellement annexées :

« Ces dons étaient autant de témoignages de la sympathie que notre mouvement suscitait dans toutes les classes sociales. De nombreuses photographies représentaient des scènes de nos camps de travail, montrant comment les étudiants et les étudiantes construisaient leur maison. [...] Ce camp de travail fut une occasion de rencontre pour les étudiants de Bucarest, de Bucovine, de Bessarabie et de Transylvanie³³. »

32 Ce mélange de propagande moderne – avec les photographies des camps qui nourrissaient la presse du mouvement – et de travaux traditionnels dans un but national, devait créer une structure d'embrigadement au bénéfice des jeunes

cuzistes sous la direction de Codreanu. Valentin Săndulescu, qui leur a consacré un article, rappelle aussi la dimension évidente d'une activité physique intensive, de sa valeur concrète et symbolique dans la régénérescence de l'espace national contre les ferments de décadence³⁴ représentés par ses ennemis communistes, libéraux et juifs, et leurs lieux de déperdition urbains. Le légionnaire George Macrin, auteur d'une étude sur le camp, évoque « un État en miniature » et l'harmonie interclasse et inter-âges³⁵.

- 33 Après la création de la Légion en 1927, Codreanu reprit l'activité des camps là où il l'avait laissée, à la briqueterie d'Ungheni, espérant relancer l'enthousiasme des étudiants et défier les autorités en rappelant son assassinat du préfet de police Constantin Manciu en 1924 qui avait tenté de fermer le camp, crime pour lequel il avait été triomphalement acquitté l'année suivante. La massification précédant et surtout suivant l'assassinat du Premier ministre Ion Gheorghe Duca en décembre 1933 – qui avait aussi interdit le Mouvement légionnaire dans le contexte de l'arrivée au pouvoir d'Hitler – relancèrent les projets de travail régénérateur en commun³⁶. L'année 1935 fut consacrée à se racheter une réputation en justifiant *a posteriori* le meurtre par un travail d'intérêt public dont l'État était supposé se désintéresser. Le travail s'effectuait soit à l'échelle des grands camps de travail – d'au moins trente participants et d'une durée minimale d'un mois, comportant un commandant pour diriger et un *politruk* dénommé missionnaire pour l'endoctrinement, les deux nommés par le centre –, soit à l'échelle plus modeste des chantiers locaux d'au moins cinq légionnaires travaillant trois jours ou plus³⁷. De quatre camps en 1934, leur nombre passa à cinquante en 1936, sans compter les quelques cinq cents chantiers de taille plus modeste³⁸.
- 34 L'exemple de chantier cyclopéen fut l'aménagement du littoral dans le cadre du camp de Carmen-Sylva, initié par la circulaire du 31 mai 1935³⁹ et qui a abouti, à l'époque communiste, à la station balnéaire d'Eforie nord. L'organisation de l'approvisionnement fut celle d'une opération de logistique militaire, comme d'habitude fondée sur les contributions volontaires des légionnaires dont le chef se désintéressait du coût, mais qui lui permettait en fait de mobiliser toute la région de la Dobroudja où la Légion recrutait parmi les Aroumains (ou Macédo-Roumains) insatisfaits – ces latinophones subsistant dans les montagnes des Balkans après les invasions slaves du VI^e siècle et colonisés en Roumanie après les guerres balkaniques sous prétexte de similitude linguistique. Le camp vit se succéder plusieurs équipes de deux cents légionnaires sous le commandement direct de Codreanu, logeant dans deux maisons en pierre, sept baraquements en dur, cinq tentes, utilisant six cuisines, cinq puits, une cave creusée dans la rive, tandis que le chemin qui menait du camp à la mer avait été baptisé « le chemin du Roumain de demain »⁴⁰.
- 35 Par des circulaires de la mi-juin 1937, Codreanu annonça la suppression des camps par les autorités ; il refusa de les soumettre à la direction de l'Office d'éducation de la Jeunesse roumaine (OETR), l'organisation officielle des « veilleurs » (*străjeri*)⁴¹, terme plus slave et archaïque censé combattre le modernisme de la Garde de fer à partir de mai 1934. Cette mesure s'inscrit dans la lutte électorale durant laquelle le pouvoir royal tenta de priver la Légion de ce puissant outil de propagande et de formation politique qu'étaient les camps.

Les centres nerveux : sièges du Parti, Maison des légionnaires

- 36 La division entre Mouvement militant et Parti officiel se lit dans la dualité spatiale d'un centre bicéphale.
- 37 Le parti eut plusieurs sièges successifs. Le deuxième chef du Mouvement légionnaire, Horia Sima, en fait un compte rendu assez détaillé que nous suivons ici⁴². Un geste important fut l'installation à Bucarest le 8 novembre 1930, jour symbolique de l'Archange Michel, au numéro 40 de la principale artère du vieux Bucarest, Calea Victoriei (rue de la victoire). Il s'agissait de conquérir la capitale pour conquérir le pays en se légitimant au centre et en déjouant les décisions politiques hostiles. Codreanu devait aussi habiter la capitale parce qu'il avait été élu député à l'Assemblée nationale.
- 38 Le deuxième siège se trouvait dans le centre de Bucarest, en face du parc de Cișmigiu, 3 rue Gutenberg, près des grands axes du XIX^e siècle, et notamment du boulevard Elizabeta. Il s'agissait de la maison du général Gheorghe « Zizi » Cantacuzino, un personnage haut en couleurs et un des (nombreux) anciens amants de la reine Marie, devenu après le procès d'avril 1934 des trois assassins de Duca (les « Nicadors ») et la mise en retrait de Codreanu le Président honorifique de la façade partisane du Mouvement légionnaire, le Parti « Tout pour le Pays ». La résidence du général était devenue un siège *de facto* en décembre 1933, parce qu'il accueillait les légionnaires qui fuyaient la police après la dissolution du Mouvement légionnaire le 9 décembre (pour leur interdire de participer aux élections législatives), les forces de l'ordre n'osant pas fouiller son domicile. Après l'assassinat de Duca à la fin du mois, ce rôle protecteur devint encore plus utile. En 1935, le Mouvement y installa aussi son épicerie coopérative, destinée à éviter le commerce juif, puis un restaurant en juillet 1937⁴³.
- 39 Mais ce siège était devenu trop petit pour l'activité intense consécutive à la popularité du mouvement à partir de 1936. Seule l'aile droite de la maison était utilisée pour les activités purement politiques des légionnaires, soit deux pièces en enfilade, la première servant de secrétariat, la deuxième de bureau pour Codreanu⁴⁴. Pour garder le siège dans cette maison à forte portée symbolique et stratégique, Codreanu envisagea la construction d'un siège de plusieurs étages sur l'emplacement des dépendances qui se trouvaient sur son aile gauche et qui furent donc démolies. Le nouveau siège fut construit et hors d'eau en un temps record, entre juillet et septembre 1937, avec un emprunt auprès des militants et du travail gratuit, ce qui donna l'occasion à une circulaire triomphaliste de Codreanu, évoquant « les fières murailles de cette maison qui vous salue tous de son profil de jeunesse et de grandeur⁴⁵ ». Dans les fondations du nouveau bâtiment avaient été insérées des pierres prélevées sur le monument antique du Tropaeum Trajani d'Adam Clisi dans la Dobroudja roumaine, pour « "symbolise[r] le lien spirituel entre les deux catégories de légionnaires de l'histoire : les légionnaires roumains et les légionnaires romains" ».
- 40 Si le parti siégeait dans le vieux Bucarest, le Mouvement légionnaire possédait aussi son espace, symboliquement implanté dans le quartier périphérique du Nouveau-Bucarest (Bucureștii-Noi) : la « Maison verte »⁴⁶. Les travaux commencèrent en août 1933 sous la forme d'un camp de travail en vue d'une sorte d'« hôtel des invalides » légionnaires, bâti comme une maison pour les légionnaires blessés à la suite des luttes politiques et de la répression policière. Dans la symbolique morbide et rédemptrice du fascisme,

Codreanu avait aussi pour but d'en faire un Mausolée aux légionnaires tombés pour la cause :

« "Et s'ils doivent nous tuer, préparons déjà le lieu de notre dernier repos"⁴⁷. »

- 41 Comme tous les camps de travail, celui de la Maison verte devint surtout une occasion de propagande, qui plus est dans la capitale politiquement quadrillée par les légionnaires, ici à sa périphérie :

« La nation entière se trouvait représentée ici. LES DIFFÉRENCES DE CLASSE SOCIALE AVAIENT DISPARU. Subsistait seulement l'effort en commun pour sauver la patrie. »

- 42 La maison fut hors d'eau dès novembre 1933.

- 43 La Maison verte fut l'aboutissement de la grande marche de propagande que fut en février 1937 la procession funéraire des deux chefs légionnaires tombés un mois plus tôt dans la guerre civile espagnole du côté franquiste, Ion Moța – le beau-frère de Codreanu – et Vasile Marin, un des intellectuels interne du Mouvement, les deux juristes de leur métier. Le catafalque monumental construit au siège légionnaire donna lieu d'ailleurs à un miracle, puisqu'un premier exemplaire en bois brûla entièrement à l'exception de la croix, ce qui permit d'ailleurs de le reconstruire en béton :

« Un miracle s'est produit.

Prise au milieu des flammes immenses, la Croix appuyée à trois pieux en bois est restée intacte. À l'exception de ces trois pieux, qui appuient la Croix, et des pieds du baldaquin, tout a brûlé et s'est écroulé. »

« Le baldaquin sera refait en béton, et la Croix et les pieux qui la soutenaient seront gardés par les légionnaires comme une preuve de la puissance de Dieu⁴⁸. »

- 44 La Légion mêlait ainsi une fois de plus les signes les plus archaïques – le miracle divin – et les plus modernes, passant ainsi d'un matériau traditionnel à un matériau moderne. Ce sommet de la présence politique légionnaire dans la capitale, directement surveillé apparemment par le roi Carol II lui-même, donna lieu à la seule rencontre entre ce dernier et Codreanu, en vue de placer sous contrôle le Mouvement légionnaire sous le prétexte de le promouvoir : Codreanu déclina et comprit, à l'occasion, qu'une lutte à mort s'engageait avec le roi⁴⁹. Cette dernière phase de sa vie avant son emprisonnement en avril 1938 et son assassinat en novembre, il la passa dans la Maison verte, avec sa femme Elena et la petite fille que le couple avait adoptée, Cătălina. Dans l'enceinte de la maison se trouvait donc le catafalque avec les dépouilles de Ion Moța et de Vasile Marin ; les restes de Codreanu et des autres chefs légionnaires assassinés avec lui le 30 novembre 1938 vinrent les rejoindre en novembre 1940, après la cérémonie du ré-enterrerment survenue lors du bref passage au pouvoir du Mouvement légionnaire aux côtés du général Ion Antonescu, entre septembre 1940 et janvier 1941.

- 45 Les épilogues de l'existence de ces deux symboles survinrent après 1989. En décembre 1999, la Maison verte brûla – les pompiers y trouvèrent, dans la maçonnerie, un pistolet de marque Steyer de 1915 –⁵⁰, et en mai 2010, la maison du général Cantacuzino fut démolie après plusieurs volte-face des autorités pour la classer : l'argument de la destruction de l'ancien siège du mouvement fasciste roumain joua en faveur de sa démolition⁵¹.

Conclusion

46 La cellule de base du Mouvement légionnaire roumain est le nid ; son rôle est composite, combinant fonctions de mobilisation, d'encadrement et de régulation selon la conjoncture politique, notamment en période de répression, donc de passage à la clandestinité. L'ouverture du mouvement sur la société en vue d'acquiescer de la visibilité, de se massifier et d'établir l'autorité de la hiérarchie sur les militants issus des nids locaux passe par d'autres structures de socialisation politique, comme les grands camps de travail volontaire pour les militants et les sièges du parti et du mouvement pour le sommet de la hiérarchie partisane. Cette problématique des lieux de politisation fascistes doit constamment intégrer la dimension de mobilisation et de subversion révolutionnaires tant que la prise du pouvoir ne s'est pas effectuée. Or, cette dernière n'advint jamais totalement et se limita à une cohabitation avec le réactionnaire général Antonescu qui réprima une deuxième fois les fascistes en janvier 1941, avant la répression communiste massive de la fin des années 1940. Ce n'était pourtant pas faute d'avoir essayé : tacitement, l'embrigadement dans les structures de la Légion, notamment dans les nids et dans les camps de travail d'été, détournait *de facto* les jeunes de leurs cadres familiaux et scolaires. Mais finalement, le défi de l'organisation des masses rurales dispersées et politiquement incultes dans un parti n'a pas été relevé avec succès par la Garde de Fer. La structuration pérenne des simples « émotions » qui avaient abouti à la révolte agraire de 1907 pouvait pourtant se concevoir après l'effort d'embrigadement de la guerre. Mais on revient alors à la combinaison de la légitimité et de la conjoncture économique, la gravité de la seconde ne pouvant pas compenser la faiblesse de la première. Il est vrai toutefois que l'ébranlement des structures traditionnelles lors de la guerre et de la crise jouait en faveur des nouveaux partis de masse, et la Garde de Fer tenta de cumuler l'avantage récent accordé aux sociétés politiques populaires grâce au suffrage universel, et l'idéologie traditionaliste, voire archaïsante, du sang et du sol, de l'histoire mythifiée des héros roumains. Héritier des deux courants, démocratique et traditionaliste, Codreanu aspirait à la subversion réciproque des deux au bénéfice de la nouvelle élite générationnelle, populaire et révolutionnaire des petites classes urbaines dont il était issu, mais au nom des incontournables valeurs qu'étaient encore la monarchie autoritaire et ses adjutants plus ou moins soumis, l'Église, l'administration et l'armée. Ces dernières finirent par l'emporter sur le double front de la démocratie libérale et du populisme fasciste de l'homme nouveau transfiguré dans les nouveaux lieux de mobilisation politique.

NOTES

1. Voir une définition de ce mouvement interprétatif chez Roger Griffin, « The Primacy of Culture: The Current Growth (or Manufacture) of Consensus within Fascist Studies », *Journal of Contemporary History*, 37(1), 2002, p. 21-43. Ses réalisations les plus achevées se trouvent dans les

publications de George Mosse, Stanley Payne et Emilio Gentile – ce dernier avec l'aspect particulier du fascisme comme religion politique.

2. Nicholas Nagy-Talavera, *Green Shirts and others, A History of Fascism in Hungary and Romania*, Stanford, Hoover Institution Press, 1970 ; Armin Heinen, *Die Legion « Erzengel Michael » in Rumänien: soziale Bewegung und politische Organisation, ein Beitrag zum Problem des internationalen Faschismus*, Munich, Oldenburg, 1999 ; Francisco Veiga, *Istoria Garzii de Fier. Mistica ultranationalismului* (L'Histoire de la Garde de Fer. La mystique de l'ultra-nationalisme), Bucarest, Humanitas, 1995 ; Constantin Iordachi, « Charisma, Politics and Violence : The Legion of the "Archangel Michael" in Inter-war Romania », *Trondheim Studies on East European Cultures & Societies*, décembre 2004 ; Traian Sandu, *Un Fascisme roumain. Histoire de la Garde de fer*, Paris, Perrin, 2014 (voir notamment les pages 257-269 pour la présente étude).

3. Valentin Săndulescu, « "Taming the Body": Preliminary Considerations Regarding the Legionary Work Camps System (1933-1937) », *Historical Yearbook*, vol. V, 2008, pp. 85-94 ; Roland Clark, *Holy Legionary Youth: Fascist Activism in Interwar Romania*, Ithaca, Cornell University Press, 2015.

4. Ferdinando Cordova, *Legionari et arditi dannunziani*, Rome, ed. Manifestolibri, 2007.

5. Traian Sandu, « Fascism in Central Europe: Big Fascisms in (Not That) Small Countries », dans Ismael Saz, Zira Box, Toni Morant et Julià Sanz, *Reactionary Nationalists, Fascists and Dictatorships in the Twentieth Century. Against Democracy*, London, Palgrave Macmillan, 2019, p. 221-238.

6. Oliver Jens Schmitt, *Corneliu Zelea Codreanu, ascensiunea și căderea "Capitanului"* (Corneliu Zelea Codreanu, l'ascension et la chute du «Capitaine»), Bucarest, Humanitas, 2017.

7. Constantin Iordachi, *op. cit.*, pp. 72-83.

8. Corneliu Zelea Codreanu, *Circulări și manifeste 1927-1938* [Circulaires et manifestes 1927-1938], 5^e éd., Munich, coll. Europa, 1981, ici pp. 105-106. Une autre illustration se trouve chez Codreanu, *Cărticica șefului de cuib* [Bréviaire du chef de nid], Sibiu, 1937 [éd. originale juillet 1933], consultable sur le site néo-légionnaire <https://miscarea.net/carticica.htm> [lien consulté le 19/04/2023].

9. Rapport de l'Inspection générale de Police et de Sûreté du 20 décembre 1926, avec en annexe l'appel de la LANC, dans Ioan Scurtu *et al.*, *Totalitarismul de dreapta în România. Origini, manifestări, evoluție* [Le Totalitarisme de droite en Roumanie. Origines, manifestations, évolution], vol. I, 1919-1927, 1996, doc. n° 152, pp. 575-581.

10. Corneliu Zelea Codreanu, *La Garde de Fer*, titre original : *Pentru legionari* (Pour les légionnaires), Sibiu, 1936. Paru en français sous le titre *La Garde de Fer*, Paris, Ed. Prométhée, 1972, ici pp. 313-314.

11. Corneliu Zelea Codreanu, *Cărticica șefului de cuib* [Bréviaire du chef de nid], Sibiu, 1937 [éd. originale juillet 1933], consultable sur le site néo-légionnaire <https://miscarea.net/carticica.htm>.

12. Ioan Scurtu *et al.*, *Ideologie și formațiuni de dreapta în România* [Idéologie et formations de droite en Roumanie], vol. II, 25 juin 1927 ☞ 2 janvier 1931, 2000, circulaire attachée à la note de la Direction générale de la Police du 10 janvier 1930, doc. n° 97, pp. 195-197, ici pp. 196-197. Voir aussi le rapport de la DGP d'avril 1932, Ioan Scurtu *et al.*, *op. cit.*, vol. III, 5 janvier 1931 ☞ 7 juin 1934, 2002, doc. n° 28, pp. 92-97 : « En janvier 1931, l'organisation de la Légion "l'Archange Michel" avait dans tout le pays 11 bataillons. »

13. Points 1 et 2 de Corneliu Zelea Codreanu, *Cărticica...*, *op. cit.*

14. Corneliu Zelea Codreanu, *Cărticica...*, *op. cit.*, point 5.

15. Corneliu Zelea Codreanu, circulaire sans date, classée à 1933, Archives nationales historiques centrales (plus loin, sous acronyme roumain : ANIC), Interne-Diverse, vol. 9/1933, 1^{ère} partie, f. 69.

16. Corneliu Zelea Codreanu, *Cărticica...*, *op. cit.*, point 40.

17. Corneliu Zelea Codreanu, *La Garde de Fer...*, *op. cit.*, pp. 313-314.

18. *Ibid.*, pp. 314-315.

19. *Ibid.*, p. 316.
20. Rapport de l'Inspection générale de Police et de Sûreté du 20 décembre 1926, loc. cit., ici p. 581.
21. Corneliu Zelea Codreanu, *La Garde de Fer...*, *op. cit.*, p. 317.
22. Corneliu Zelea Codreanu, *Cărticica...*, *op. cit.*, point 7 (« La vie du nid »).
23. Corneliu Zelea Codreanu, *Cărticica...*, *op. cit.*, point 87 (« Le programme et l'âme »). Voir aussi *La Garde de fer*, *op. cit.*, « Notre programme », pp. 281-284.
24. Corneliu Zelea Codreanu, *Cărticica...*, *op. cit.*, point 16 bis.
25. Interview de Constantin Teja du 10 mai 2000 dans *Țara, Legiunea, căpitanul. Mișcarea legionară în documente de istorie orală* [Le pays, la Légion, le capitaine, le Mouvement légionnaire dans les documents d'histoire orale], sous la direction de Mariana Conovici, Silvia Iliescu et Octavian Silvestru, Bucarest, Ed. Humanitas, coll. « Radio România », 2008, pp. 89-90, ici p. 89 : « Je voyais ce que faisaient les légionnaires, à la campagne on pouvait les voir le dimanche habillés de leur belle chemise verte, une fois qu'ils quittaient l'église, car ils n'avaient pas le droit de manquer la messe. »
26. Voir, entre autres, le témoignage de Tudor Bradu, « Printre legionarii mușchetari » [Parmi les légionnaires mousquetaires], dans Gabriel Stănescu, *Corneliu Zelea Codreanu și epoca sa* [Corneliu Zelea Codreanu et son époque], Bucarest, Ed. Criterion, 2001, p. 25. Voir le compte rendu du 20 avril 1936 de l'IRP de Timișoara au DGP, ANIC, DGP, vol. 5/1936, f. 103 et suiv., ici f. 104 : les légionnaires « [utilisent] pour tout ceci [travail de propagande et d'organisation] les dimanches et les fêtes quand les villageois ne sont pas occupés au travail des champs ».
27. Corneliu Zelea Codreanu, *Cărticica...*, *op. cit.*, point 54.
28. Rapport de synthèse du Service secret d'informations de janvier 1930, dans Ioan Scurtu *et al.*, *op. cit.*, vol. II, doc. n° 100, pp. 204-219, ici p. 212.
29. Circulaire n° 86 de Codreanu du 18 août 1937, Codreanu, *Circulări și manifeste 1927-1938* [Circulaires et manifestes 1927-1938], 5^e éd., Munich, coll. « Europa », 1981, pp. 168-169.
30. Note du 19 mars 1937 de la Direction générale de la Police (DGP), ANIC, DGP, vol. 9/1937, f. 284-288, ici f. 288.
31. Voir Valentin Săndulescu, loc. cit.
32. *Ibid.*, p. 86 et suiv.
33. Corneliu Zelea Codreanu, *La Garde de fer...*, *op. cit.*, p. 237.
34. Valentin Săndulescu, loc. cit., p. 85.
35. Cité dans Valentin Săndulescu, loc. cit., p. 92.
36. Voir le ton apocalyptique et régénérateur de la circulaire de Codreanu du 10 juillet 1933 contenue au début du chapitre « La digue de Vișani » de *La Garde de fer* (*op. cit.*, p. 432).
37. « Le devoir de l'étudiant », circulaire du 31 mai 1935, Corneliu Zelea Codreanu, *Circulări și manifeste...*, *op. cit.*, pp. 39-42.
38. Valentin Săndulescu, loc. cit., p. 85.
39. Corneliu Zelea Codreanu, *Circulări și manifeste...*, *op. cit.*, pp. 38-39.
40. Album photographique *Tabăra de muncă* [Le camp de travail], Bucarest, Tipografia Ziarului Universul S. A., 1936, avec une préface et des photographies commentées par Mihail Polihroniade, Ioan Scurtu *et al.*, *op. cit.*, vol. IV, doc. n° 141, pp. 253-256 ; rapport téléphonique de la police de Constanța du 17 août 1935, Ioan Scurtu *et al.*, *op. cit.*, vol. IV, 7 juillet 1934 ☞ 30 mars 1938, 2003, 448pp, doc. n° 51, pp. 123-124.
41. Circulaires n° 75 et 76 des 13 et 14 juin 1937, Corneliu Zelea Codreanu, *Circulări și manifeste...*, *op. cit.*, pp. 140-141 et 141-142.
42. Horia Sima, *Istoria mișcării legionare* [L'Histoire du mouvement légionnaire], Timișoara, Ed. Gordian, 1994 (traduction du français *Histoire du Mouvement Légionnaire*, I. 1919-1937, Ed. Dacia,

Rio de Janeiro, 1972, ici citée d'après la version disponible en ligne : https://archive.org/details/IstoriaMiscariiLegionare_581 [lien consulté le 19/04/2023] : p. 68 et suivantes.

43. *Ibid.*, p. 133 et p. 226.

44. *Ibid.*, p. 239, et les suivantes pour ce qui suit.

45. *Ibid.*, p. 240.

46. Ce qui suit s'inspire du même ouvrage de Horia Sima, ici p. 69 et suiv.

47. *Ibid.*

48. Corneliu Zelea Codreanu, communiqué du 18 juin 1937, *Circulaires...*, *op. cit.*, p. 146.

49. Traian Sandu, *op. cit.*, p. 131-133.

50. Ziu.ro du 3 décembre 1999 : <http://www.ziua.ro/display.php?data=1999-12-03&id=35161> [lien consulté le 19 janvier 2023].

51. Ziare.com du 16 mai 2018 : <https://ziare.com/nicuser-dan/candidat-primaria-bucuresti/casa-printului-gheorghe-cantacuzino-a-fost-demolata-ilegal-iar-primaria-ar-putea-fi-obligata-sa-o-reconstruiasca-1513905> [lien consulté le 19/04/2023].

RÉSUMÉS

La cellule de base du Mouvement (fasciste) légionnaire roumain est le nid ; son rôle est composite, combinant fonctions de mobilisation, d'encadrement et de régulation selon la conjoncture politique, notamment en période de répression, donc de passage à la clandestinité. Avec la massification, d'autres structures de socialisation politique apparaissent, comme les grands camps de travail volontaire pour les militants, les sièges du Mouvement pour le sommet de la hiérarchie partisane, dont la visibilité correspondait moins bien au caractère subversif et violent du mouvement, mais qui devaient le propulser vers une victoire totale qui n'advint finalement pas.

The basic cell of the Fascist Romanian Legionary Movement was the nest: its role was composite, combining mobilization, management, and regulation functions according to the precise political situation, particularly during periods of repression when it was necessary to go underground. With the massification of the movement, other structures of political socialization appeared, such as large voluntary work camps for militants and logistical headquarters at the top of the partisan hierarchy. The visibility of these corresponded less well to the subversive and violent character of the movement, but were supposed to propel it towards a total victory, a victory that ultimately did not occur.

INDEX

Mots-clés : fascisme, Roumanie, histoire politique, entre-deux-guerres, Mouvement légionnaire, Garde de fer

Keywords : fascism, Romania, political history, interwar period, Legionary Movement, Iron Guard

AUTEUR

TRAIAN SANDU

Agrégé et docteur en histoire, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, Traian Sandu est professeur agrégé au Centre interuniversitaire d'études hongroises de l'Université de Paris 3 - Sorbonne Nouvelle. Il est l'auteur d'une thèse de relations internationales publiée en 1999 sur *Le Système de sécurité français en Europe centre-orientale, l'exemple roumain* et d'une thèse d'habilitation à diriger les recherches sur *Le Fascisme roumain* (parue en 2014 aux Éditions Perrin, traduite en roumain, Cartier, 2019). Il a été membre de la commission de publication des Documents diplomatiques français pour les années 1920 au Quai d'Orsay. Il a actuellement diversifié son champ de recherche en s'intéressant aux études impériales en Europe. Il est aussi l'auteur d'une *Histoire de la Roumanie* chez Perrin (Paris) en 2008, traduite en bulgare, ainsi que d'une biographie de Ceaușescu à paraître en 2023, chez Perrin également.

Le manuel scolaire comme lieu d'expression du politique ? L'exemple du traité de Trianon et de l'Union d'Alba Iulia dans les manuels scolaires hongrois et roumains (1945-1990)

Textbooks as Political Expression? The Example of the Treaty of Trianon and the Assembly of Alba Iulia in Hungarian and Romanian Textbooks, 1945-1990

Jérémy Floutier

- 1 Traumatisme collectif pour les Hongrois et accomplissement d'un rêve national pour les Roumains, le transfert de la Transylvanie élargie du royaume de Hongrie vers le royaume de Roumanie au lendemain de la Grande Guerre a comme caractéristique de constituer une profonde rupture entre les deux romans nationaux depuis plus d'un siècle. Le traité de Trianon, signé le 4 juin 1920, officialise la dislocation de la Hongrie historique, avec entre autres le transfert de 103 000 km² vers la Roumanie. Parmi les traumatismes existant dans la mémoire collective hongroise, le traité de paix représente la plus profonde blessure et une véritable tragédie nationale¹. Près d'un tiers des Hongrois se retrouvent alors citoyens d'un autre État, alors qu'une partie significative vit à la lisière de la frontière dans des régions majoritairement hongroises. De tous les territoires perdus, ceux transférés à la Roumanie ont la plus grande superficie et abritent la plus grande communauté magyarophone, bien que lors du recensement de 1910 – le plus favorable aux Hongrois –, 34 % des habitants de la Transylvanie historique se déclarent Hongrois, 55 % Roumains et 8,7 % Allemands². L'ajout du poids émotionnel et historique de la région dans la construction nationale hongroise permet aisément de comprendre le déchirement causé par sa perte³. L'Assemblée nationale d'Alba Iulia (Gyulafehérvár – Karlsburg) du 1^{er} décembre 1918

incarne en Roumanie l'un des moments culminants du roman national et l'avènement de l'État-nation⁴. La Grande Roumanie (*România Mare*) voit alors le jour avec l'intégration de la Transylvanie élargie, ainsi qu'avec l'acquisition de la Bessarabie et de la Bucovine⁵. Bien que faisant référence à un seul et même événement, deux mémoires parallèles se construisent en Hongrie et en Roumanie.

- 2 Au cours de l'entre-deux-guerres, le révisionnisme fait consensus au sein de la société hongroise, alors que le maintien des acquis territoriaux fait également l'unanimité chez les Roumains. De part et d'autre de la frontière, l'école est alors mobilisée afin de sanctuariser le territoire national et représente en ce sens un lieu du politique. Le manuel scolaire constitue alors l'une des interfaces privilégiées de transmission du discours révisionniste d'un côté et de défense de l'intégrité territoriale de la Grande Roumanie de l'autre. L'installation au pouvoir de régimes communistes dans les premières années suivant la fin de la Seconde Guerre mondiale entraîne de profonds changements dans le rapport aux questions territoriales, ainsi qu'envers les désormais « peuples frères », unis de force dans le camp socialiste sous domination soviétique.
- 3 Interroger le manuel scolaire d'histoire, cette « fausse évidence historique », fournit un éclairage sur la construction mémorielle, mais également sur les relations internationales⁶. L'étude délaisse la question de la réception des manuels et de leur usage pour se consacrer au contenu des livres scolaires en tant qu'expression de l'histoire officielle⁷. Une attention particulière est également portée aux historiens chargés de leur rédaction, où de succincts éléments biographiques permettent de mieux comprendre la relation avec le régime de ces auteurs produisant « une histoire sous surveillance⁸ ». Une double analyse comparative des lieux de pouvoir est proposée. Le traité de paix de Trianon et l'Assemblée d'Alba Iulia sont deux lieux de décision politique, l'évolution de leur perception traduit d'une part la nature des relations roumano-hongroises et de l'autre le rapport entretenu par le régime avec ce moment charnière de l'histoire de ces deux nations. Mais comment gérer l'héritage de ces deux événements profondément clivants ? Quelle mémoire entretenir de ce territoire clé dans les constructions nationales hongroise et roumaine ? Il s'agit ici de tenter de se saisir des raisons amenant à l'évolution des interprétations relatives au transfert de la Transylvanie élargie et de les expliquer à la lumière des contextes politiques locaux et internationaux.

Une convergence forcée sous le signe de « l'internationalisme »

- 4 Dès 1945, les gouvernements provisoires – et tout particulièrement en Hongrie – accordent un intérêt manifeste à la révision des manuels scolaires. Pour preuve, le ministre des Cultes et de l'Instruction Géza Teleki (1911-1983) transmet la directive suivante aux chefs d'établissement du pays en avril :

« Dans les livres d'histoire, les parties dans lesquelles la période faisant suite à la guerre de 1914-1918 est traitée doivent être retirées. Ces parties enlevées doivent être rassemblées et conservées sous verrous dans l'école. [...] Dans les manuels scolaires, il faut adapter le texte au fait que juridiquement, les frontières de la Hongrie furent fixées par les lignes géographiques dudit traité de Trianon et désignées par l'accord de cessez-le-feu avec les puissances alliées. Dans les manuels scolaires, il faut expliciter que c'est à l'intérieur de ces frontières que la

reconstruction doit être menée et ne pas tendre vers la récupération des territoires perdus⁹. »

- 5 Ces injonctions se retrouvent dans la publication d'une nouvelle série en 1945, rédigée par de jeunes historiens, non compromis avec le régime de Horthy, tels que Kálmán Benda (1913-1994), Domokos Kosáry (1913-2007) ou Gyula Mérei (1911-2002). Il est à noter que ces ouvrages n'adoptent pas le matérialisme dialectique comme fil rouge et traduisent la transition semi-démocratique traversée par le pays entre 1945 et 1948, bien qu'ayant vu le jour au sein de la maison d'édition du Parti communiste hongrois *Szakra* (« L'étincelle »)¹⁰.
- 6 Le démantèlement de la Hongrie n'est pas passé sous silence, puisque les deux manuels de 1945 – traitant des quatre périodes historiques – consacrent chacun une page et demie aux changements territoriaux. Dans une certaine perpétuation de la tradition hongroise, le contexte international est largement décrit. Le rôle des grandes puissances dans le règlement des différends territoriaux est rappelé et il est également rapporté que celles-ci sont contraintes de mener à bien leurs anciennes promesses faites aux Serbes, Tchécoslovaques et Roumains. Le ménagement de l'Ouest peut s'expliquer par le profil des auteurs, soucieux de rapprocher la Hongrie des démocraties ouest-européennes et exprimant une sincère francophilie, ce qui témoigne également de la relative liberté laissée aux auteurs dans la rédaction des manuels¹¹. La mise à profit de l'instabilité politique par les armées des États successeurs en gestation (Roumanie, Tchécoslovaquie, royaume des Serbes, Croates et Slovènes) afin de satisfaire leurs revendications territoriales est mise en exergue dans les deux ouvrages, tout comme l'absence de viabilité de la « Hongrie de saint Étienne », écartant toute approche sentimentale. La politique révisionniste fait l'objet d'âpres critiques, cette dernière étant considérée comme un moyen de dévier l'attention des Hongrois de la situation socio-économique du pays¹².
- 7 Le transfert de la Transylvanie et de la lisière de la Grande plaine est évoqué, tout comme les conséquences économiques du traité de paix. Domokos Kosáry et Gyula Mérei se distinguent en précisant que plus de 50 % de l'ancienne Hongrie et les deux tiers de sa population passent aux mains des États successeurs¹³. Or, c'est 71 % de l'ancienne Hongrie qui est perdue. Il semble difficile de mettre cette inexactitude sur le compte du manque de connaissances, les deux hommes étant deux des plus éminents historiens hongrois, mais celle-ci traduit très vraisemblablement la volonté d'atténuer la blessure du démantèlement de la Grande Hongrie. En Roumanie, ces manuels non marxistes publiés après 1945 ne voient pas le jour et les anciens ouvrages restent utilisés jusqu'à la publication du manuel dit de Roller en 1947¹⁴. Puisque rédigés avant 1945, ces derniers ne sont pas intégrés à la présente étude.
- 8 La prise de pouvoir totale des partis communistes en 1947-1948 introduit des changements de taille et nécessite l'édition de nouvelles séries au contenu radicalement différent. Dans les deux pays, une maison d'édition d'État voit le jour et dispose d'un monopole total sur le marché des livres scolaire jusqu'au changement de régime, avec un seul manuel d'histoire disponible dans le pays par classe. Le processus de rédaction et d'approbation est dès lors soumis au contrôle total du Parti, à l'instar de la production historiographique¹⁵. En Hongrie, deux livres scolaires, publiés en 1951 et 1957, symbolisent l'interprétation de l'histoire selon un prisme marxiste dogmatique et rigoriste. Lajos Lukács (1922-1998), auteur de l'ouvrage de 1951, travaille à partir de 1949 au sein de l'Académie hongroise des sciences (*Magyar Tudományos Akadémia*) et

enseigne à l'Université Loránd Eötvös (ELTE) de Budapest. Les auteurs du manuel de 1957 enseignent pour leur part dans les lycées les plus prestigieux du pays, mais n'embrassent pas de réelles carrières universitaires. Cet aspect témoigne des changements s'opérant en Hongrie à la suite de la révolution de 1956, puisqu'aux côtés d'universitaires renommés, les auteurs de manuels scolaires sont régulièrement des enseignants du secondaire.

- 9 Mihail Roller (1908-1958), couramment surnommé « le propriétaire de l'histoire » (*proprietarul istoriei*) ou « le petit dictateur de l'historiographie roumaine » (*micul dictator al istoriografiei românești*), est le principal artisan de la stalinisation de l'historiographie roumaine¹⁶. Formé à Moscou, il exerce les fonctions de député de la Grande assemblée nationale (*Marea Adunare Națională*), de directeur-adjoint de l'Institut d'histoire du Parti (*Institutul de Istorie a Partidului*) entre 1955 et 1958, et il préside la Commission enseignement (*Comisia de învățământ*) de la toute-puissante Section agitation et propagande (*Secția Agitație și Propagandă*) du Parti entre 1946 et 1953¹⁷. Il dirige également la rédaction du premier manuel communiste de Roumanie. Ses plus de 850 pages sont destinées aux quatre classes de la section supérieure du secondaire et le manuel d'histoire roumaine est le seul disponible jusqu'en 1961¹⁸. Il est à noter que la portée de ce livre dépasse le seul cadre scolaire, puisqu'il incarne une œuvre de base de la Roumanie des années 1950.
- 10 Dans les deux pays, une réelle convergence se remarque, où les révoltes sociales, les luttes pour l'indépendance face à un ennemi extérieur (provenant généralement de l'Ouest), ainsi que la représentation particulièrement positive de tout élément à consonnance slave/russe/soviétique, concentrent la majeure partie des récits. La fraternité forcée entre les peuples socialistes sous l'égide du « Grand Frère » soviétique fait évoluer les positions adoptées sur les changements territoriaux. De façon générale, ces derniers sont relégués au second plan au profit de l'éphémère République des conseils de Hongrie (*Tanácsköztársaság*) au pouvoir entre mars et août 1919. Cette dernière est de part et d'autre décrite comme l'ancêtre de la démocratie populaire hongroise, alors qu'en Roumanie le discours prolix à l'endroit de la commune hongroise traduit les bonnes relations entre les deux partis jusque dans les années 1970¹⁹.
- 11 En Hongrie, en préambule du traité de Trianon, la sécession des nationalités bénéficie d'une attention particulière. La tendance commune – bien que se manifestant à divers degrés – est de souligner les aspirations légitimes des nationalités, ainsi que le chaos dans lequel se trouve la Monarchie à la fin de la guerre. Signe de « l'internationalisme » des années 1950, le propos ne s'articule plus uniquement autour de la situation des Hongrois. En 1957, si le nouvel ouvrage perpétue l'analyse de 1951, celui-ci se distingue au travers d'une remontrance à l'égard des classes dirigeantes des États successeurs, affirmant que « les bourgeoisies serbe, roumaine et tchécoslovaque ne s'arrêtèrent pas à la possession légitime de leur propre territoire national, mais essayèrent également d'étendre leur domination aux zones habitées par les Hongrois, au mépris du droit à l'autodétermination²⁰ ». Le paradoxe réside dans la mise en avant de la Guerre patriotique (*honvédő háború*), par analogie avec la Grande guerre patriotique soviétique, menée par l'Armée rouge hongroise afin de récupérer les territoires alors occupés par les forces tchécoslovaques ou roumaines, tout en évoquant les aspirations légitimes des nationalités²¹. Ces contradictions sont le résultat du profond dogmatisme des manuels de cette décennie, puisqu'il convient d'encenser le patriotisme des communistes

hongrois afin de gagner les cœurs de la population. Pour autant, la « fraternité entre les peuples socialistes » dictée par Moscou, couplée à la critique permanente des anciennes élites, poussent les auteurs à présenter le démantèlement de la Hongrie comme légitime.

- 12 Si la lutte contre le révisionnisme incarne l'un des combats les plus importants menés par le Parti, le traité de Trianon demeure négativement repris dans l'ensemble des manuels. Ces positions s'expliquent par la volonté de développer la sympathie de la population à l'endroit du Parti, dont la côte de popularité est faible. En connaissance de l'ampleur du traumatisme que représente le traité de paix dans la conscience collective hongroise, les dirigeants ne peuvent se permettre de l'omettre ou d'en fournir une représentation positive. En ce sens, une certaine continuité est décelable avec les anciens manuels dans la mesure où le contexte international menant à la perte du territoire reste évoqué. Cet aspect permet notamment de dénigrer l'Ouest « impérialiste », dressé en véritable ennemi et accusé d'imposer aux Hongrois un traité injuste. En opposition, il convient d'encenser le rôle historique joué par l'Union soviétique dans le camp du « bien » contre celui du « mal ». À ce propos, Lajos Lukács avance qu'« il n'y eut qu'un seul État qui ne reconnut jamais les traités de paix impérialistes des alentours de Paris, y compris celui de Trianon, et c'était l'Union soviétique²² ». Cette explication témoigne du degré de schématisation des manuels scolaires des deux premières décennies du régime socialiste, ainsi que des nombreux paradoxes qu'ils contiennent. En outre, il offre la possibilité d'adresser une forte critique à l'égard de l'ancienne élite politique, puisque la ratification du traité est présentée comme une marque de reconnaissance des contre-révolutionnaires pour avoir été placés au pouvoir par les « impérialistes ». Les conséquences économiques de ces pertes ne sont pas évoquées dans les deux ouvrages, optant plutôt pour un dénigrement constant du régiment Miklós Horthy au pouvoir entre 1920 et 1944.
- 13 Chez Mihail Roller, l'intérêt porté à l'acquisition de nouveaux territoires est relativement limité, le sujet étant abordé en deux pages et demie. L'Assemblée d'Alba Iulia – fête nationale de la Roumanie depuis 1990 – est présentée comme bourgeoise et contre-révolutionnaire²³. À ce sujet, le livre contient plusieurs passages équivoques, résumant le programme d'Alba Iulia comme suit : « La manifestation de ces principes était une manœuvre de la bourgeoisie roumaine pour refréner les masses de la révolution », où la solidarité avec la République des conseils hongroise s'exprime pleinement²⁴. L'ambivalence caractéristique au manuel de Roller se remarque particulièrement lorsque le 1^{er} décembre 1918 est abordé. D'un côté, une critique acerbe est réservée à l'encontre de la bourgeoisie roumaine, de l'autre, cette pierre angulaire de la conscience collective roumaine ne peut être totalement omise. Les idéaux portés par l'Assemblée d'Alba Iulia sont considérés comme progressistes et démocratiques en tant qu'expression des masses populaires, rapportant par exemple les mesures prises pour la protection des minorités. À l'instar de chaque manuel roumain, la présence de 100 000 personnes dans la ville est mentionnée, avec une foule principalement formée de paysans et d'ouvriers.
- 14 Il est à noter que, chez Mihail Roller, la « grande union nationale » est principalement évoquée par le prisme transylvain, ce qui renforce son importance. La Bessarabie, source d'intenses conflits avec la Russie depuis le XIX^e siècle, revient à l'URSS avec la Bucovine du Nord au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'impossibilité de formuler toute critique à l'encontre du « Grand Frère » soviétique crée un véritable

tabou autour de la Bessarabie jusque dans les années 1970 et implique alors de se concentrer sur la Transylvanie.

- 15 En Hongrie, l'Assemblée nationale d'Alba Iulia ne jouit que de peu d'importance. Seuls quelques manuels y font référence, sans qu'il soit possible de faire apparaître une corrélation entre son occurrence et la date de publication des manuels. À titre d'exemple, le livre scolaire de Tibor Szamuely et György Ránki (1966) se contente de mentionner l'événement comme une déclaration d'union des Roumains avec leur mère-patrie, sans livrer d'informations complémentaires²⁵. Ceci illustre la tendance des manuels d'Europe centrale à négliger l'histoire des peuples voisins au profit des histoires nationales et d'une histoire universelle.

Le timide retour des thématiques nationales en Hongrie

- 16 L'atténuation du dogmatisme marxiste et la transition vers la « dictature molle » (*puha diktatúra*), caractérisant la Hongrie à partir de la seconde moitié des années 1960, conduit à l'édition de nouveaux manuels scolaires. Dans le sillage de la révolution de 1956, le régime amorce progressivement un adoucissement après des premières années de stabilisation. Il se montre également plus tolérant à l'égard des voix discordantes, comme l'illustre la formule « qui n'est pas contre nous est avec nous » (*aki nincs ellenünk, az velünk van*), en opposition au slogan des années 1950 clamant que « qui n'est pas avec nous est contre nous » (*aki nincs velünk, az ellenünk van*)²⁶. En ce qui concerne la rédaction des manuels scolaires, cela se matérialise par l'atténuation de la tendance à proposer une quantité excessive d'informations en vertu d'une histoire événementielle et schématique. En 1959, le système d'appel d'offre pour la rédaction des manuels scolaires est rétabli, tandis que l'Institut national de pédagogie (*Országos Pedagógiai Intézet*), fondé en 1962, dispose d'un rôle croissant dans l'approbation des manuels scolaires aux dépens du Parti²⁷. L'un des deux manuels utilisés jusqu'au début des années 1980 est rédigé par des historiens confirmés. Tibor Szamuely (1925-1972) occupe entre autres le poste de recteur adjoint de l'Université ELTE, passant par la suite dans la dissidence et émigrant vers l'Angleterre en 1969. György Ránki (1930-1988) est quant à lui un universitaire spécialiste de l'histoire économique à l'aura internationale. L'ouvrage de 1968 est l'œuvre d'Endre Balogh, issu de l'enseignement secondaire. En ce qui concerne l'ouvrage des années 1980, Péter Sipos (1935-2017), coauteur de l'édition de 1989, est chercheur au sein de l'Institut d'histoire du Parti (*Párttörténeti Intézet*) de 1966 à 1991, alors qu'Ágota Szirtes Jóvérné enseigne dans le secondaire.
- 17 L'appréciation du rôle joué par le comte Mihály Károlyi (1875-1955) livre une excellente illustration de la série de petits changements s'opérant dans l'interprétation de l'histoire. Aux affaires du pays entre novembre 1918 et mars 1919, le « baron rouge » (*vörös gróf*) incarne l'un des personnages les plus controversés de l'histoire hongroise du XX^e siècle. Honni par le Parti jusque dans les années 1960, les manuels scolaires des années 1950 mettent en avant sa compromission avec les « impérialistes » ou encore l'abandon de bandes de territoires en réponse à la demande du colonel français Fernand Vix. Il est ajouté à cela que seule l'Armée rouge soviétique aurait pu porter secours à la Hongrie, aide alors refusée par le gouvernement bourgeois de Károlyi. Il se voit également accusé de vouloir maintenir son pouvoir sur les nationalités en refusant toute concession territoriale. Cependant, son image évolue considérablement à partir

de la fin des années 1960, où les ouvrages adoptent des positions bien plus pondérées sur sa politique. Sa tentative de rapprochement avec l'Entente au profit de l'intégrité territoriale de la Hongrie est présentée comme un échec, sans toutefois qu'il soit considéré comme un traître à la solde de l'Ouest²⁸.

- 18 L'exposé des changements territoriaux connaît lui aussi son lot de modifications au gré des évolutions traversées par le pays jusqu'au changement de régime. Dans les deux manuels, trois pages abordent la perte des territoires en 1918-1919 et son entérinement en juin 1920. L'émancipation des nationalités continue d'être montrée comme légitime, tandis que les critiques envers la politique des nationalités de Budapest sont maintenues :

« En conséquence du traité de paix, les territoires principalement habités par les nationalités ont fait sécession du pays. [...] Avec cela, les vieilles aspirations des nationalités, qui avaient beaucoup souffert de l'oppression des classes dirigeantes hongroises, se sont réalisées : elles pouvaient rejoindre leurs États indépendants²⁹. »

- 19 En 1982, Ágota Szirtes Jóvérné, puis en 1989 en collaboration Péter Sipos, renoue avec une interprétation plus traditionnelle lorsqu'il s'agit d'évoquer le traité de Trianon. L'utilisation des mouvements nationaux par les grandes puissances afin de mener à bien leurs intérêts est mise en exergue, alors que leurs revendications territoriales dépassent leur aspiration légitime à fonder un État national. Le régime de Horthy n'est désormais plus dépeint comme une marionnette de l'Ouest. La signature du traité de paix par la délégation hongroise s'inscrit plutôt dans la volonté de maintenir son pouvoir en Hongrie par une reconnaissance internationale qu'une soumission à l'Ouest. Dans le même temps, une liste des sanctions militaires et économiques s'appliquant au pays est accolée au récit. Il est mentionné que la conférence n'est pas un théâtre de négociations, mais le lieu où les grandes puissances et les bourgeoisies des États successeurs imposent aux Hongrois leur volonté³⁰. Enfin, dans l'édition de 1989, un paragraphe supplémentaire ayant pour objet les minorités magyarophones est ajouté³¹. Il est à replacer dans le cadre d'un regain d'intérêt pour les minorités hongroises, ce que Bucarest perçoit alors comme une immixtion dans ses affaires intérieures. Il est également à noter que Budapest et Bucarest montrent la plus forte dissemblance à l'intérieur du bloc soviétique tant dans la relation à adopter vis-à-vis de Moscou que sur leur position face aux réformes socioéconomiques traversant le bloc communiste³².

Le national-communisme roumain et la Grande union

- 20 À partir de la fin des années 1950, la Roumanie se distingue par une prise de distance avec l'Union soviétique et une rhétorique nationale de plus en plus effrénée³³. En conséquence, une nouvelle série d'ouvrages vient remplacer le manuel de Roller. Dès 1960, un ouvrage d'histoire nationale destiné à la onzième classe (17-18 ans) voit le jour, rédigé par Dumitru Almaş (1908-1995), Gheorghe Georgescu-Buzău (1909- ?) et Aron Petric (1915-1981), trois historiens exerçant dans les meilleures universités du pays et à l'accent résolument plus national. Le manuel de 1969 est corédigé par Constantin Daicoviciu (1898-1973) et Miron Constantinescu (1917-1974). Le premier occupe le poste de recteur de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj entre 1956 et 1968 et a été député à la Grande assemblée nationale entre 1948 et 1952. Le second est quant à lui un historien et homme politique membre du Comité central du Parti, par ailleurs sous-secrétaire d'État au ministère de l'Éducation entre 1947 et 1948, puis ministre de

l'Éducation entre 1969 et 1970³⁴. En 1977, le manuel d'histoire moderne destiné à la neuvième classe (15-16 ans), rédigé par Elisabeta Hurezeanu, Gheorghe Smarandache (1928-2016) et Maria Totu, est utilisé depuis sa première parution jusqu'au changement de régime. Il est ici analysé dans son édition de 1988. Les deux premiers sont issus de l'enseignement secondaire, alors que Maria Totu a la particularité d'être l'épouse de Ioan Totu, ministre des Affaires étrangères entre 1986 et 1989. Enfin, les historiens chargés de la rédaction du manuel de la dixième classe paru en 1978, analysé dans sa version de 1983, sont Aron Petric et Gheorghe I. Ioniță (1937-2004), chercheur à l'Institut d'histoire du Parti à partir de 1960, tout en étant membre de la Section enseignement et sport (*Secția Învățământ și Sport*) au Comité central du Parti³⁵.

- 21 Les manuels roumains ultérieurs à celui de Roller montrent de façon bien plus explicite la création de l'État-national comme une immense réussite, en insistant sur son caractère inéluctable. En 1969, sa dimension populaire, paysanne et ouvrière, continue d'être longuement narrée. L'ouvrage de 1988 place également la formation de l'État-national roumain dans le cadre du sort inexorable des régions habitées par les Roumains et un juste retour de l'histoire à la suite de la lutte pluriséculaire pour l'unité. Peu de différences avec le manuel de 1969 peuvent être mises au jour, puisque son fil directeur est prolongé et poussé à son paroxysme, comme l'exemplifie l'extrait suivant :

« La Roumanie acheva également le processus de formation de son État national unitaire. Cependant, l'accomplissement de cet acte n'était pas le résultat de négociations diplomatiques, ce n'était pas un cadeau de la Conférence de paix, mais c'était l'expression de la volonté d'unité des masses populaires de l'ensemble du territoire roumain [...] de la voix de l'aspiration séculaire à l'unité de notre peuple et en même temps exprimant un besoin objectif pour son développement historique³⁶. »

- 22 La fin de la Première Guerre mondiale ne forme que l'événement final permettant la création de l'État roumain unitaire, inspiré par la Grande révolution socialiste d'octobre, préfigurant alors la victoire du « monde nouveau ». Dans ces conditions, l'impression laissée au lecteur est celle d'une union réalisée par le bas, où le mélange des revendications sociales et nationales fournit le terreau fertile à l'union, sous la conduite du mouvement socialiste.

- 23 Il est en substance rappelé que cette aspiration à l'union se nourrit également de la politique répressive des nationalités de Budapest, qui par ailleurs, concentre les critiques des auteurs. En opposition à la politique assimilatrice hongroise, l'Assemblée d'Alba Iulia et ses demandes sont montrées comme démocratiques et légitimes, puisque toutes les classes sociales sont représentées et proviennent de l'ensemble de la région en qualité de délégués mandatés. Les paysans sont loués en tant que base de la vie roumaine en Transylvanie, soutenus par environ 10 000 ouvriers selon les chiffres avancés par les auteurs. Dans les quelques lignes réservées aux minorités, il est esquissé que l'assemblée respecte pleinement leurs droits en raison de sa dimension démocratique. Dans le même temps, le Conseil national hongrois (*Consiliul Național Maghiar - Magyar Nemzeti Tanács*) de Târgu Mureș (Marosvásárhely - Neumarkt am Mieresch), ainsi que les Saxons et les Souabes germanophones se montrent favorables à l'union, résumant leur position comme suit :

« Les populations hongroise et allemande s'intégrèrent dans l'État unitaire roumain, comprenant, à travers leurs représentations lucides et avancées, la nécessité historique de cet acte et le lien indissoluble de leurs destinées avec les destinées et l'épanouissement de la patrie commune³⁷. »

- 24 Ces allégations sont à replacer dans le contexte roumain des années 1980, où le régime se targue d'avoir résolu la question nationale et loue la tolérance naturelle des Roumains, bien que la dégradation de la situation des minorités explique en partie l'isolement du pays sur la scène internationale. En parallèle, la double appartenance de sa minorité hongroise devient plus en plus difficile à tolérer pour le régime et exacerbe les relations avec Budapest³⁸.
- 25 La légitimité de l'occupation des territoires peuplés de Roumains est mise en avant, comme antinomie aux grandes puissances et leur guerre « impérialiste », puisque servant les intérêts des grandes puissances. Les traités de paix sont montrés comme partiellement injustes envers la Roumanie, les compensations n'étant pas à la hauteur du sacrifice fourni par le peuple roumain dans la Grande Guerre. L'intérêt manifesté pour le traité de Trianon est très limité, ce dernier ne faisant que confirmer l'Assemblée d'Alba Iulia en tant qu'émanation de la volonté populaire. La relégation au second plan de la reconnaissance internationale illustre la tendance à l'autarcie du régime, où l'homogénéité et la lutte contre les oppresseurs étrangers sont érigés en piliers du discours politique qui exerce une influence décisive sur l'historiographie et les manuels scolaires qui en découlent³⁹.

Conclusion

- 26 Les orientations politiques prises en Hongrie et en Roumanie entre 1945 et 1990 exercent une influence considérable sur l'image proposée du transfert de la Transylvanie élargie dans les livres scolaires. Le manuel agit ainsi comme un miroir de son temps de rédaction et ses évolutions sont davantage le fruit de réajustements politiques que celui des résultats de l'historiographie. À partir de 1947-1948 jusqu'à la fin des années 1950, les deux régimes d'obédience stalinienne se placent sur la ligne dictée par Moscou. Cette *pax sovietica* impose alors une chape de plomb sur la question des frontières et des minorités, avec une large mise en exergue de l'internationalisme et une schématisation à outrance de l'histoire. En Hongrie, les traités de paix conservent une connotation négative en tant qu'émanation de l'Ouest « impérialiste », tandis qu'en Roumanie, l'intervention de l'armée roumaine contre les communistes hongrois est fustigée et se voit placée au centre du récit. Une dichotomie tangible se manifeste lorsque la Grande union est évoquée, étant d'une part la juste expression des masses et de l'autre une manœuvre contre-révolutionnaire de l'élite.
- 27 Les chemins contraires empruntés par les deux partis sont de plus en plus visibles au fil de la publication de nouveaux manuels scolaires. En Hongrie, l'ambivalence autour du traité de Trianon continue de prévaloir. Fruit de l'aspiration légitime des nationalités et conséquence de la politique assimilationniste de Budapest, le traité reste négativement dépeint puisqu'il est imposé par l'Ouest. Le sort des minorités hongroises refait progressivement surface dans les années 1980, tout en demeurant une thématique sensible dans le cadre de la fraternité socialiste. En Roumanie, l'avènement du national-communisme confère une importance centrale à la Grande union et le culte du territoire national devient l'un des piliers – et une obsession – du régime de Nicolae Ceaușescu. La mise en avant de l'union de tous les Roumains dans un seul État comme un processus historique inexorable, réalisé par le peuple roumain, traduit alors le contexte d'isolation que connaît le pays au cours des années 1980.

- 28 Les manuels scolaires de la période socialiste constituent ainsi de véritables canaux d'expression du politique et retranscrivent pleinement l'évolution des relations entre Bucarest et Budapest. Outre cela, après une première décennie où la place de la Transylvanie est en retrait en raison de sa sensibilité, elle est de plus en plus remise au centre des deux constructions nationales. Si le manuel scolaire constitue un lieu du politique, la question de sa réception et de l'intégration de son contenu par les élèves et leurs professeurs demeure entière et apparaît comme un futur axe d'étude, notamment en vue de comprendre le rapport entretenu avec une région et deux événements aussi profondément ancrés dans les deux consciences collectives et sources d'intenses querelles.

NOTES

1. Gábor Gyáni, « A magyar emlékezet helyei és a traumatikus múlt » [Les lieux de la mémoire hongroise et le passé traumatique], *Studia Literaria*, 2012, n° 1-2, p. 41-50.
2. Árpád E. Varga, *Hungarian Population of Transylvania between 1870 and 1995*, Budapest, Institute for Central European Studies, 1999, p. 53.
3. László Kürti, *The Remote Borderland: Transylvania in the Hungarian Imagination*, Albany, State University of New York Press, 2001, p. 77-106.
4. Pour l'utilisation mémorielle du 1^{er} décembre 1918 au cours de l'entre-deux-guerres, voir : Gábor Egry, « An Obscure Object of Desire: the Myth of Alba Iulia and its Social Functions », dans Claudia-Florentina Dobre, Cristian Emilian Ghiță (dir.), *Quest for a Suitable Past: Myth and Memory in Central and Eastern Europe*, Budapest, Central European University Press, 2017, p. 11-28 ; Cătălina Mihalache, « Didactica unui eveniment : 1 Decembrie 1918 in manualele de istorie a românilor » [La didactique d'un événement : le 1^{er} décembre 1918 dans les manuels d'histoire des Roumains], dans Cătălina Mihalache, Adrian Cioflâncă (dir.), *In medias res. Studii de istorie culturală, Iași, Editura universitatii Alexandru Ioan cuza*, 2007, p. 303-327.
5. Lucian Boia, *History and Myth in Romanian Consciousness*, Budapest, Central European University Press, 2001, p. 129-143.
6. Alain Choppin, « Le manuel scolaire, une fausse évidence historique », *Histoire de l'éducation*, 2008, n° 117, p. 7-56.
7. Voir par exemple : Brigitte Gaïti, « Les manuels scolaires et la fabrication d'une histoire politique : l'exemple de la IV^e République », *Genèses*, vol. 3, n° 44, 2001, p. 50-75.
8. Marc Ferro, *L'histoire sous surveillance : science et conscience de l'histoire*, Paris, Calmann-Lévy, 1985, p. 19-60.
9. « A történeti tankönyvekből el kell távolítani azokat a részeket, amelyekben az 1914-18. évi világháborút követő kort tárgyalják; azokat az eltávolított részeket összegyűjtve, zár alatt az iskolában kell megőrizni. [...] A tankönyvekben alkalmazkodni kell ahhoz a tényhez, hogy jogilag Magyarország határait azok a földrajzi vonalak szabják meg, amelyeket az ún. trianoni szerződés és a szövetséges hatalmakkal kötött fegyverszüneti megállapodás kijelölt. A tankönyvekben is ki kell fejezni, hogy ezeken a határokon belül kell az ország belső újjáépítéséhez fogni, és nem az elveszett területek visszaszerzésére törekedni », Géza Teleki, *Magyar Közlöny* [Journal officiel hongrois], n° 31, 1945, dans Dancs Istvánné, *Dokumentumok a magyar közoktatás reformjáról 1945-1948, Források a magyar népi demokrácia történetéhez 3.* [Documents sur la réforme de

l'éducation publique hongroise 1945-1948. Sources pour l'histoire de la démocratie populaire hongroise 3], Budapest, Kossuth, 1979, p. 187.

10. Emőke Kovács, « A gimnáziumi történelemtankönyvek tartalmi és szemléleti változásai 1945 és 1962 között » [Les changements de contenu et d'aspect des manuels scolaires d'histoire du secondaire entre 1945 et 1962], *Educacio*, 2006, vol. 15, n° 3, p. 630-644.

11. Voir par exemple : Ferenc Glatz, « Kosáry Domokos, a történész életútja » [Domokos Kosáry, le parcours de vie de l'historien], *Magyar tudomány*, 2013, vol. 174, n° 12, p. 1417-1420.

12. Kálmán Benda, *Magyarország története az őskortól napjainkig. Polgári iskolák III-IV. és a gimnáziumok III. osztálya számára* [Histoire de la Hongrie de la préhistoire à nos jours. À destination des 3^e et 4^e classes des écoles bourgeoises et de la 3^e classe du lycée], Budapest, Szikra, 1945, p. 131-132.

13. Domokos Kosáry, Gyula Mérei, *Magyarország története a szatmári békétől napjainkig: a gimnáziumok VIII., a líceumok, gazdasági középiskolák és a tanító-(nő)-képző intézetek IV. osztálya számára* [Histoire de la Hongrie de la paix de Szatmár jusqu'à nos jours. À destination de la 8^e classe des écoles secondaires et à la 4^e classe des lycées, des écoles d'économie et des instituts de formation des instituteurs], vol. 1, Budapest, Szikra, 1945, p. 166.

14. Cătălina Mihalache, « Reforma școlară din 1948, un succes al propagandei comuniste » [La réforme scolaire de 1948, un succès de la propagande communiste], *Anuarul Institutului de Istorie A.D. Xenopol*, 2008, n° 45, p. 373-383.

15. István Mészáros, *A tankönyvkiadás története Magyarországon* [L'histoire de la publication du livre scolaire en Hongrie], Budapest, Dabas tankönyvkiadó, 1989, p. 138-139 ; Cristian Vasile, « Sistemul de învățământ românesc în epoca stalinistă (1947-1953). considerații » [Le système éducatif roumain au cours de l'époque staliniste (1947-1953). Considérations], *Revista istorică*, 2009, vol. 20, n° 1-2, p. 121.

16. Livu Pleșa, « Mihail Roller și "stalinizarea" istoriografiei românești » [Mihail Roller et la stalinisation de l'historiographie roumaine], *Annales Universitatis Apulensis*, 2006, vol. 10, n° 1, p. 165-177.

17. Bogdan Iacob Cristian, *Stalinism, History and the Nation: History Production under Communism in Romania (1955-1966)*, thèse de doctorat, Budapest, Central European University, 2011, p. 101.

18. Mihai Stelian Rusu, *Memoria națională românească. Facerea și prefacerile discursive ale trecutului național* [La mémoire nationale roumaine. Créations et transformations discursives du passé national], Iași, Institutul European, 2015, p. 272-273.

19. Martin Mevius, *Agents of Moscow: the Hungarian Communist Party and the Origins of Socialist Patriotism (1941-1953)*, Norfolk, Oxford University Press, 2005, p. 69-86 ; Cristina Petrescu, « Who was the First in Transylvania? On the Origins of the Romanian-Hungarian Controversy over Minority Rights », *Studia Politica*, 2003, vol. 3, n° 4, p. 1123-1127.

20. « A szerb, román, csehszlovák burzsoázia nem fog megállni a saját nemzeti terület jogos birtokbafelvételénél, hanem ezen túlmenőleg igyekezni fog – az önrendelkezési jogot semmibe véve – uralmát kiterjeszteni magyar lakta területekre is », Imréné Nagy, Imre Kempelen, Béla Bellér, *A magyar nép története III. rész 1849-1919: ideiglenes tankönyv* [Histoire du peuple hongrois 3^e partie 1849-1919 : manuel temporaire], Budapest, Tankönyvkiadó, 1957, p. 128.

21. Voir notamment : Tamás Sándor, « Tankönyveink a Magyarországi Tanácsköztársaságról » [Nos manuels scolaires sur la République des conseils de Hongrie], *Könyv és Nevelés*, 2008, vol. 10, n° 1, https://epa.oszk.hu/01200/01245/00037/st_0801.htm [lien consulté le 8 juin 2022].

22. « csak egy állam volt, mely soha nem ismerte el a Párizs-környéki imperialista békét, köztük a trianonit sem, és ez a Szovjetunió », Lajos Lukács, *A magyar nép története III rész 1849-1950: ideiglenes tankönyv* [Histoire du peuple hongrois, 3^e partie 1849-1950 : manuel temporaire], Budapest, Tankönyvkiadó, 1951, p. 160-161.

23. Florin Țurcanu, « Mémoire et historiographie de la Grande Guerre dans la Roumanie communiste (1948-1989) », dans Elli Lemonidou (dir.), *Cent ans après : la mémoire de la Première Guerre mondiale*, Athènes, École française d'Athènes, 2019, p. 132-135.
24. « Ezeknek az elveknek a kinyilvánítása a román burzsoázia manővere volt, hogy a tömegek visszatartsa a forradalomtól », Mihail Roller (dir.), *A Román Népköztársaság története: tankönyv a középiskolák számára* [L'histoire de la République populaire roumaine : manuel scolaire à destination des écoles secondaires], Bucarest, Állami tanügy és pedagógiai kiadó, 1956, p. 602.
25. Tibor Szamuely, György Ránki, *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára* [Histoire à destination de la 4^e classe des lycées], Budapest, Tankönyvkiadó, 1966, p. 180.
26. Voir au sujet de la Hongrie de János Kádár : János M. Rainer, *Bevezetés a kádárizmusba* [Introduction au kádárisme], Budapest, 1956-os Intézet - L'Harmattan, 2011.
27. János Tibor Karlovitz, « A tankönyvjóváhagyás története Magyarországon » [L'histoire de l'approbation du manuel scolaire en Hongrie], dans Judit Torgyik (dir.), *Válogatott tanulmányok a társadalomtudományok köréből*, Komárno, International Research Institute, 2017, p. 360-361.
28. Tibor Szamuely, György Ránki, *Történelem a gimnáziumok IV. osztálya számára, op. cit.*, p. 180-181.
29. « A békeszerződés következményeként a többségükben nemzetiségek által lakott területek elszakadtak az országtól. [...] Ezzel a magyar uralkodó osztályok elnyomásától sokat szenvedett nemzetiségek régi törekvése megvalósult: csatlakozhattak önálló államaihoz », *ibid.*, p. 243.
30. Ágota Jóvérné Szirtes, *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára 1914-1945* [Histoire à destination de la 4^e classe du lycée 1914-1945], Budapest, Tankönyvkiadó, 1983, p. 85.
31. Ágota Jóvérné Szirtes, Péter Sipos, *Történelem a gimnázium IV. osztálya számára 1914-1945* [Histoire à destination de la 4^e classe du lycée 1914-1945], Budapest, Tankönyvkiadó, 1989, p. 100-101.
32. György Földes, *Magyarország, Románia és a nemzeti kérdés: 1956-1989* [La Hongrie, la Roumanie et la question nationale : 1956-1989], Budapest, Napvilág, 2007, p. 145-160.
33. Irina Gridan, « Du communisme national au national-communisme. Réactions à la soviétisation dans la Roumanie des années 1960 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 109, 2011, p. 113-127.
34. Florica Dobre (dir.), *Membrii C.C. al P.C.R. 1945-1989: Dicționar* [Membre du Comité central du Parti communiste roumain 1945-1989 : dictionnaire], Bucarest, Editura Enciclopedică, 2004, p. 175-177.
35. À ce sujet, voir le chapitre consacré entre autres à l'historien Gheorghe I. Ioniță : Ioan Scurtu, *Politică și viață cotidiană în România : în secolul al XX-lea și începutul celui de-al XXI-lea* [Politique et vie quotidienne en Roumanie : au XX^e siècle et au début du XXI^e siècle], Bucarest, Mica Valahie, 2012, p. 450-470.
36. « România și-a încheiat procesul de formare a statului său național unitar. Înfrățirea acestui act nu a fost însă rezultatul unor tratative diplomatice, nu a fost un dar al Conferinței de pace, ci a constituit expresia voinței de unire a maselor largi populare de pe întreg teritoriul românesc. din glas năzuinței seculare de unitate a poporului nostru și exprimând totodată o necesitate obiectivă de dezvoltării sale istorice », Aron Petric, Gheorghe I. Ioniță. *Istoria contemporană a României: clasa a X-a* [Histoire contemporaine de la Roumanie : 10^e classe], Bucarest, Editura Didactică și Pedagogică, 1983, p. 10.
37. « Populația maghiară și germană s-a încadrat astfel, în statul unitar român, înțelegînd, prin reprezentării ei lucizi și înaintași, necesitatea istorică a acestui act și legătura indisolubilă a destinelor lor cu destinele și înflorirea patriei comune », Elisabeta Hurezeanu, Gheorghe Smarandache, Maria Totu, *Istoria modernă a României : manual pentru clasa a IX-a* [Histoire moderne de la Roumanie : manuel pour la 9^e classe], Bucarest, Editura Didactică și Pedagogică, 1988, p. 210.

38. Novák Csaba Zoltán. *Holtvágányon. A Ceaușescu-rendszer magyarságpolitikája II. 1974-1989* [Dans l'impasse. La politique hongroise du système Ceaușescu II. 1974-1989], Miercurea-Ciuc, Pro-Print, 2017, p. 74-78.
39. Felician Velimirovici, *Istorie și istorici în România comunistă (1948-1989)* [Histoire et historiens dans la Roumanie communiste (1948-1989)], Cluj-Napoca, Mega, 2015, p. 248-268.

RÉSUMÉS

Le manuel scolaire forme un espace de transmission et de communication du politique vers la jeunesse. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des livres scolaires utilisés par les régimes communistes en place dans la seconde moitié du XX^e siècle. Les changements territoriaux, puis le traité de paix intervenant à la suite de la Première Guerre mondiale bénéficient d'interprétations radicalement opposées en Hongrie et en Roumanie. Les évolutions de la perception des deux lieux du politique que sont l'Assemblée d'Alba Iulia et le traité de Trianon témoignent à plus d'un titre de la nature des relations entre Budapest et Bucarest. Jusque dans les années 1960, l'internationalisme et le rejet du nationalisme correspondent à un « âge d'or » des relations entre les deux « frères socialistes ». Par la suite, le retour progressif de la question nationale en Hongrie et l'avènement du national-communisme en Roumanie induisent une prise de distance grandissante entre les perceptions hongroise et roumaine des changements territoriaux. Ce phénomène coïncide également avec un retour des tensions entre les deux pays et offre un témoignage du fossé existant entre les deux mémoires nationales.

Textbooks are a space for the transmission and communication of political ideas to young people. This was particularly true in the case of schoolbooks used by several Communist regimes during the second half of the 20th century. Territorial changes and the peace treaty that ended the First World War were interpreted in radically different fashions in Hungary and Romania. Evolutions in the perception of two pivotal political events (the Assembly of Alba Iulia and the Treaty of Trianon) bear witness to the nature of relations between Budapest and Bucharest. Until the 1960s, internationalism and the rejection of nationalism culminated in a "golden age" of relations between the two "Socialist brothers." As time passed, the gradual return of nationalism in Hungary and the advent of National Communism in Romania led to a growing distance between the country's respective perception of territorial changes. This process also coincided with a heightening of tensions between the two countries and explains some of the discrepancies between the two national memories.

INDEX

Mots-clés : traité de Trianon, Assemblée d'Alba Iulia, manuels scolaires, mémoire nationale, relations roumano-hongroises

Keywords : Treaty of Trianon, Assembly of Alba Iulia, textbooks, national memory, Romanian-Hungarian relations

AUTEUR

JÉRÉMY FLOUTIER

Jérémy Floutier (1994) est doctorant en histoire à l'Université de Szeged (Hongrie) et à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, sous la codirection d'Ágnes Deák et de Catherine Horel, dans le cadre d'une cotutelle de thèse. Il rédige actuellement une thèse portant sur l'image de la Transylvanie en Hongrie et en Roumanie au travers de l'éducation entre 1945 et 1990. Outre ses activités d'enseignant dans le secondaire en Hongrie, il est également chargé d'enseignement à l'Université catholique de l'Ouest (Nantes) depuis janvier 2021 et au Centre universitaire francophone de l'Université de Szeged depuis septembre 2022. Il a notamment publié : « A középkori parasztfelkelések és Erdély az 1945-1990 közötti román és magyar tankönyvekben : a közös emlékezettől a szembenállásig ? » (*Belvedere Meridionale*, vol. 35, n° 3, 2023 [en cours de publication]); « Laws of Education and the Minorities of Transylvania between 1867 and 1990. Some Considerations » (*Studia Historia*, vol. 67, n° 1, 2022. p. 141-158) ; « La période ottomane en Hongrie et en Roumanie dans les manuels scolaires de l'entre-deux-guerres : un traumatisme collectif ? » (*Les Cahiers Sirice*, n° 23, 2019. p. 13-28).

Sources

Une source pour l'histoire contemporaine : le Département archives de la Direction des ressources et de l'information scientifique de Sciences Po

A Source for Contemporary History: The Archives Department of Sciences Po's Library

Odile Gaultier-Voituriez

- 1 Au gré de l'histoire de Sciences Po, les archives de l'institution et les fonds politiques ont été éparpillés dans différents services et conservés dans plusieurs lieux¹. À l'occasion d'un important projet immobilier au cœur du VII^e arrondissement de Paris – le campus Saint-Thomas –, de réorganisations et de l'obtention de deux financements spécifiques², Sciences Po a fait le choix de créer un nouveau Département archives au sein de la Direction des ressources et de l'information scientifique (DRIS) – c'est-à-dire la bibliothèque – le 26 avril 2021. Cela a permis de rendre les ressources archivistiques de Sciences Po plus visibles pour le public, notamment académique, et plus faciles à consulter. Ont ainsi été mutualisées les Archives d'histoire contemporaine (AHC) du Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP)³, les archives du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) et la Mission archives (les fonds de l'institution) de la DRIS. Quatre pôles sont alors créés : Archives du politique, Archives institutionnelles, Archives de la recherche et Accueil et support. Deux nouvelles instances de gouvernance sont également prévues, un comité stratégique des archives et un conseil scientifique, permettant le maintien de relations étroites avec les chercheurs en histoire et en science politique du CHSP et du CEVIPOF ainsi que la participation de partenaires à la définition de la stratégie des archives.

Les fonds rassemblés

- 2 Les fonds d'archives regroupés dans le Département archives⁴ ont en commun de traiter du politique au sens large. Le Département rassemble désormais dans le pôle Archives du politique la centaine de fonds privés de personnalités politiques, d'intellectuels et de journalistes, d'archives de partis ou de groupements politiques qui relevaient des Archives d'histoire contemporaine du Centre d'histoire de Sciences Po. Les donateurs sont souvent d'anciens élèves de Sciences Po attachés à leur *Alma Mater*. Se trouvent au Département archives, entre autres, les fonds connus, entrés de longue date et déjà exploités de Gaston Monnerville, président du Sénat, Wilfrid Baumgartner, gouverneur de la Banque de France, Jean Sainteny, délégué général de France au Nord-Vietnam, Paul Delouvrier, sur l'Algérie et d'autres missions, Hubert Beuve-Méry sur les débuts du *Monde*, mais aussi du Club Jean Moulin, du Club Vauban des époux Veil, etc. D'autres fonds sont entrés ou ont été traités plus récemment, comme ceux de Pierre de Coubertin, rénovateur des Jeux olympiques, Michel Bongrand, responsable de communication politique, Pierre Racine, directeur de l'École nationale d'administration et proche de Michel Debré, Chérif Mécheri, premier préfet musulman, Antoinette de Préval, collaboratrice du colonel de La Rocque pour les questions sociales, Antoine Guilmoto sur des mouvements d'extrême droite, Francisque Gay, proche de Marc Sangnier, et tout récemment Jacques Barrot, homme politique centriste. Tous sont gérés, traités, inventoriés et conservés au sein du pôle Archives du politique. Parmi ces fonds, un certain nombre d'entre eux, d'intérêt national ou constitué en partie d'archives publiques, sont transférés aux Archives nationales⁵ dans le cadre de la convention de partenariat de 2014⁶. Ainsi les archives de personnalités politiques d'envergure nationale comme Vincent Auriol, Léon Blum, Édouard Daladier, Raymond Barre ou Michel Debré, ainsi que de partis comme l'Union démocratique et socialiste de la résistance (UDSR) ou le Mouvement républicain populaire (MRP) sont désormais conservés aux Archives nationales. Pour la partie privée des fonds, les autorisations sont toujours demandées à Sciences Po.
- 3 À ce pôle sont également rattachées les archives constituées au CEVIPOF, par et pour la recherche : archives électorales de la V^e République, en partie numérisées avec la bibliothèque⁷, tracts politiques hors élections et la sonothèque, unique en France, qui rassemble plus de 25 000 sondages d'opinion dans les domaines politique, économique et social depuis les années 1950. Les instituts de sondages, comme BVA, CSA, IFOP, IPSOS, Louis Harris, la SOFRÈS ou Kantar, ont en effet régulièrement transmis leurs rapports de sondages au CEVIPOF. Une base de données a été constituée afin d'en permettre l'accès, avec de nombreuses métadonnées. Depuis 2004, les rapports sont collectés sous forme numérique. Les articles de presse utilisant les sondages ont aussi été rassemblés ainsi que les travaux de chercheurs publiés à partir de ces rapports. Une recherche est donc possible sur des sujets extrêmement variés, allant des intentions de vote lors des élections à la cote de popularité d'une personnalité en passant par les enjeux de mémoire, l'agriculture, l'école, le patronat, la chasse, la contraception, la peine de mort ou l'argent.
- 4 Dans le pôle des Archives institutionnelles figurent les archives historiques de l'École libre des sciences politiques (ELSP) de 1872 à 1945, celles de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) et de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, de 1945 à 1968, et les 100 000 dossiers d'élèves de Sciences Po depuis 1872, riches pour étudier

les parcours de personnalités. Les fonds d'anciens directeurs, comme Émile Boutmy ou Jacques Chapsal, ou de présidents de la FNSP, comme André Siegfried ou François Goguel, sont aussi accessibles. Ce pôle est également chargé des archives institutionnelles récentes provenant des directions et centres de recherche de Sciences Po. Il s'attache, en collaboration avec un autre département de la DRIS, ainsi qu'avec la déléguée à la protection des données et la Direction des systèmes d'information (DSI), à concevoir et à mettre en œuvre un outil de gestion des données administratives numériques essentielles.

- 5 Un troisième pôle a été ajouté lors de la création du Département pour prendre en compte les archives de la recherche qui étaient réparties sans logique cohérente au sein des trois anciens services⁸ et qui sont des fonds mieux conservés et plus utilisés aujourd'hui. Ces archives ont été séparées des archives institutionnelles et des archives du politique, pour les rendre plus lisibles par le public. Ces fonds sont ceux de chercheurs de Sciences Po, comme Alain Lancelot, Nonna Mayer, Guy Michelat, Jean-Luc Parodi, Pascal Perrineau, Nicole Racine, Odile Rudelle, Jean Touchard, Patrick Weil, etc., ou d'enquêtes qualitatives individuelles ou collectives effectuées tant par des chercheurs de différents laboratoires de Sciences Po⁹ que par ceux du Centre de recherches interdisciplinaires sur le politique (CRIPOLIS) d'Université Paris-Cité (UPC) dans le cadre d'un partenariat¹⁰. Ces archives concernent des sujets de recherche extrêmement variés, aussi bien les partis politiques, les cadres, les petits commerçants, la famille, l'argent que les syndicats, le travail, le racisme, l'école, l'Union européenne, etc. Elles permettent autant de revisiter ou de réutiliser les enquêtes que d'analyser les méthodes de travail de chercheurs du XX^e siècle.
- 6 La mutualisation de ces fonds autorise désormais une interrogation transversale et une consultation en un même lieu. Par exemple, une recherche sur Simone Veil aboutit à la consultation de son dossier d'ancienne élève de Sciences Po, de ses professions de foi comme candidate aux élections européennes, de tracts l'attaquant lors de son projet de loi sur l'avortement en 1975, de sondages sur sa popularité au long de sa carrière politique ainsi qu'au fonds du Club Vauban, mouvement créé avec son époux Antoine Veil. De même, une recherche sur l'Organisation des Nations unies (ONU) montre que le Département archives de la DRIS conserve des documents ayant trait aux activités de Pierre Chatenet (conseiller de la délégation française en 1946), Maurice Couve de Murville (qui s'y exprime comme ministre des Affaires étrangères en 1966), Chérif Mécheri (délégué de la France en 1955), Pierre Racine (mission en Iran en 1950), ou aux travaux d'autres acteurs, comme Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, dont le discours devant l'ONU en 1957 est consultable dans le fonds Edmond Barrachin.

Une salle de lecture unique et de nouveaux outils de recherche

- 7 La mise en commun des archives de Sciences Po s'est également traduite par l'ouverture, à l'automne 2021, après les déménagements des fonds en provenance de quatre sites¹¹ et l'aménagement de compactus dans les magasins, d'une nouvelle salle de lecture au 28, rue Saint-Guillaume, en face du bâtiment historique de Sciences Po et au cœur du quartier Saint-Germain-des-Prés. Située au quatrième étage, elle peut accueillir sept lecteurs, sur rendez-vous¹². Une bibliothèque d'ouvrages de référence et

de travaux effectués à partir des fonds conservés y est aussi accessible. La consultation des fonds a lieu selon la réglementation en vigueur et le règlement de la salle de lecture¹³. Des conditions d'accès et de reproduction différentes sont spécifiées pour chaque fonds privé, dont la consultation peut nécessiter l'autorisation des ayants droit. Elle est systématique pour les dossiers d'étudiants.

- 8 Tous les publics ayant besoin d'accéder aux fonds de Sciences Po sont reçus, sur inscription préalable. Au sein d'un établissement reconnu d'enseignement supérieur et de recherche, les usagers les plus présents restent les enseignants-chercheurs, les doctorants et les étudiants de master, qui correspondent donc à des profils universitaires. Sont également bien représentés les personnalités politiques, conservateurs, commissaires d'exposition, iconographes, éditeurs, réalisateurs de films, journalistes, écrivains, donateurs de fonds et particuliers, sans oublier les personnels administratifs de Sciences Po pour la consultation de fonds internes récents. Les lecteurs extérieurs viennent de toute la France et de nombreux pays étrangers : vingt-deux nationalités figurent parmi eux en 2022. Thèse, ouvrage, article ou mémoire de recherche constituent donc l'essentiel des travaux réalisés à partir des fonds. Mais ils sont complétés par les expositions, films et recherches personnelles.
- 9 La recherche se fait désormais de manière transversale grâce à Ligeo Diffusion¹⁴, outil de diffusion de l'ensemble des inventaires des fonds, normalisés en EAD¹⁵ ou en format pdf, ainsi que sur les archives numérisées, consultables *via* différentes bases¹⁶. Le portail des archives est accessible sur une page dédiée¹⁷ du site de la bibliothèque de Sciences Po¹⁸. Des actualités et d'autres ressources et services y sont également disponibles.
- 10 Les inventaires normalisés sont aussi maintenant consultables sur le portail national des archives FranceArchives¹⁹, qui intègre ses données au Portail européen des archives, Archives Portal Europe (APE)²⁰, ainsi que sur le Catalogue en ligne des archives et manuscrits de l'enseignement supérieur (Calames)²¹. Le contenu des archives conservées à Sciences Po est ainsi largement valorisé par différents moyens de recherche qui les rendent visibles pour le public. Une fois que les lecteurs ont contacté le Département archives de la DRIS, ils peuvent bénéficier de différents services.

Des services enrichis et plus nombreux

- 11 Les services déjà disponibles ont été maintenus et développés.
- 12 Une aide à la recherche individuelle est disponible sur rendez-vous pris auprès des archivistes du Département. Intéressante surtout pour les doctorants et étudiants de master, elle est possible pour tout lecteur qui en fait la demande. À partir d'une note de recherche sur le sujet, d'une bibliographie existante, d'un état actuel des sources et d'une liste de noms d'acteurs transmis par le lecteur, les archivistes préparent des pistes de recherche à Sciences Po (archives, bibliothèque et chercheurs) et dans d'autres services d'archives, des bibliothèques, etc. Lors d'un entretien en visioconférence, les archivistes indiquent les ressources identifiées et les contacts de personnes-sources (acteurs, chercheurs, archivistes et bibliothécaires). Cette aide personnalisée est appréciée et fait gagner un temps précieux au chercheur.
- 13 Des présentations ciblées du Département archives et de ses richesses sont possibles également pour des groupes. Cela a été le cas en 2022 pour les membres de la Société

française d'histoire politique ou pour une douzaine de bibliothécaires de bibliothèques universitaires européennes dans le cadre d'Erasmus +. Des membres du Département se sont rendus au forum du Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (CODHOS)²² pour aller à la rencontre des étudiants et des collègues.

- 14 Il est aussi possible de solliciter le Département archives pour des ateliers spécifiques destinés aux étudiants de Sciences Po ou d'autres universités, aux lycéens ou aux collégiens. En 2022, ont par exemple été réalisés des présentations et des cas pratiques à la demande de professeurs sur les archives conservées à Sciences Po, sur l'histoire de l'institution depuis 150 ans, Sciences Po et les femmes, les conflits armés et l'image du soldat, Pierre de Coubertin, rénovateur des Jeux olympiques, les archives électorales, le fonds Gabriel Tarde et la psychologie sociale ainsi que l'usage des sources politiques pour une histoire de l'alimentation. D'autres sujets peuvent être abordés selon le souhait des enseignants.
- 15 Des documents d'archives sont prêtés pour des expositions externes ou internes. Les archives institutionnelles et les archives du politique ont ainsi contribué à l'exposition « Nous vous aimons Madame. Simone Veil 1927-2017 » organisée par la Mairie de Paris à l'Hôtel de Ville entre le 28 mai et le 31 octobre 2021. Le dossier d'élève de Simone Veil à Sciences Po et un tract hostile ont été présentés. Les sondages de popularité ont été compilés sous forme de graphiques. Une exposition a aussi été réalisée pour les 150 ans de la création de l'École libre des sciences politiques (ELSP) en 1872, au campus Saint-Thomas, à l'automne 2022.
- 16 Des interventions orales ou des textes écrits sont régulièrement préparés par des membres de l'équipe, autour de l'accès démocratique aux archives et de certains fonds afin de les valoriser. Plusieurs d'entre eux ont été récemment mis en avant : Maurice Escoffier, Léon Blum, Jean Kanapa, Charles Tillon, Paix et Liberté, Jean Charbonnel, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), Daniel Mayer, Gilles Martinet, Robert Abdesselam, Chérif Mécheri et Gaston Monnerville.
- 17 La création du Département archives et son rattachement à la Direction des ressources et de l'information scientifique de Sciences Po, ainsi que la mutualisation des trois services d'archives permettent au lecteur de disposer de l'ensemble des ressources archivistiques de Sciences Po, sur place et en ligne, dans une salle de lecture unique et sur un outil de recherche dédié et transversal. Le Département archives de la DRIS de Sciences Po est donc incontournable pour l'historien du politique au sens large et il occupe une place particulière dans le paysage archivistique français, aux côtés d'institutions comme La contemporaine, la Fondation Jean-Jaurès, l'Office universitaire de recherche socialiste ou la Fondation Charles-de-Gaulle pour la dimension politique mais aussi l'Humathèque du Campus Condorcet pour les fonds de recherche et les services d'archives universitaires pour les archives institutionnelles.

ANNEXES

Liste non exhaustive des fonds d'archives (4 042 mètres linéaires conservés)

Les dates entre parenthèses sont les dates de naissance et de décès des personnalités. Les dates après la virgule correspondent aux dates extrêmes d'une fonction ou d'un fonds. L'indication (Archives nationales) signifie que le fonds y est conservé.

Archives institutionnelles (1 461 mètres linéaires communicables)

- École libre des sciences politiques (ELSP), 1872-1945
- Sciences Po, 1945-1968
- Dossiers étudiants, depuis 1872
- Boutmy Émile (1835-1906), directeur de l'École libre des sciences politiques (ELSP), 1872-1906
- Escoffier Maurice (1879-1959), professeur à l'École libre des sciences politiques (ELSP), 1910-1945
- Hurtig Serge (1927-2019), secrétaire général puis directeur scientifique de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), 1971-1995
- Lancelot Alain (1937-2020), directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, 1986-1996
- Siegfried André (1875-1959), président de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), 1945-1959
- Touchard Jean (1918-1971), secrétaire général de de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), 1946-1971

Archives du politique (550 mètres linéaires communicables)

- Abdesselam Robert (1920-2006)
- Archives électorales, depuis 1925
- Association nationale des contractuels du secteur public (ANSCP)
- Audoin Pierre (1932-2018)
- Auriol Vincent (1884-1966) (Archives nationales)
- Avril Pierre (1930)
- Barrachin Edmond (1900-1975)
- Barre Raymond (1924-2002) (Archives nationales)
- Barrot Jacques (1937-2014)
- Baumgartner Wilfrid (1902-1978)
- Bélorgey Gérard (1933-2015)
- Bérard Alexandre (1859-1923)

- Berthoin Jean (1895-1979)
- Beuve-Méry Hubert (1902-1989)
- Blum Léon (1872-1950) (Archives nationales, en partie)
- Bolotte Pierre (1921-2008)
- Bongrand Michel (1921-2014)
- Cercle Péricleès
- Charbonnel Jean (1927-2014)
- Chatenet Pierre (1917-1997)
- Chevaliers de la paix
- Club Jean Moulin
- Club Vauban
- Commission de représentation patronale (CRP), 1944
- Compagnie Boussac Saints-Frères : démantèlement du groupe industriel du textile, 1982-1984
- Cot Pierre (1895-1977)
- Coubertin Pierre de (1863-1937)
- Courtin René (1900-1964)
- Coutrot Jean (1895-1941)
- Couve de Murville Maurice (1907-1999)
- Daladier Édouard (1884-1970) (Archives nationales)
- Dauer Jacques (1926-2008)
- Debré Michel (1912-1996) (Archives nationales)
- Delors Jacques (1925)
- Delouvrier Paul (1914-1995) et Vaujour Jean (1914-2010)
- Devillers Philippe (1920-2016)
- Dispan de Floran Louis (1869-1922), Thérèse (1863-1933) et Henry (1885-1918)
- Dubost Charles (1905-1991)
- Étudiants nationalistes (publications) / Fédération des étudiants nationalistes, Jeune Europe
- Europartenaires
- Fabrègues Jean de (1906-1983)
- Fayol Henri (1841-1925)
- Gauthier Robert (1901-1966)
- Gay Francisque (1885-1963)
- Genébrier Roger (1901-1988)

- Grimaud Maurice (1913-2009)
- Groupe parlementaire socialiste, 1949-1968
- Halévy Daniel (1872-1962)
- Hamon Léo (1908-1993)
- Hirsch Étienne (1901-1994)
- Jeanneney Jean-Marcel (1910-2010)
- Jeanson André (1911-1994)
- Jouffa Yves (1920-1999)
- Julien Charles-André (1891-1991)
- Kayser Jacques (1900-1963)
- La Rocque colonel François de (1885-1946) (Archives nationales)
- Lasteyrie Charles de (1877-1936)
- Le Puloch Louis (1904-1976)
- Lenoir Jacques (1918-2008)
- Léonard Roger (1898-1987)
- Léotard Pierre de (1909-1992)
- Martinet Gilles (1916-2006)
- Maus Didier (1947) (Archives nationales)
- Mayer colonel Émile (1851-1938)
- Mayer Daniel (1909-1996)
- Mécheri Chérif (1902-1990)
- Monnerville Gaston (1897-1991)
- Monod Jérôme (1930-2016)
- Moussa Pierre (1922-2019)
- Moutet Marius (1876-1968) (Archives nationales d'outre-mer)
- Mouvement républicain populaire (MRP) et fédération de la Seine
- Nalèche Étienne de (1865-1947)
- Navacelle Geoffroy de (1918-2015)
- Nobécourt Jacques (1923-2011)
- Paix et liberté
- Parodi Alexandre (1901-1979)
- Pezet Ernest (1887-1966)
- Poignant Bernard (1945)
- Préval Antoinette de (1892-1977)

- Racine Pierre (1909-2011)
- Roche Émile (1893-1990) et Caillaux Joseph (1863-1944)
- Roullier Jean-Eudes (1931-2010)
- Sainteny Jean (1907-1978)
- Saint-Geours Jean (1925-2015)
- Saumagne Charles (1890-1972)
- Savary Alain (1918-1988) (Archives nationales)
- Schweisguth général Victor (1878-1949) (Archives nationales)
- Sondages d'opinion, depuis 1951
- Tillon Charles (1897-1993)
- Tracts politiques, depuis 1934
- Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR) (Archives nationales)
- Union des fédéralistes européens (UEF), Mouvement des fédéralistes européens (MFE)
- Valois Georges (1878-1945)
- Weil Patrick (1956)

Archives de la recherche (350 mètres linéaires communicables)

Fonds de chercheurs (histoire, sociologie et science politique)

- Berger Suzanne
- Besnard Philippe
- Boutmy Émile
- Cot Pierre
- Dalloz Jacques
- Devillers Philippe
- Duhamel Olivier
- Escoffier Maurice
- Goguel François
- Guilmoto Alain
- Halévy Daniel
- Herr Lucien
- Hurtig Serge
- Julien Charles-André
- Kanapa Jean / Streiff Gérard
- Kriegel Annie

- Lancelot Alain
- Leca Jean
- Mayer Nonna
- Meynaud Jean
- Michelat Guy
- Parodi Dominique
- Parodi Jean-Luc
- Perrineau Pascal
- Pillias Émile
- Racine Nicole
- Rémy Granger Dominique
- Rudelle Odile
- Siegfried André
- Tarde Gabriel
- Vulpian Alain de
- Weil Patrick

Enquêtes qualitatives de chercheurs (histoire, sociologie et science politique)

- Barthélemy Martine : parents d'élèves, engagement
- Borraz Olivier : sécurité sanitaire, sûreté nucléaire, démocratie locale, eau, antennes relais téléphonie mobile
- Donegani Jean-Marie : catholiques, bonheur
- Dupoirier Élisabeth : gouvernance de la société civile en Europe
- Groux Guy : syndicats, cadres, textile
- Hervieu Bertrand : agriculture
- Mayer Nonna : petits commerçants, Front national
- Michelat Guy : attitudes politiques
- Mossuz-Lavau Janine : argent, gaullisme, gauche, femmes politiques, sexualité, prostitution
- Pélisse Jérôme : travail, 35 h, syndicats, souffrance au travail
- Percheron Annick : famille
- Perrineau Pascal : Front national, identité masculine
- Rémond René : cabinets ministériels
- Rey Henri : banlieues, adhérents socialistes
- Rudelle Odile : Guerre d'Algérie

- Schweisguth Étienne : droite-gauche
- Sineau Mariette : femmes politiques, femmes et École nationale d'administration (ENA)
- Subileau Françoise : militantisme, écrivains algériens
- Van Zanten Agnès : choix de l'école

NOTES

1. Sans exhaustivité : 27, rue Saint-Guillaume ; 56, rue des Saints-Pères ; 187, boulevard Saint-Germain ; 44, rue du Four ; 56, rue Jacob ; 10, rue de la Chaise ; 98, rue de l'Université ; 28, rue des Saints-Pères et 28, rue Saint-Guillaume.
2. En 2019, Sciences Po a proposé la création d'un pôle d'excellence francilien des archives et des données du politique au service de la recherche et a candidaté à deux appels à projet. En associant de nombreux partenaires, il a été lauréat en 2020 des financements Sésame de la région Ile-de-France et Idex, en partenariat avec le Centre de recherches interdisciplinaires sur le politique (CRIPOLIS) d'Université Paris-Cité (UPC).
3. Le plus ancien service, créé en 1971.
4. Une liste plus détaillée des fonds figure à la fin de cet article, en annexe.
5. <https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/> [les liens de cet article ont été consultés le 17/04/2023].
6. Une première convention avec les Archives nationales a été signée en 1973, deux ans après la création des Archives d'histoire contemporaine. Elle permet le transfert de fonds d'archives d'intérêt national aux Archives nationales au bout d'une période d'exploitation historique qui a notamment abouti à plusieurs colloques de référence. La convention a été mise à jour en 2014. Elle prévoit la signature de conventions tripartites pour les fonds contenant des archives publiques, remises aux Archives nationales au bout de quinze ans, ainsi que la mise en place d'ateliers conjoints destinés aux étudiants du master d'histoire de Sciences Po. La demande de consultation des fonds privés conservés aux Archives nationales doit être faite à cette institution qui la transmet à Sciences Po.
7. Le projet Archelec 4 financé par Collex-Persée, en partenariat entre le Département Valorisation-Numérisation de la DRIS et le CEVIPOF, a permis le découpage à la pièce des professions de foi des élections législatives de la V^e République numérisées en recueils dans le cadre d'Archelec 1. De très nombreuses métadonnées ont été ajoutées et l'ensemble a pu être remis en ligne sur Internet Archive et sur la bibliothèque numérique de Sciences Po. Une interface d'interrogation a été développée.
8. Archives d'histoire contemporaine (AHC) du Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP), les archives du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) et la Mission archives de la DRIS.
9. CEVIPOF, Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE), Centre de sociologie des organisations (CSO), Centre d'études et de recherches internationales (CERI), Centre des recherches sur les inégalités sociales (CRIS), ex-Observatoire sociologique du changement (OSC), etc.
10. Le partenariat entre Sciences Po et Université Paris-Cité dans le cadre d'un financement Idex prévoit le versement, la numérisation, le traitement et la diffusion des enquêtes de sciences humaines et sociales de chercheurs du Centre de recherches interdisciplinaires sur le politique (CRIPOLIS) dans l'exercice de leurs activités scientifiques.

11. 28, rue des Saints-Pères, 56, rue Jacob, 56, rue des Saints-Pères et 98, rue de l'Université. 911 mètres linéaires d'archives ont été installés dans les trois compactus du 28, rue Saint-Guillaume. L'ensemble des fonds conservés couvre plus de 4 kilomètres linéaires, répartis entre trois sites : outre le 28, rue Saint-Guillaume, le 28, rue des Saints-Pères et les magasins d'un prestataire extérieur.

12. Pour les informations pratiques sur la salle de lecture : <https://archives.sciencespo.fr/n/salle-de-lecture/n:104>, et pour le formulaire de réservation : https://archives.sciencespo.fr/wform/wform/fill/formulaire_consultation/n:131.

13. Pour lire le règlement intérieur de la salle de lecture : https://archives.sciencespo.fr/data/archives_reglement_salle_de_lecture_2021_1.pdf.

14. Produit par l'entreprise angevine Empreinte digitale.

15. Encoded Archival Description. L'EAD est un format fondé sur le langage XML qui permet de structurer des descriptions d'archives ou de manuscrits.

16. Bibliothèque numérique de Sciences Po pour le fonds historique institutionnel : <https://bibnum.sciencespo.fr/s/catalogue/item-set/1716324> et sur Internet Archive : <https://archive.org/details/archivesdesciencespo/> ; Internet Archive pour le même fonds et pour les archives électorales : <https://archelec.sciencespo.fr/> ; Interface de recherche Archelec Explorer pour les professions de foi des élections législatives : <https://archelec.sciencespo.fr/explorer> ; Entrepôt de données de la recherche data.sciencespo pour les enquêtes qualitatives des chercheurs : <https://data.sciencespo.fr/>.

17. Pour accéder à la page d'accueil du site : <https://archives.sciencespo.fr/>.

18. <https://www.sciencespo.fr/bibliotheque/>.

19. <https://francearchives.fr/>.

20. <https://www.archivesportaleurope.net/>.

21. <http://www.calames.abes.fr/pub/>.

22. <https://www.codhos.org/>.

RÉSUMÉS

Le Département archives de la Direction des ressources et de l'information scientifique de Sciences Po est issu en 2021 de la fusion de trois services d'archives. Il rassemble dans le pôle Archives du politique une centaine de fonds privés de personnalités politiques, les fonds historiques et actuels dans le pôle Archives institutionnelles et des fonds de chercheurs et des enquêtes de recherche dans le pôle Archives de la recherche. Une salle de lecture unique accueille le public sur rendez-vous. Un nouvel outil de recherche permet d'effectuer des recherches transversales dans tous les inventaires. Des services d'aide à la recherche et d'ateliers pédagogiques sont disponibles pour le public. Le Département archives de la DRIS de Sciences Po est donc incontournable pour l'historien du politique au sens large.

The Archives Department of Sciences Po's Library was created in 2021 by merging three former services. The new Archives department brings together the private archival collections of about a hundred different political figures, as well as historical and news holdings from the institutional department and survey and study materials from the research department. The reading room is upon to the public by appointment. A new research tool allows for cross-cutting searches throughout the entire archival repository. Research assistance and pedagogical workshops are

also available to the public. The Archives Department of Sciences Po's Library (DRIS) is now an essential site for historical political research.

INDEX

Mots-clés : archives, politique, bibliothèque de recherche, public académique, aide à la recherche

Thèmes : Sources

Keywords : archives, politics, research library, scholarly, research assistance

AUTEUR

ODILE GAULTIER-VOITURIEZ

Odile Gaultier-Voituriez est responsable du Département archives de la Direction des ressources et de l'information scientifique (DRIS) de Sciences Po, docteure en histoire, enseignante à Sciences Po et chercheuse associée au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).